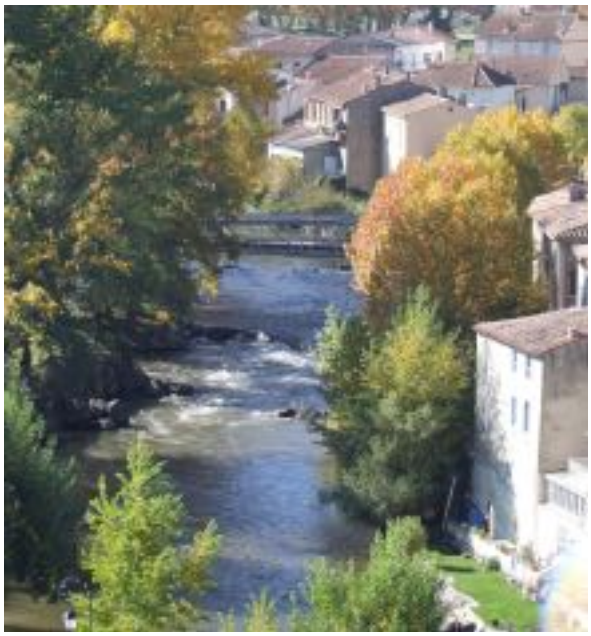
Comment renforcer la dynamique d'évolution existante dans la Haute Vallée de l'Aude ?



Le groupe « Voyage Apprenant » composé de :
Ann-lise Rosio
Camille Henrion
Claire Noyer
Vernando Codio
Céline Vesin
Franck Argast
Frédérique Reiss-Caillaut
Ioan Bengel
Laïla El Ghazi
Marie Morvan
Sara Magdoline Raiss
Panagiota Piperi
Vanessa Mouanga-Biayenda

Avec la participation de Arthur Veramesse

Sous la direction de :
Josiane Stoessel-Ritz
et Martine Théveniaut

Avec l'accompagnement de
Joëlle Chalavoux et Julien Peyre
pour le PTCE 3.EVA

Remerciements

Ce voyage apprenant, et le travail qui en résulte et dont nous espérons donner un aperçu fidèle au travers de ce dossier, ont été pour nous une expérience forte, riche et ponctuée de belles rencontres. Rencontre avec un territoire, rencontre avec des problématiques et des potentialités dont nous n'avions pas connaissance, rencontres surtout avec des acteurs locaux impliqués, passionnés et prêt à partager avec nous en toute bienveillance et avec beaucoup de générosité.

Nous tenions à remercier **Martine Théveniaut** et **Josiane Stoesse-Ritz** d'avoir permis à ce voyage d'avoir lieu.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers le **PTCE 3.EVA** de nous avoir ouvert ses portes et de nous avoir donné l'opportunité de découvrir la Haute Vallée de l'Aude. Nous pensons particulièrement à **Joëlle Chalavoux** et **Julien Peyre** qui nous ont accompagnés, aidés, et ont été d'une grande disponibilité.

Mille mercis à :

- La **SCIC SAPIE** pour la simplicité avec laquelle elle nous a ouvert ses portes ;
- Le **Lycée de Ruffié** de Limoux, la **SCA La Cavale**, et la **Mairie de Luc sur Aude** pour leur hospitalité ;
- L'équipe du **Domaine de Castillou** pour son accueil ;
- **Arthur Verramesse** qui a partagé cette aventure avec nous et a contribué à plusieurs entretiens.

Enfin nous remercions chaleureusement toutes les personnes et les structures qui nous ont accordé de leur temps et ont partagé avec nous leurs visions de leur territoire, leurs espoirs, leurs frustrations et surtout leur formidable engagement.

Sommaire

ANALYSE DU TERRITOIRE DE LA HAUTE VALLEE DE L'AUDE ET DU PTCE 3.EVA 4

Contextualisation 5
Synthèse groupe « Eau » 12
Synthèse groupe « Déchets et écoconstruction » 17
Synthèse groupe « Patrimoine » 24
Synthèse globale 28

ANNEXES – COMPTES RENDUS DU GROUPE « EAU » 39

Véronique Gardair – Lycée Ruffié 40
Carole Tailhan – Projet de la Maison de l'Eau 48
David Fernandez 51
François Isambert – La Pisciculture 55
Adrien Arazo - SMMAR 59
Mathieu Veyssière – Aude Vive 62
Pierre Pech - chambre d'agriculture 65

ANNEXES – COMPTES -RENDUS DU GROUPE « DECHETS ET ECOCONSTRUCTION » 68

Jean-Christophe Fuster, Émeric Vidal et Gilles Rivière – Batipole 69
Tommy Dugelay - Batiscop 73
Joerg Ellerwald - B-t-p 76
Jacques et Jocelyne De La Piquerie 81
Dieter Becker - Le Parchemin 85
Alexandre Laizé – Charte forestière 89
Jean-Luc Valmigère – services techniques de la communauté de commune du Limouxin 95
Christophe Bonnemort - La CAVALE 100
Anne-Victor – Organic'Vallée 107

ANNEXES – COMPTES-RENDUS DU GROUPE « PATRIMOINE » 111

Sarah Sommer 112
Christine Barrely 115
Ève Gracia 117
Carole Labedan 118
Guillaume Lagnel – Institut du Masque 121
Mathieu Bastien – Apprentis d'Auteuil 124
Juliette Théveniaut 127
Raphaël Soulier 130
La METECQ 134
Office du tourisme de Quillan 138

ANNEXES – COMPTES-RENDUS DES VISITES DE QUELQUES ACTEURS-CLES DU PTCE 3.EVA 140

Visite de la SCIC SAPIE 141
Visite de la SCA La CAVALE 142
CR réunion de présentation du territoire de la Haute Vallée de l'Aude 145
Visite du Lycée Ruffié 146

ANNEXES – INFORMATIONS RELATIVES AU PTCE 3.EVA 147

Plan d'actions du PTCE 3.EVA 148
Liste des administrateurs du PTCE 3.EVA (AG du 19 juin 2017) 152
Comptes de résultat synthétiques – PTCE 3.EVA 153

Analyse du territoire de la Haute Vallée de l'Aude et du PTCE 3.EVA

Contextualisation

Les paragraphes qui suivent ont pour but de livrer quelques données numériques et objectives sur le territoire et le PTCE, tirées de recherches personnelles et de documents que 3.EVA a eu la gentillesse de mettre à notre disposition.

Le territoire de la Haute Vallée de l'Aude

La situation géographique

La Haute Vallée de l'Aude (HVA) se situe au barycentre de la Région Occitanie, délimitée au nord par le Carcassonnais et le Lauragais, à l'est par les Corbières, à l'ouest par le département de l'Ariège et au sud-est par celui des Pyrénées-Orientales. Le fleuve Aude en constitue un axe central du nord au sud. La HVA se trouve à proximité de Carcassonne.

Le territoire est marqué par deux entités paysagères : des plaines vallonnées au Nord et au Sud, les Pyrénées avec des gorges et des plateaux.

La population

La HVA compte 44845 habitants (Insee 2015), soit 12% de la population audoise, alors qu'elle représente plus du quart de la superficie du département. Ce territoire rural de 142 communes a une densité faible de 25 habitants au km² avec une répartition hétérogène de la population. Près de 90% des communes comptent moins de 500 habitants et seules 3 villes en ont plus de 2000 : Limoux, 11.000 habitants ; Quillan, 3000 ; Espéraza, 2000.

Depuis un maximum démographique vers 1850, la population a chuté de presque de moitié en un siècle, notamment à cause de l'exode rural, qui s'est poursuivi jusque dans les années 80.

Selon François de Ravignan , l'exode rural a été la conséquence d'un choix économique, celui de l'industrialisation et de l'ouverture des marchés.

Depuis 1990, la population de la HVA est en hausse, grâce à un solde migratoire positif et malgré un solde naturel négatif. Cette augmentation est nettement marquée dans le Limouxin, alors que le sud du territoire continue de perdre des habitants en dépit des arrivées.

Les nouveaux arrivants depuis les années 70 sont issus d'autres régions de France, d'Europe du Nord et du Royaume-Uni. Néo-ruraux, ils sont attirés par la nature préservée et sont impliqués dans la vie sociale et culturelle. Cependant, on assiste à des tensions entre les habitants de longue date et ces « néos », les anciens revendiquant une légitimité sur le territoire et sur les pratiques.

On constate une part relativement importante de résidences secondaires par rapport au total du parc immobilier: À Quillan par exemple, cette part est de 15% .

L'identité du territoire est fortement marquée par l'histoire industrielle de la HVA et les vagues de désindustrialisation qui ont marqué les dernières décennies. Si les ouvriers représentent encore un quart de la population, leur part et celle des agriculteurs diminue au profit des catégories professionnelles supérieures (+13,7% entre 2006 et 2014, soit 8% de la population, source Insee). Cette évolution découle de la transformation des activités du territoire.

Il est à noter que le taux de chômage est élevé, allant jusqu'à 19% dans le Sud de la HVA.

Enfin, les retraités de plus de 65 ans représentent un quart de la population de la HVA.

Les jeunes de la Haute Vallée de l'Aude : rester ou partir ?

Parmi la population jeune, l'impression persiste qu'il faut quitter le territoire pour avoir un meilleur avenir. L'équipe pédagogique du lycée Ruffié de Limoux a fait le constat que, si les lycéens ont un sentiment d'attachement au territoire de la Haute-Vallée de l'Aude, ils n'en ont pas pour autant une vision très positive en termes d'opportunités professionnelles. Une enquête sur le rapport des jeunes à leur territoire a été réalisée par le PTCE 3.EVA. Une centaine de lycéens a ainsi été interrogée. Cette enquête a, notamment, permis de récolter leurs sentiments et leurs visions de l'entrepreneuriat et de la HVA. Les résultats montrent que, majoritairement, les jeunes n'envisagent pas leur futur sur le territoire (80% ne pensent pas rester dans leur futur universitaire et/ou professionnel). L'idée selon laquelle « c'est un territoire fort en paysages, mais faible en emplois » persiste parmi cette population. Selon les enquêteurs, ces résultats doivent être nuancés par le fait que « l'envie d'ailleurs » ne serait-ce que momentanée, et est une caractéristique liée au public lycéen qui de fait, pour poursuivre ses études, a peu d'autres choix que de sortir du territoire.

Selon les enquêteurs, cette question est à mettre en lien avec celle de la mobilité (numérique, mobilité physique, accessibilité du marché de l'emploi local) sur le territoire qui peut être un frein à l'envie de rester durablement sur la Haute-Vallée de l'Aude pour les jeunes.

La position par rapport aux infrastructures de transports

La Haute Vallée de l'Aude s'étend sur 1800 km2 de Cailhavel (secteur d'Alaigne) au nord à Counozouls (secteur d'Axat) au sud. Ces deux communes sont distantes de 70 km l'une de l'autre, ce qui représente un trajet en voiture de près d'une heure et demie.

C'est un territoire très rural où l'activité économique et administrative s'organise autour de 3 grandes villes : Limoux, Quillan et Espéraza.

La liaison ferroviaire entre Carcassonne et Quillan semble en danger depuis environ 7 ans. Elle est actuellement en travaux et remplacée par des autocars TER. Si le tronçon Carcassonne-Limoux semble hors de danger, l'avenir du tronçon Limoux-Quillan semble moins sûr. Deux lignes de bus circulent sur le même axe Carcassonne -Axat. Le reste du territoire est exempt de transport en commun, il est très compliqué de circuler sans véhicule personnel.

La couverture numérique

La HVA est le territoire de l'Aude dont la couverture numérique est la plus faible. Ainsi, en 2014, seules cinq communes étaient réellement éligibles à l'offre Triple Play (incluant la télévision par internet) : Limoux, Couiza, Quillan, Saint-Hilaire et Alaigne.

Enjeu prioritaire du territoire, la mise en place d'infrastructures et de services numériques performants est un axe fort du pacte territorial qui fixe les grandes orientations du département de l'Aude à l'horizon 2030. Le haut débit est identifié comme un levier devant à la fois permettre le renforcement de l'attractivité résidentielle, le soutien au développement économique et la valorisation des patrimoines naturels, historiques et touristiques.

La HVA fait actuellement l'objet d'un plan d'aménagement numérique haut débit en trois phases qui devrait permettre la couverture totale de l'ensemble du territoire d'ici 2030. La première phase équipera 270 des 332 sites publics et zones d'activités identifiés comme prioritaires au cours de la période 2015-2020.

L'économie

Au vingtième siècle, le territoire de la HVA est au cœur de l'économie audoise grâce à son activité industrielle dynamique. Espéraza et Couiza sont alors d'importants centres de fabrication du chapeau, mais la Seconde Guerre Mondiale marque la fin de la chapellerie audoise. À Limoux, Myrys puis Chaussea produisent des chaussures jusque dans les années 60, avant de se délocaliser. À Quillan, on trouve des activités de chapellerie et de scierie. Formica s'y est installé dans les années 50.

Aujourd'hui, le territoire de la HVA est désindustrialisé. L'économie s'est progressivement transformée depuis 40 ans et le secteur tertiaire emploie désormais 70% des salariés du territoire.

Un tissu de TPE/PME est concentré autour de Limoux : les isolants minces Actis, la tuilerie Monier, la chocolaterie Nougalet à Luc sur Aude…

À côté d'une activité viticole dynamique au Nord du territoire, l'élevage est une filière qui se développe et se structure au Sud.

Enfin, le territoire de la HVA ne bénéficie pas des retombées économiques liées à sa proximité des métropoles (Montpellier, Toulouse, Perpignan).

La marque « Pays Cathare » Le Pays cathare est une appellation touristique utilisée par le département de l'Aude. Elle fait référence à un morceau d'Histoire propre au territoire dont les seigneurs médiévaux ont suivi la pratique religieuse cathare, une forme particulière du christianisme. C'est également une marque déposée depuis 1992, propriété du Conseil général de l'Aude.

Le programme Pays cathare, soutenu dans le cadre des fonds européens LEADER, a été créé pour valoriser et préserver les richesses de l'Aude, fédérer les initiatives locales et soutenir l'organisation professionnelle des producteurs audois en s'appuyant sur un patrimoine bâti datant du Moyen-Âge. Elle regroupe aujourd'hui près de 900 professionnels audois des secteurs du tourisme, de l'agriculture, de la viticulture et de l'agroalimentaire, sans oublier les artisans d'art et les métiers de bouche.

Profils des touristes

Le tourisme et l'agriculture (viticulture essentiellement) sont les deux principaux leviers économiques du département de l'Aude. L'essentiel du flux touristique est orienté sur l'axe est-ouest et passe par Carcassonne. L'essentiel des séjours est de courte durée (1,5 jour en moyenne).

Si l'on se base sur les données disponibles auprès de l'agence de développement touristique de l'Aude pour l'année 2015, le tourisme en HVA est marqué par une très forte saisonnalité avec un rapport de 1 à 10 entre la saison hivernale et la saison estivale alors que ce rapport n'est que de 1 à 5 sur l'ensemble du département. Le taux d'occupation des chambres est particulièrement faible (seul le mois d'août dépasse les 50%). Au total, la part des nuitées en Haute-Vallée de l'Aude représente moins de 5 % du total des nuitées du département.

Le bilan des offices du tourisme des Pyrénées Audoises montre une baisse de fréquentation en 2017 par rapport à 2016. La clientèle est essentiellement constituée de Français (71 %) et d'Anglo-saxons (15 %) ; une clientèle hollandaise (5 %), espagnole (4 %) et belge (3 %) vient compléter l'ensemble. Les visiteurs sont la plupart du temps des groupes ou des individus, rarement des familles.

L'essentiel des demandes concerne les activités de pleine nature (randonnées, baignade et sports d'eau vive) et les activités liées au patrimoine (les sites cathares, les sites naturels et les musées). Ces données correspondent aux priorités définies dans le cadre de la stratégie de développement de la marque « Pays Cathare ».

Aspect Énergie et Pêche

L'énergie et la pêche sont deux activités importantes liées à l'Aude qui parcourt le territoire du Sud (Pyrénées) vers le Nord (Carcassonne).

D'une part, le flux est une importante source d'électricité grâce aux barrages hydrauliques dont EDF est le principal concessionnaire. Il y a un maillage de cinq centrales sur l'Aude dont la grosse centrale de Nentille proche d'Axat et Quillan, avec une puissance installée de 54MW. Mais de nombreuses centrales ne sont plus exploitées. Elles servent à alimenter des scieries encore en activité dans la vallée ou ont laissé la place à d'autres activités :

> *« Les centrales hydroélectriques hors service en HVA sont de deux catégories. Il y a celles qui ont un autre usage que l'hydroélectricité comme la pisciculture de Gesse, la scierie de Belvianes et Cavirac et la scierie de Quillan et celles qui ne sont plus en service niveau production électrique du fait de leur état, de leur utilité ou de leur rentabilité. »*

D'autre part, l'incroyable écosystème aquacole autour du fleuve attire de nombreux pêcheurs d'origines socioculturelles différentes. « Le pêcheur est aussi bien citadin et vacancier que d'origine rurale et locale ». Cinq parcours de pêche no-kill ont été élaborés dans le cadre d'un partenariat informel entre le PTCE 3.EVA et David Fernandez, président de la Société de Pêche Garbuste Campenoise. Le support est une appli smartphone servant à localiser les zones de pêche no-kill. Ce type de pêche consiste à pêcher pour le plaisir sans tuer et consommer les poissons. Il existe plus de 50km de rivières et ruisseaux qui permettent de pêcher.

Ces deux activités basées sur la ressource en eau nouent des relations compliquées, les besoins peuvent parfois apparaître contradictoires ou complémentaires. En effet, les lâchers d'eau des barrages hydrauliques sont violents et ont un effet néfaste sur la vie aquatique. Les naturalistes déplorent la perte d'espèces endogènes qui ne peuvent pas s'adapter à ces changements brutaux. En revanche la fonction de régulation d'un débit d'eau qui serait plus chaotique sans barrages permet un accès sécurisé aux berges pour la pêche.

L'enjeu d'harmonisation des pratiques apparaît donc comme crucial. Une bonne gestion de l'eau, la ressource à l'origine de ces deux pratiques, est nécessaire pour trouver une complémentarité féconde et réduire les contradictions nuisant à l'un ou l'autre.

Le PTCE 3.EVA

Historique

Encouragé par Madame la sous-préfète de Limoux, Sylvie Siffermann, un collectif d'acteurs à part féminine importante, - chefs d'entreprise, élues, gérantes, formatrices - s'est constitué pour développer des expérimentations sur l'entrepreneuriat en milieu rural. Il s'agit, à travers le projet du PTCE (Pôle Territorial de Coopération Economique) de la Haute Vallée de l'Aude, de fédérer l'ensemble des acteurs autour de projets répondant aux besoins des entreprises et des habitants, tout en étant porteur d'une ambition collective ; autrement dit de « revitaliser en imaginant collectivement des solutions durables et responsables ».

Le PTCE a comme périmètre d'action la Haute Vallée de l'Aude, soit les découpages des communautés de communes du Limouxin, du Pays de Couiza et des Pyrénées Audoises.

Malgré les faiblesses du territoire (son enclavement, sa faible densité de population, son manque d'attractivité), des dynamiques d'économie sociale ont vu le jour entre ses acteurs, que cela soit les voisins, les agriculteurs, ou encore les communautés villageoises. L'enjeu est de transformer ces dynamiques locales en projets économiques créateurs d'emplois.

À Limoux, après quelques mois de gestation pour valider les orientations choisies avec les acteurs du territoire, l'association 3.EVA est créée en juin 2015. Elle porte le PTCE depuis janvier 2016 à la suite de l'appel à projets national. L'origine du nom de l'association fait référence à l'expression Web **3.0** pour évoquer la dimension numérique du projet : **E** représente Expérimenter, Entreprendre, Ensemble, **VA** comme Vallée de l'Aude, le prénom EVA symbolise la place des femmes dans le projet du PTCE.

Objet

Les échanges entre les acteurs ont permis de développer une stratégie d'action autour des trois axes majeurs :

- Faire le pari de la collaboration économique et du décloisonnement
- Mettre en œuvre collectivement des activités de biens et de services
- Développer la culture de l'expérimentation et de l'entrepreneuriat

Avec cette approche inclusive, le PTCE s'appuie sur les partis-pris suivants :

- Construire un projet, avec et pour le territoire,
- Innover pour faire projet,
- Organiser la transversalité,
- Assurer la pérennité de la dynamique territoriale,
- Devenir un territoire d'expérimentation,
- Poser les bases d'une économie circulaire.

Une démarche de mobilisation et de co-construction a été mise en place réunissant des acteurs diversifiés, des femmes dirigeantes, aux jeunes et étudiants, en passant par une mobilisation des élus locaux. Ces rencontres ont permis d'identifier quels seraient les atouts du territoire pour une économie collaborative en HVA, lesquels sont :

- Construire des coopérations économiques entre acteurs,
- Ancrer localement la valeur,
- Renouveler les activités traditionnelles,
- Encourager l'entrepreneuriat et réduire l'isolement des entrepreneurs,
- Améliorer l'employabilité et l'efficacité professionnelle,
- Développer de nouvelles offres de service,
- Développer l'itinérance.

Objectifs

L'Association 3.EVA est une association régie par la loi 1901. Son mode d'action est le développement de la coopération économique, l'innovation sociale et l'évaluation des projets au fil de l'eau. Pour cela, 3.EVA rassemble des structures de nature différente, entreprises de l'économie classique et de l'économie sociale et solidaire, centres de recherche et formation, collectivités locales et citoyens.

L'objectif de 3.EVA est le développement et la revitalisation du territoire et la création d'un maillage coopératif résilient à même de gérer les tensions du territoire. Précisément, 3.EVA est un PTCE - Pôle Territorial de Coopération Économique - tel que défini par l'article 9, alinéa 1 de la loi ESS de juillet 2014. (*cf.* Plan d'actions du PTCE 3.EVA en annexe p.148)

Fonctionnement/Organisation

Gouvernance

Depuis deux ans, l'association 3.EVA est animée par un conseil d'administration de dix coprésidents et coprésidentes représentant la diversité des acteurs du territoire. Cette gouvernance collégiale assure une transversalité des réflexions et un partage des décisions. Le principe de décision repose sur une culture du compromis : on recherche le consensus entre les administrateurs. Le conseil d'administration est responsable de la gestion financière et de la coordination administrative des projets conduits par l'association. (. liste des 10co-présidents en annexe p.152)

Financement

Les ressources de l'association comprennent les cotisations, les dons, les subventions publiques et les recettes des prestations réalisées.

À travers le PTCE, 3.EVA, lauréate de l'appel à projets national de 2015, bénéficie à ce titre d'une subvention qui couvre un peu plus d'un tiers de son budget. L'association est également soutenue par le programme LEADER 2014-2020 porté par le Syndicat Mixe de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises (SMAVAPA), et par certaines initiatives sectorielles comme les deux GIEE créés en 2016 et le programme « Une rivière, un territoire » d'EDF (*cf.* les comptes de résultat du PTCE 3.EVA en annexe p.153).

Partenaires

Les partenaires de 3.EVA sont principalement :

- La SCIC Sapie, tiers-lieu à Limoux,
- Electricité de France,
- L'Union Sanitaire et Sociale Aude Pyrénées (USSAP)
- Le Parchemin, ressourcerie et structure d'insertion à Limoux
- La CAVALE, coopérative agricole,
- Le domaine de l'Espinet, ancien domaine viticole convertie en résidence touristique,
- La société OCBTP, TPE dans le bâtiment,
- Le domaine viticole Antech,
- Les lycées et établissements publics Edouard Herriot, Jacques Ruffié, et l'institut Saint Joseph,
- Les centres de formation professionnelle du Midi et Batipole en Limouxin,
- L'ADEFE, association organisatrice de la Foire d'Espezel.
- L'abattoir de Quillan,
- Le centre de formation dans les domaines de la santé et du social CARE à Limoux
- Les clubs de sports d'eau vive,
- Le fonds citoyen Patrium,
- L'association Fondation cathare,
- FD CUMA, la Fondation Départementale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole.

La place des habitants n'est évoquée clairement dans aucun des documents que nous avons reçus par le PTCE. Pourtant, en tant que consommateurs, mais aussi et surtout en tant qu'entrepreneurs, les habitants sont concernés par les actions de 3.EVA. Leur implication est pour l'instant relativement faible, mais là où elle existe (Start'Up Ruffié par exemple) elle permet d'aller à l'encontre du fatalisme économique ambiant.

Sources

« Ils veulent sauver la ligne Carcassonne-Quillan », La Dépêche du Midi. [en ligne]. 09 décembre 2017. https://www.ladepeche.fr/article/2017/12/09/2700858-ils-veulent-sauver-la-ligne-carcassonne-quillan.html [dernière consultation le 30 mars 2018].

3.EVA, Le Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) de la Haute-Vallée de l'Aude. Dossier de Présentation. [accessible en ligne] mai 2015. http://sapie.eu/yeswiki/3eva/wiki01/wakka.php?wiki=TelechargementS [dernière consultation le 30 mars 2018].

3.EVA, Statuts de l'Association de préfiguration du PTCE3.EVA Ensemble, Expérimenter et Entreprendre en Vallée de l'Aude. 2015.

Agence de Développement Touristique de l'Aude, Les Sites du pays Cathare [en ligne] http://www.audetourisme.com/fr/decouvrir/histoire-et-patrimoine/sites-poles.php [dernière consultation le 30 mars 2018].

Cartes France, Ville de Quillan. [en ligne] http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/11304_Quillan.html [dernière consultation le 30 mars 2018].

Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aude, Haute Vallée de l'Aude. [en ligne] http://www.carcassonne.cci.fr/563-haute-vallee-de-l-aude.htm [dernière consultation le 30 mars 2018].

Conseil Général de l'Aude, Schéma directeur territorial d'aménagement numérique de l'Aude. [en ligne] novembre 2014. https://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/collectivites/SDTAN/Aude_-_Schema_THD_2014_novembre_2014.pdf [dernière consultation le 30 mars 2018].

Département de l'Aude, Audelignes, réseau de transport en commun. [en ligne]. http://www.aude.fr/461-audelignes.htm [dernière consultation le 30 mars 2018].

De Ravignan, François, L'Avenir d'un désert au pays de la Haute Vallée de l'Aude, Atelier du Gué, Villelongue d'Aude, 1996.

Gouvernement Français et Caisse des Dépôts et des Consignations, Pôles de coopération. Résultat de l'appel à projets 2015. 14 janvier 2016.

Pyrénées Audoises Tourisme, Compte-rendu conseil exploitation Office de Tourisme des Pyrénées Audoises. [en ligne] 2 octobre 2017. http://www.pyreneesaudoises.fr/wp-content/uploads/2018/01/Compte-rendu-CE-2-octobre.pdf [dernière consultation le 30 mars 2018].

Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières, Cahier numéro 1: Présentation Générale du Bassin Versant de la Haute Vallée de l'Aude [en ligne]. 2 juillet 2010

http://www.smmar.org/uploads/mediatheque/contenu/competences_et_missions/sage/fichiers/sage_hva_04.pdf [dernière consultation le 30 mars 2018].

Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières, Cahier numéro 4: Hydorélectricité & évaluation du potentiel hydroélectrique [en ligne]. 2 juillet 2010 http://www.gesteau.fr/sites/default/files/cahier4-potentielhydroelectrique.pdf [dernière consultation le 30 mars 2018].

Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises, Appel à manifestation d'intérêt. Programme d'Investissements d'Avenir. septembre 2017.

Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises, Dossier de Candidature Programme LEADER 2014-2020 du Pays de la Haute Vallée de l'Aude. 29 juin 2015.

Syndicat Mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées Audoises, Éléments de Diagnostic Territorial. Haute Vallée de l'Aude. 18 mars 2015.

Synthèse groupe « Eau »

Introduction

Nous avons choisi d'investiguer autour de la thématique de l'eau. Nous avons eu l'occasion de rencontrer des acteurs locaux bienveillants et pertinents :

Carole Tailhan	Professeur au Lycée J. Ruffié
Véronique Gardair	Documentaliste au Lycée Ruffié
François Isambert	Pisciculture La Fajolle
Pierre Pech	Chambre d'agriculture
David Fernandez	Président de la Société de Pêche Garbuste Campenoise
Mathieu Veyssiere	Président de Aude Vive
Adrien Arazo	Technicien rivière au SMMAR et animateur du SAGE
Alain Dast	Sud Rafting Aude

C'est à partir des entretiens réalisés que nous avons construit notre vision des enjeux liés à la ressource Eau. Cela nous a permis d'observer une partie de ce qui se passe sur le territoire. Et nous avons réfléchi à ce qui peut être aménagé dans le but d'aboutir à un partage équitable de l'eau, cette ressource vitale : stratégie durable pour maîtriser les effets des lâchers d'eau, harmonisation des différents usages de la ressource des acteurs mentionnés...

Nous verrons d'abord le projet de la maison de l'eau « O2 Vallée » puis notre regard sur ce projet en lien avec les positionnements des acteurs locaux et enfin les perspectives dégagées pour le territoire.

L'eau dans la Haute Vallée de l'Aude

Une ressource historique

À l'instar de nombreux territoires, la Haute-Vallée de l'Aude est historiquement marquée par son fleuve et structure beaucoup de ses activités autour de l'eau notamment production d'énergie et développement d'activités économiques (tourisme, pêche, élevage…). Cette ressource essentielle se raréfie. Selon le Conseil Départemental de l'Aude, le déficit en eau atteint 37 millions de m3 en période estivale. De fait, depuis ces dernières décennies le renforcement des mesures de restriction de l'usage de l'eau a été nécessaire pour que tous les acteurs continuent à en bénéficier.

Une multitude d'acteurs

De nombreuses structures travaillent autour de la ressource Eau :

Gée Aude (coopération de plusieurs acteurs dont Aude Claire) : ateliers pédagogiques très professionnels sans de lieu fixe. Ils vont notamment dans les écoles.

Le SMMAR : Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières. Celui-ci porte le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) par l'intermédiaire de la CLE (Commission Locale de l'Eau). Il s'agit d'un outil local de planification qui organise une gestion globale et équilibrée de l'eau dans l'intérêt général. Le rôle est de définir les priorités d'usage de l'eau et par conséquent la place laissée à chacun des acteurs.

- Les prestataires d'eau vive. Ils proposent des activités de kayak, rafting, etc.
- Un pisciculteur bio : il élève notamment des truites
- Les associations naturalistes

- Les associations et fédérations de pêche de loisir : elles gèrent les différents parcours de pêche.
- EDF (Électricité de France) : gère les centrales hydrauliques sur l'Aude

Certains des acteurs présentés proposent des offres de services s'apparentant au tourisme : visite ; activités de loisir, etc. Il n'y a cependant pas de mise en cohérence. Ainsi les parents, les écoles ou touristes manque de lisibilité et considère que "c'est un vrai parcours du combattant si t'as envie de faire toutes les activités".

Des intérêts divergents générateurs de tensions

En 2016 la Haute Vallée de l'Aude a connu une année record de la plus basse pluviométrie qui a généré des tensions sur le territoire, notamment entre EDF et les professionnels de la pratique des sports d'eau vive. C'est EDF qui par ses lâchers d'eau permet la pratique des sports d'eau vive. Or, cette eau retenue dans le barrage est la source de production d'électricité d'EDF. Ainsi, lorsque les lâchers ont lieu à des moments où la rentabilité de la production d'hydroélectricité n'est pas maximum, EDF considère générer un manque à gagner, perdre de l'argent. Une compensation de ce manque à gagner a été mise en place entre EDF et les prestataires d'eau vive qui se voient contraints de payer EDF pour la mise à disposition des mètres cubes nécessaires à leur activité. Cette compensation reste dans un cadre qu'ils jugent flou et dont ils questionnent la légalité.

Par ailleurs, les pêcheurs et naturalistes jugent les lâchers d'eau violents et nuisibles à la biodiversité incroyable du lit du fleuve.

Pour harmoniser le partage de la ressource commune qui lie tous ces acteurs, des démarches ont été menées par les autorités publiques comme le SMMAR (Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières). Celui-ci porte le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) chargé de définir les priorités et de réguler les usages de chacun de ses acteurs. L'enjeu est de mener à bien cette concertation publique pour que chacun trouve une place juste dans cet écosystème de l'eau.

Le projet de Maison de l'Eau « O2 Vallée »

Contexte

Depuis 2015, le lycée Ruffié de Limoux propose à ses élèves de terminale de participer à un défi Start'up.

Start'up propose à des élèves, regroupés en équipe et coachés par des professionnels locaux, de réfléchir à des projets entrepreneuriaux concrets en lien avec les ressources de leur territoire. Ils ont trois jours pour monter leur projet. Pour cela, ils doivent formuler une idée, réaliser un business plan, rencontrer des acteurs locaux, etc.

Start'up est avant tout une démarche pédagogique qui cherche à donner « du sen » aux études, surtout en lien avec le territoire « allez faire vos études et revenez, il y a des idées là, vous pouvez faire des trucs ». Les élèves peuvent voir qu'il y a des idées et des possibilités sur leur territoire. Cette démarche permet aussi aux élèves d'acquérir des savoirs pratiques et de l'expérience (inscrit dans le CV et lettre de motivation).

Origine

Lors de l'édition d'octobre 2017, différentes approches de la thématique de l'eau étaient proposées aux élèves. C'est un groupe d'élèves réfléchissant autour de la thématique « eau vive, eau tranquille » qui a imaginé la maison de l'Eau.

Les lycéens se sont inspirés des « Maisons d'Interprétation de la Nature » au Québec, afin de faire vivre au public une « expérience » sur un site patrimonial et « interpréter » le fleuve Aude…

Objectifs

Dans un contexte de raréfaction et fortes tensions autour de la ressource eau, la Maison de l'Eau répond à deux objectifs :

- Permettre au grand public une meilleure connaissance du milieu aquatique et des enjeux liés à l'eau

- Faciliter la communication entre les acteurs de l'Eau en les rassemblant autour d'un projet commun, dans un lieu neutre et apaisé.

Présentation du projet

Les élèves ont imaginé une Maison de l'Eau localisée dans les locaux de l'ancienne usine Formica à Quillan. Installer une maison de l'eau « sur ce lieu qui a longtemps pollué la rivière » semble un symbole fort et pertinent. Ce lieu serait aussi très approprié du fait de sa proximité immédiate avec l'Aude et ses berges.

La maison de l'eau serait un lieu physique, rassemblant : les naturalistes, pisciculteurs, EDF, prestataires d'eau vive, le SMMAR, les pêcheurs. On y trouverait une exposition sur la rivière, sur ce qu'elle était autrefois et sur ce qu'elle propose aujourd'hui, sur la faune et la flore, sur la production d'hydroélectricité et sur son économie. Elle pourrait faire le lien avec tous les acteurs de l'eau et pourrait être une plateforme de « distribution de contacts ».

Elle pourrait proposer des parcours de loisirs pédagogiques clés en main aux écoles comme aux particuliers. Par exemple : une matinée pour la visite du lieu et ses expositions, puis un repas de productions locales (notamment de poisson) et une après-midi consacrée à la pratique des sports d'eau vive, incluant une descente du fleuve avec des pauses permettant l'observation dans d'excellentes conditions du milieu aquatique tel que décrit dans la maison.

Regard sur le projet « O2 Vallée »

Un impact déjà positif

Si les objectifs des Start'Up du Lycée Ruffié sont pédagogiques et éducatifs, ils sont également professionnels. Ce challenge entrepreneurial a permis aux lycéens de constater qu'il est possible de concevoir des projets pour le développement (durable) de leur territoire et de renforcer leur sentiment d'appartenance à ce territoire. Il leur en a donné une vision plus optimiste et ambitieuse, et montré qu'ils peuvent exploiter et valoriser leur potentiel et celui de leur territoire pour envisager leur future activité professionnelle. En effet, un des enjeux du territoire est de limiter le vieillissement de la population en conservant ses jeunes qui le quittent majoritairement lors de leur entrée dans la vie active.

Un accueil prometteur

Aucun des acteurs locaux rencontrés n'a manifesté d'opposition à l'idée de la Maison de l'Eau. Tous se sont montrés favorables à la création d'un projet dans un contexte plus léger que le cadre institutionnel classique. L'idée de « O2 Vallée » leur semble pouvoir contribuer à "mettre de l'huile dans les rouages".

Toutefois, selon M. Arazo, la maison de l'eau ne pourra être le lieu où les conflits entre les acteurs de l'eau se régleront. Selon lui, la résolution doit passer par des compromis encadrés de manière institutionnelle.

De l'importance d'impliquer tous les acteurs

De nombreux acteurs institutionnels, associatifs, entrepreneuriaux, gravitent autour de la ressource Eau. Pour que « O2 Vallée » fonctionne et atteigne ses objectifs, il est essentiel de mobiliser ces acteurs. Ainsi, la Maison de l'Eau pourra bénéficier de l'expertise de chacun et recueillir l'adhésion de tous. La prise en compte de la dimension politique et des prérogatives de chacun sont indispensables à la concrétisation du projet.

Cela signifie qu'EDF, les structures de sports d'eau vive, les fédérations de pêche, les acteurs institutionnels pour l'aménagement et la préservation des milieux et les structures piscicoles doivent être également parties prenantes du projet. François Isambert explique que si la Maison de l'Eau n'avait pas l'accord de partenariat d'EDF et sa partie « Présentation de l'hydroélectricité », il s'agirait alors seulement d'une Maison de la Nature ou d'une base de rafting.

Mieux se connaître pour coopérer

Le fait que les acteurs de l'eau puissent méconnaître le contexte de travail, les enjeux et les prérogatives des autres peut empêcher la constitution d'une vision commune pour la gestion de cette ressource. L'attachement à des méthodologies peut nuire à une vision transversale et donc à la créativité susceptible d'innover dans la culture du partage de l'eau.

Un premier frein à lever, définir un porteur

La Maison de l'Eau est une idée de projet qui nécessite une structure porteuse. L'identité de cette structure est aujourd'hui incertaine. Différentes pistes sont évoquées par les acteurs interrogés : le PTCE 3.EVA, la CAVALE (par l'intermédiaire de son directeur général Christophe Bonnemort) ou encore le SMMAR (Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et de la Rivière).

Perspectives pour le territoire

Notre exploration autour du projet « O2 Vallée », des prémices de sa conception et de la manière dont l'idée était accueillie nous a permis de recueillir le regard des acteurs rencontrés sur la ressource Eau, sur les coopérations locales, sur leur territoire… La thématique de l'Eau est très fortement liée historiquement, socialement et économiquement à la Haute-Vallée de l'Aude et à ses habitants. Voyons à présent les perspectives dégagées pour le territoire à partir de notre analyse des positionnements des acteurs de l'Eau et du projet de la maison de l'eau.

Les tensions entre EDF et les prestataires d'eau vive illustrent bien la nécessité de médiation concernant le partage de l'eau.

Élucider la question de la propriété de l'eau

Le débat tourne principalement autour du statut de l'eau : « ressource exploitable » pour certains et « bien commun de la nation » pour d'autres. Ce sont les différences de visions de monde et de systèmes de valeurs qui sont mis en lumière à travers cette utilisation partagée de l'eau.

Pour réussir à apaiser ces débats et créer une vision commune sur le partage de cette ressource, nous pensons qu'il serait opportun de décloisonner les champs d'intervention. Une stratégie de complémentarité entre prérogatives et compétences de chacun nous paraît indispensable à la co-construction d'une culture innovante pour faire évoluer les pratiques pour le partage de l'Eau.

Rassembler autour de l'Eau pour le développement économique du territoire

Dans leurs « Analyses des pistes d'action et des stratégies », les lycéens et leurs encadrants ont pointé la piste du développement d'un tourisme, d'un écotourisme plus homogène dans la Haute-Vallée de l'Aude. Cet axe de développement, transversal, nous semble très pertinent dans l'objectif de dynamisation du territoire.

La Haute-Vallée de l'Aude dispose d'un évident potentiel touristique. C'est un territoire à la biodiversité riche et rare, et observable via des approches variées et ludiques (par exemple lors d'activités de rafting). Il dispose de sites naturels remarquables (randonnées par exemple) et des points de pêche de qualité.

Pourtant, la HVA ne semble pas générer l'afflux touristique en cohérence ses atouts. Elle attire actuellement des naturalistes convaincus ou des touristes pêcheurs et cette fréquentation ne se fait que sur une période trop courte. Le territoire dispose d'une capacité d'hébergement qui n'est jamais exploitée à son maximum. Il faudrait donc augmenter la fréquentation touristique et en élargir la saisonnalité.

Pour ce faire, il semble judicieux de regrouper (peut-être pas sous une forme institutionnalisée) les professionnels du tourisme comme les guides, accompagnateurs, gîtes, agriculteurs-hébergeurs afin de développer et structurer leur offre ainsi qu'en améliorer la visibilité.

Toutefois, et notamment dans l'objectif du développement d'une offre écotouristique sur l'eau, cette augmentation de la fréquentation touristique ne se fera que s'il y a une conciliation plus efficace entre les acteurs de l'Eau.

Conclusion

Pour conclure, cette thématique de l'eau, colonne vertébrale de la Haute Vallée de l'Aude, nous a permis de prendre conscience des enjeux majeurs du territoire. La gestion d'une ressource commune en raréfaction appelle vite à une nouvelle gouvernance de l'eau. La question de la propriété de l'eau se pose et surtout celle de la gestion d'un bien commun. Il pourrait être utile de s'appuyer sur travaux d'Elinor Oström sur la gestion des communs et leur gouvernance. Elle étudie une voie entre la privatisation d'une ressource et son étatisation complète : la propriété collective. Elle prône une forte implication des acteurs concernés pour gérer la ressource qui les fait vivre. Ainsi, on peut imaginer pour le territoire réussir à faire vivre une conscience collective de l'eau, et une forte implication citoyenne et multi partie-prenantes, par des projets tels que la Maison de l'Eau. Et gérer ainsi plus sereinement cette ressource.

La dimension transversale de cette gestion et la prise en compte des différents points de vue dans une perspective d'alignement des intérêts individuels, dans un cadre légal, nous paraît être la source de résolution des conflits.

Décloisonner les acteurs pour échanger sur les pratiques, cultures, visions, systèmes de valeurs pourrait permettre une vision renouvelée des enjeux et créer de manière innovante des pratiques adaptées en enjeux de ce siècle.

Synthèse groupe « Déchets et écoconstruction »

Les thématiques des déchets et de l'écoconstruction en Haute Vallée de l'Aude

Explication de notre thème

La question de la gestion des déchets et de l'écoconstruction sont intimement liées et nous allons, dans cette partie, tâcher de montrer pourquoi. Pour illustrer cette problématique, nous nous intéresserons au territoire de la Haute Vallée de l'Aude (HVA) – terrain d'étude de nos entretiens.

D'un côté, nous avons la problématique des déchets : englobant les aspects du tri, de la collecte, mais également de la réduction de la quantité de ces déchets qui seront finalement incinérés. De plus se pose la question de la réutilisation et du recyclage des rebuts de certaines filières, s'illustrant alors dans une économie organisée de manière circulaire.

De l'autre côté, nous avons la question de l'écoconstruction – une construction se voulant éthique et écologique, s'approvisionnant en matériaux locaux, potentiellement recyclés, et ne produisant que peu de déchets : *« Trois sacs poubelles et puis c'est tout »* pour la construction d'une maison (*cf.* fiche entretien de Madame et Monsieur De la Piquerie, en annexe p.81)

Cette thématique répond alors à l'idée selon laquelle les déchets des uns peuvent faire le bonheur des autres. Autrement dit, tout déchet peut être valorisé à condition que la filière adéquate existe pour en faire une nouvelle ressource.

Un territoire rural

Pour comprendre la portée de cette problématique, il est important de revenir sur notre terrain d'étude.

Le territoire de la HVA comprend la Communauté de communes (CC) du Limouxin et celle des Pyrénées Audoises, qui réunissent à elles deux près de 44 845 habitants. Limoux est la commune la plus peuplée avec 11 000 habitants ; a contrario, 90% des communes ont moins de 500 habitants. Sur les 142 communes de ce territoire, seulement 3 communes ont plus de 2 000 habitants, la densité moyenne étant de 25 habitants au km2.

État des lieux : le lien entre notre thème et le terrain d'étude

Nos entretiens se sont déroulés avec des acteurs s'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire et répondant aux valeurs du développement durable.

Que ce soit à travers les acteurs de l'éco construction ou du déchet sous toutes ses formes (du déchet revalorisable, à la gestion des déchets ménagers, aux rebuts des filières agricole et forestière), il nous a été fait part de plusieurs solutions déjà mises en place pour exploiter au mieux ces déchets afin qu'ils deviennent des ressources clés.

Tout d'abord, il y a les problématiques de transport qui sont un poids pour tous les acteurs de ce territoire rural. En effet, le transport des déchets verts, de chantiers et de l'industrie vers les déchèteries et centre de traitement de Carcassonne représente de lourdes charges (longues distances à parcourir, camions vides au retour, entretien des camions…). Le problème des distances est également perceptible à travers les activités de distribution de paniers de fruits et de légumes, activité portée par la coopérative « La Cavale » : sur ce territoire rural, les clients sont éloignés les uns des autres, rendant la distribution de ces paniers et la logistique associée trop coûteuses.

Cependant, ce territoire a su profiter de sa richesse et l'exploiter : que ce soit à travers le marc de raisin, déchet de l'agriculture pouvant être composté et servir de nouveaux intrants naturels dans l'agriculture. Une filière de distillerie existe alors pour faire des produits hautement valorisables à partir de ce marc. C'est le cas également de la paille – déchet de l'agriculture – servant de matériau isolant ou pour la construction des cloisons lors de l'éco construction, tout comme la ouate de cellulose et de bois.

Le bois majoritairement utilisé pour ces éco constructions dans la HVA est le pin Douglas, car il est planté localement. Toutefois, le bois des forêts présent en abondance sur le territoire peut être considéré à la fois comme une ressource et comme générateur de déchets. L'agroforesterie réalise des coupes dans les forêts et produit alors des déchets verts, lourds et non valorisables dans la filière du bois d'œuvre. L'industrie de découpe produit des pièces non commercialisables lorsque les troncs sont sciés. Mais ces rebuts peuvent trouver des débouchés dans la filière de bois de chauffage ou de la papeterie.

Ainsi, que ce soit à travers les valeurs véhiculées ou les matériaux utilisés, l'écoconstruction et la gestion des déchets répondent aux enjeux environnementaux d'une économie plus saine et respectueuse.

Les acteurs, leurs convictions et leur lien avec le PTCE 3.EVA

Les acteurs rencontrés

Nous avons rencontré divers acteurs des domaines du traitement des déchets et de l'éco construction afin d'approcher de façon globale ces deux thématiques sur la HVA.

Des coopératives d'écoconstruction, **Batiscop** et **Bois Terre Paille** (b-t-p), créées en 2010 sous forme de SCOP :

- Batiscop, à Campagne sur Aude, réalise des charpentes et des couvertures, des maisons en ossature bois et des hangars agricoles. Batiscop propose également des travaux d'isolation, de rénovation de maison ainsi que des réalisations en intérieur comme des poses de cloisons, de parquet et d'escalier.
- B-t-p, à Pieusse, réalise des constructions neuves avec ossature en bois et des rénovations thermiques. BTP propose également d'accompagner les autoconstructeurs dans leur projet.

Un centre de formation, **Batipole**, à Saint Martin de Villeréglan : cette association de 1989 propose des formations qualifiantes et diplômantes en écoconstruction, logistique, conduite d'engins et secteur tertiaire.

Des habitants, **Monsieur et Madame De La Piquerie**, qui ont fait construire une maison bioclimatique à Quirbajou en 2012. Cette réalisation s'est inscrite dans un projet de très longue date.

L'animateur de la Charte forestière de HVA, **Alexandre Laizé**, de la Communauté de Communes des Pyrénées Audoises. Sa mission est d'accompagner les acteurs de la filière forêt-bois dans leurs actions.

Le Directeur des services techniques de la Communauté de Communes du Limouxin, **Jean-Luc Valmigère** : la CC gère les déchets de 30 000 habitants sur une superficie importante avec une faible densité de population.

Une ressourcerie, **Le Parchemin**, à Limoux. Cet Atelier et Chantier d'Insertion salarie 46 personnes en insertion, sur des activités de collecte, valorisation et mise en vente d'objets ; la collecte d'encombrants pour le compte de Communautés de Communes ; l'entretien d'espaces verts.

Une Société Coopérative Agricole, **La Cavale**, à Limoux. La coopérative se divise en cinq branches d'activités différentes et complémentaires, à savoir la distillerie, l'approvisionnement, la collecte de céréales, la vente (via les magasins franchisés Gamm Vert) et l'huile d'olive.

Une SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) s'inscrivant dans l'économie circulaire autour de matières organiques et porteur d'un PTCE depuis 2016, **Organic'Vallée**, animée par Anne Victor. Cette structure créée en 2015 à Bélesta-en-Laurageais, près de Toulouse, accueille des agroactivités sur un terrain de 55 hectares selon les principes de l'économie circulaire et sur le mode coopératif. Un des fondements repose sur la valorisation des déchets organiques via le compostage et utilisés en ressource par les acteurs locaux. Une unité de méthanisation a vu le jour en 2016 et permet la production d'énergie.

Leurs convictions

Les acteurs rencontrés ont tous témoigné de convictions écologiques se traduisant de diverses façons. Les acteurs de b-t-p et Batiscop se sont naturellement orientés dans leur parcours vers l'écoconstruction et ces valeurs se retrouvent encore dans le choix et l'origine locale des matériaux : du bois Douglas et de la terre ; de la paille, déchet de l'agriculture et de la ouate de cellulose, matière recyclée, toutes deux destinées à l'isolation.

B-t-p met en avant l'impact de cette chaine de production locale sur l'économie et l'emploi du territoire, ainsi que l'impact sur la santé des habitants et sur l'environnement de ce choix de construction.

Batiscop évoque que l'écoconstruction, c'est la promotion du « local, de matériaux sains et nobles, et une mise en œuvre. Il faut que ce soit une construction sensée. »

Batipole a démarré la formation à l'écoconstruction en 2006, animé par une conviction écologique forte de la Directrice et M. Eberhard aujourd'hui chez BTP et avec l'appui de la Responsable Professionnelle de la région. Cette conviction demeure. L'un des formateurs nous a par ailleurs confié que c'est cette valeur qui l'a éloigné de la construction traditionnelle et amené vers Batipole. Du côté des élèves, on retrouve également ces valeurs.

Avec leur maison écoconstruite, **les habitants** rencontrés souhaitaient faire fonctionner une maison sans adjonctions techniques, en profitant des éléments naturels, notamment du soleil. Et la construction de la maison n'a quasiment produit aucun déchet, qui selon eux « est une construction propre ».

Alexandre Laizé a pris à chœur l'accompagnement des personnes qui travaillent avec le bois des forêts de la HVA. Il cherche à favoriser les interactions pour valoriser au mieux les ressources naturelles sur le territoire. Ce qui l'anime, c'est la richesse et la biodiversité exceptionnelle des forêts, qui font de la HVA et de la Montagne Noire les poumons de l'Aude et de l'ensemble du Languedoc-Roussillon.

Jean Luc Valmigère a la conviction que tous les efforts mis en œuvre pour permettre de développer l'économie locale et de créer de l'emploi sont louables, et avec l'approbation des élus, soutient le PTCE dans cette optique. Avec son travail, Jean Luc Valmigère a trouvé un moyen de défendre ses convictions écologiques. Sous le prisme de la maîtrise des coûts, il peut actionner des leviers puissants pour être entendu et faire avancer les choses. Sur la question des déchets, il affirme que les pratiques sont en perpétuelles mutations, pense que des solutions techniques apparaissent tous les jours et que de nouvelles filières doivent naître pour répondre aux problématiques environnementales.

La Cavale, convaincue que les déchets viticoles peuvent être valorisés, a ainsi développé de nouvelles activités telles que la distillerie du marc, la fabrication de colorants et d'huile de pépins de raisins et le compostage. L'autre ambition est la valorisation énergétique de ces déchets par méthanisation, gazéification ou combustion.

Quant au **Parchemin**, l'insertion et la protection de l'environnement animent la structure depuis l'origine.

Pour M. Becker, les activités supports de revalorisation des matériaux et déchets doivent être menées avec beaucoup d'exigence et de professionnalisme.

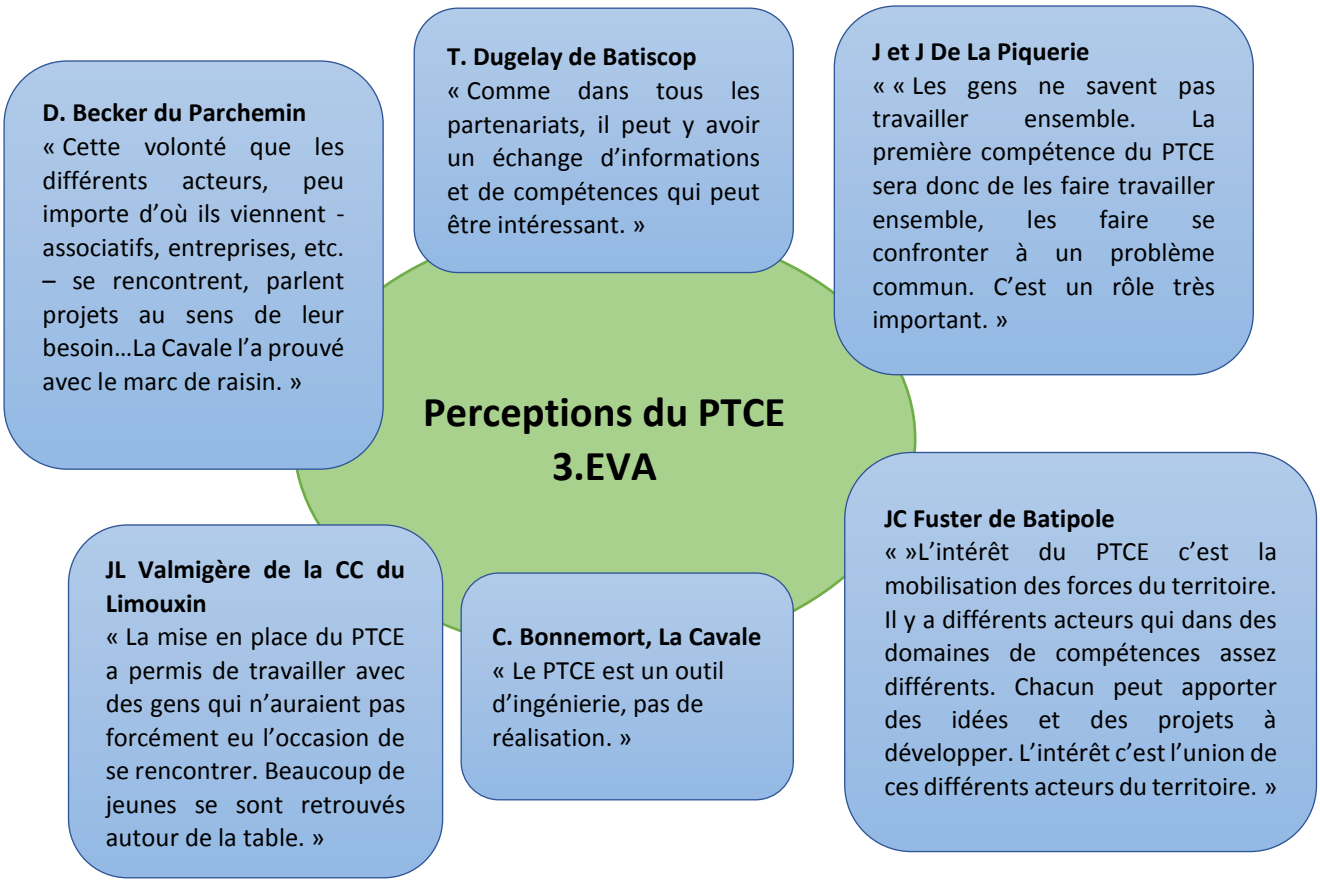
Anne Victor est passionnée par les processus de production d'énergie dans l'agriculture avec la méthanisation des biodéchets. Avec Organic'Vallée, elle cherche à rendre viable un modèle vertueux et circulaire autour de la matière organique. Elle croit en la synergie entre les activités agricoles de la SCIC.

Les acteurs et le PTCE

Les acteurs rencontrés ont majoritairement connaissance du PTCE 3.EVA sur la HVA. Le lien entretenu avec le PTCE 3.EVA et leur implication dans le dispositif reste variable :

- Un intérêt à découvrir le fonctionnement et les projets : Batiscope
- Un intérêt à s'impliquer dans le PTCE : Le Parchemin, à l'issue de leur déménagement, fin 2018

- Une implication au travers de projets : Mme et M. De La Piquerie au travers de Projet Alimentaire Territorial porté par le PTCE et Nature et Progrès ; Anne Victor et Alexandre Laizé intervenus dans le cadre du projet de plateforme multidéchets ainsi que JL Valmigère actif sur ce projet et impliqué depuis le début du PTCE ; Batipole et la problématique de mobilité en HVA
- Administration du PTCE : J. Ellerwald, également dans deux commissions déchets et numérique ;
- C. Bonnemort, animateur de deux commissions déchets et circuits courts.



Les initiatives des acteurs rencontrés et les opportunités avec le PTCE

L'écoconstruction

À la croisée des chemins, de l'écoconstruction et de la réduction des déchets, les habitants portent les germes d'une mutation des pratiques dans le domaine public. Des habitants de Quirbajou ont la volonté d'étendre au domaine public les valeurs attachées à l'écoconstruction. Ils se sont réunis en groupe de travail pour porter le projet de salle des associations. Ils ont alors travaillé ensemble afin de rédiger le cahier des charges et de le déposer à la municipalité ; qui l'a accepté.

Le PTCE porte un projet de pôle de l'écoconstruction. L'ambition de ce cluster ou pôle de compétences est de réunir des acteurs du terrain, des acteurs de la recherche et des acteurs de la formation pour faire émerger de nouvelles méthodes et pouvoir les mettre en pratiques directement sur le territoire. Il s'appuie sur le fort potentiel du PTCE pour créer des interactions et rechercher des financements. Une association des acteurs de l'écoconstruction a émergé et apporte un cadre à ce futur pôle.

La coopérative **Batiscop,** favorable au PTCE coopère avec les autres acteurs de l'écoconstruction et trouvera facilement sa place dans le cluster qui est en train d'émerger avec le PTCE 3.EVA.

La formation à l'écoconstruction

Le centre de formation Batipole s'intéresse à la question de la mobilité de ses étudiants. Une coopération avec le Parchemin et sa plateforme Limoov pourra alors être envisagée. Le développement d'une plateforme de formation à distance (pour les aspects théoriques) doit favoriser l'accessibilité des cours.

Les déchets, de nouvelles ressources

La Cavale est porteuse d'un important potentiel en termes d'économie circulaire avec sa distillerie qui permet de valoriser le marc de raisin, rebuts de la viticulture. La coopérative cherche à développer et à rendre viable sa plateforme de compostage grâce à la mutualisation avec d'autres viticulteurs de la région. Le changement d'échelle rendu possible grâce au PTCE doit permettre de développer une plateforme multidéchets : captation des déchets verts et bois du territoire pour faire fonctionner une unité de méthanisation apte à alimenter en énergie la distillerie. Cela va permettre de réunir les acteurs impliqués dans la gestion des déchets sur l'ensemble du territoire (gravats, biodéchets, déchets verts, bois, marc). Une problématique rencontrée est le dimensionnement des installations qui dépend du nombre d'acteurs impliqués et par conséquent de la quantité de matière à traiter.

Développement de l'activité avec le PTCE :

- Un Groupement d'Intérêts Économique et Environnemental (GIEE) réunit actuellement 36 agriculteurs et un apiculteur, autour de trois axes : la nutrition et l'enrichissement des sols, la réduction des intrants et la préservation de la biodiversité
- Le PTCE appuie les agriculteurs dans la conversion des cultures en bio
- Le développement d'une marque de terroir distribuée dans la grande distribution (Gamm Vert)
- La coopération avec l'école d'informatique 33 à Paris a permis d'organiser un hackaton pour répondre à la problématique du coûteux dernier kilomètre de transport (avec l'application « je livre mon voisin »).
- Une filière viande, pour raccourcir la distance entre l'éleveur et le boucher est rendu possible grâce aux financements du PTCE : « La filière viande était un projet en gestation au sein de la CAVALE, mais que la coopérative ne pouvait pas mettre en place seule : c'est le PTCE qui l'a rendu possible. » C. Bonnemort

La problématique principale rencontrée par **le service de gestion des déchets de la CC du Limouxin** est le coût du transport. Une problématique qu'on retrouve chez les acteurs des filières forêt-bois et à laquelle le PTCE et la Cavale apporter une réponse possible avec la plateforme multidéchets. La volonté des services techniques est actuellement de trouver des débouchés pour les déchets des filières professionnelles, afin de ne plus devoir gérer ces flux. Réduire au maximum la circulation des véhicules et le transport de déchets permet de considérablement réduire le coût des collectes. La CC souhaite mettre en œuvre un maximum de solutions techniques pour permettre la valorisation de tous les déchets sur place (en particulier déchets verts et des BTP).

Ayant pour prérogative le développement économique et la création d'emplois sur le territoire, la CC a réalisé un parc régional d'activités économiques (PRAE). Le parc Charles Cros à Limoux. « Un parc multisites avec une vocation sur l'écoconstruction et les énergies renouvelables, portée par une pépinière d'entreprises spécifique à ces domaines d'activités. ». L'attente quant au PTCE est d'accélérer le développement d'une économie locale génératrice d'emplois.

Le bois énergie

La charte forestière des Pyrénées Audoises et du Limouxin dont le cœur d'activité est l'animation de tous les acteurs de la filière forêt-bois. La coopération entre les acteurs du bois et le PTCE a donné lieu à une étude bois-énergie sur l'ensemble de la Haute Vallée de l'Aude et un programme d'actions pour mettre en œuvre tout le plan d'approvisionnement. Certains professionnels de la filière bois ont également été invités aux réunions de préparation de la plateforme multidéchets.

Problématiques identifiées dans le domaine du bois :

- Dans le projet de chauffage collectif bois sur Limoux. Il y a une concurrence entre le bois de chauffe déchet des exploitations forestières et celui des déchets issus de l'industrie du bois. La Covaldem cherche à valoriser son bois broyé issu des filières de l'industrie. Et la filière forêts va faire en sorte que soit utilisé au maximum du bois résultant des coupes. Sur de grosses chaudières on peut faire du mixte. C'est aux élus de décider que privilégier, bois de forêt ou bois de déchets.
- Trois scieries sont encore en fonctionnement sur le territoire de la charte forestière, alors qu'il n'y en a plus aucune dans les Pyrénées-Orientales. Elles ne parviennent pas à valoriser leurs chutes des sillages, car celles-ci sont trop loin des industries papetières, mais elles parviendront peut-être à les valoriser si de plus en plus de chaufferies apparaissent.
- Pour les acteurs de la filière bois, c'est seulement après avoir épuisé toutes ces ressources qu'on pense à solliciter le PTCE. C'est le cas pour l'animateur de la charte forestière, mais c'est probablement aussi le cas pour de nombreux autres acteurs. Il faudrait permettre la rencontrer entre animateurs pour pouvoir exposer ce qu'on fait.

Les Ressourceries pour des emplois locaux

Le Parchemin est un chantier d'insertion et voit en la plateforme multidéchets une opportunité pour développer de nouveaux postes en insertion, elle étudie également la possibilité de développer une activité de collecte d'huiles usagées auprès des entreprises. L'entreprise d'insertion pourrait alors devenir un ambassadeur de la plateforme multidéchets vers les entreprises en dehors du PTCE.

Le Parchemin souhaite répondre à une problématique d'espace, l'association prévoit de déménager dans de nouveaux locaux pour améliorer les conditions de travail de ses salariés et pour offrir un lieu lui permettant de développer son offre de mise à disposition d'espace aménagé pour les autres acteurs du territoire, et ce par la mise à disposition d'une salle de réunion, d'une surface de vente pour les créateurs limouxins et d'un atelier solidaire ou participatif à venir. Une mutualisation avec la Répartie est souhaitée, mais dépendra de plusieurs facteurs.

Le Parchemin travaille actuellement au développement de la plateforme de mobilité appelée Limoov pour la remise en état de vélos leur location à des prix solidaires. Dans le cadre du PTCE cette plateforme pourrait permettre le développement d'une offre d'autopartage à plus grande échelle répondant aux questions de transport et d'accès également posées par Batipole.

Enfin, le PTCE pourra organiser l'accession à de nouveaux locaux comme les anciens bureaux de Poste pouvant être convertis en maisons multiservices de territoire.

L'écosystème Déchets et Ecoconstruction en HVA

Au cours de notre semaine dans la HVA nous avons découvert un territoire, et nous avons eu la chance de rencontrer neuf personnes qui croient en ce territoire, en ses potentialités et en ses ressources. Les différents entretiens que nous avons effectués autour de nos deux thématiques, les déchets et l'écoconstruction, nous ont donné à voir un réseau de liens étroitement imbriqués entre des personnes, entre leurs structures et, surtout, entre leurs projets : chacun des acteurs est investi dans des projets divers, qui s'entrecroisent et se nourrissent mutuellement. Pour chacune des thématiques, un projet central apparait : la plateforme multidéchets et le cluster de l'écoconstruction. C'est autour de ces deux projets pivots que se dessinent les interconnexions entre les acteurs que nous avons rencontrés, et bien d'autres.

Plateforme multidéchets

Il s'agit d'un projet territorial avec pour objectif la valorisation locale d'un maximum de déchets du territoire, mettant en jeu de nombreux acteurs : la CAVALE, les services techniques de la Communauté de Communes du Limouxin, les entreprises Maury et Suez, le potentiel repreneur de la carrière de Salvezines, le responsable charte forestière Alexandre Laizé, la Covaldem, et le PTCE des Pyrénées Audoises.

La CAVALE est la porteuse de ce projet, au départ elle cherchait à rendre rentable une plateforme de compostage et de méthanisation, et a eu besoin de récupérer pour cela d'autres ressources que celles issues de ses propres activités. À l'aide du PTCE c'est elle qui a mis en réseau tous les acteurs concernés. La SCIC Organic'Vallée a quant à elle été impliquée par la personne d'Anne Victor, qui a effectué une expertise pour le dimensionnement de l'unité de méthanisation. Le service technique de la Communauté de Communes du Limouxin a pour sa part été au cœur des négociations avec Maury, l'entrepreneur qui va gérer la déchèterie professionnelle prévue pour accueillir les déchets verts, les biodéchets et les gravats des professionnels afin d'éviter leur transport vers la plateforme de traitement de Carcassonne, gérée par Suez. Pour ce qui est de la charte forestière, elle s'intéresse de près à ce projet puisque l'exploitation des forêts pour le bois d'œuvre produit elle aussi des déchets bois. Enfin, en dehors de ce projet de plateforme multidéchets, le Parchemin œuvre pour la réduction des déchets en récupérant et revalorisant des appareils, objets et matériaux dans les déchèteries et par des dons de particuliers et entreprises.

Cluster écoconstruction

Ce projet est encore en construction, mais l'idée est de rassembler un pôle de compétences, d'excellence, de savoir-faire, mais aussi d'envies et d'expertises. Il prévoit la mise en réseau de laboratoires de recherche, d'entreprises de l'économie traditionnelle et de l'ESS (dont BTP et Batiscop), de centres de formations (dont Batipole), de scieries (Maugard et Inard), d'agriculteurs qui produisent la paille, etc.

C'est l'un des cogérants de la SCOP BTP qui est à l'origine de ce projet de cluster. Cette société, tout comme la coopérative Batiscop qui propose les mêmes services, favorise au maximum un approvisionnement local en matériaux, notamment pour le bois et la paille, et favorise également les chantiers locaux. La charte forestière est impliquée de manière plus évidente dans l'écoconstruction, en raison du choix des entreprises locales de travailler avec les bois locaux. Les clients des entreprises d'écoconstruction et d'écorénovations jouent également un rôle important, car les maisons qu'ils habitent deviennent des vitrines de ce savoir-faire, et ils permettent ainsi le développement de ce mode de construction autour d'eux. Le centre de formation Batipole dispense une formation en écoconstruction et envoie chaque année des stagiaires dans les entreprises locales, et choisit ses intervenants sur le territoire. Il faut également noter que certains des apprenants restent après la formation dans la HVA pour y intégrer une entreprise existante ou pour en créer une nouvelle. Enfin, le cluster pose également la question de l'utilisation des déchets bois dans l'écoconstruction, et il s'agirait là d'un débouché très intéressant pour la plateforme multidéchets.

Synthèse groupe « Patrimoine »

Introduction

Si la culture n'est pas un axe spécifique du projet, cette dernière a été identifiée comme un élément transversal aux différentes actions menées par le PTCE au même titre que le développement numérique.

Poser la question de la culture, c'est interroger des éléments constitutifs de l'identité des habitants : les traditions, le savoir-faire et le lieu de vie. Au travers des entretiens et des rencontres, nous avons opté pour une approche qualitative qui ne saurait être exhaustive. Nous avons ainsi souhaité interroger les patrimoines de la Haute-Vallée de l'Aude et identifier des leviers d'actions complémentaires à ce qui est déjà entrepris sur le territoire. Nous avons pour cela rencontré neuf acteurs du territoire, représentant neuf structures différentes :

Sylvie Siffermann Sous-préfète de la Haute Vallée de l'Aude. Arrivée sur le territoire en 2014, elle a impulsé la dynamique de concertations et de rencontre des acteurs ayant conduit à la création du PTCE 3.EVA dont la mission première, selon elle, consiste à faire émerger un écosystème d'acteurs favorables à la prise d'initiative sur le territoire. Elle présente le PTCE comme le fer de lance d'une ESS qui assume pleinement sa dimension économique.

Sarah Sommer Graphiste et créatrice de site web, travaille comme entrepreneur et salariée à la SCIC SAPIE, habite à Quillan et vit à la Haute Vallée de l'Aude depuis janvier 2013.

Christine Barrely Attachée parlementaire ; arrivée il y a une quinzaine d'années à la HVA. Elle connaît bien la région et a rédigé un guide touristique dénommé « guide bleu » dans l'édition guide culturel et voyage.

Ève Gracia Ancienne professeure de lettre et archiviste à la Mairie de Castelreng ; originaire de Limoux, mais née à Loupia, un village à côté de Limoux. Elle a travaillé pendant 17 ans au lycée de Limoux, elle préside actuellement l'association « lecture et culture patrimoine » et s'occupe de la bibliothèque et de tout ce qui est patrimoine historique de la mairie.

Carole Labedan Thérapeute transgénérationnelle : native de Quillan, elle a vécu de nombreuses années hors du territoire avant de revenir s'installer à Quillan où elle habite l'ancienne maison de sa grand-mère. Elle porte actuellement un ambitieux projet autour de l'évolution du travail : la METECQ.

Guillaume Lagnel Directeur artistique de l'Institut des Arts du Masque à Limoux

Juliette Theveniaut Accompagnatrice de projets citoyens : native du territoire, elle a réalisé ses études à Montpellier avant de revenir s'installer en Haute Vallée de l'Aude. Elle croit au potentiel de son territoire et partage les problématiques des jeunes actifs.

Raphaël Soulier Charpentier, associé chez SCOP APEX Artisans du Patrimoine en Écoconstruction

Mathieu Bastien Salarié membre de l'équipe adolescents de Quillan de la Maison des Enfants à Caractère Social Ange Gardien de Quillan et Limoux (Apprentis d'Auteuil)

Les éléments constitutifs du patrimoine dans la Haute Vallée de l'Aude

Dès notre arrivée, nous avons pu constater que le territoire est assez enclavé et qu'il a su garder une authenticité attirant beaucoup de personnes différentes (il a été décrit en entretien comme Californie de la France). Dans tous les récits et les rencontres, nous avons pu constater un attachement très clair pour le territoire. Cependant, les personnes interrogées estiment qu'il y aurait un manque de conscience d'une partie des natifs de leurs trésors : un art de vivre festif, tourné autour du travail et une tradition d'entraide. Les notions de commun divisent, et certaines visions ne sont pas encore partagées. La Haute Vallée de l'Aude possède des patrimoines, tangibles ou intangibles, qui méritent d'être exploités à des fins économiques ou sociales. En effet, l'histoire de certains patrimoines comme le carnaval de Limoux, les citadelles cathares, l'art ainsi que l'histoire industrielle de la vallée en font un territoire singulier.

Patrimoine naturel

Le patrimoine naturel de la Haute Vallée de l'Aude propose un cadre de vie remarquable. La rivière de l'Aude est un bien commun partagé par de multiples acteurs. Les conditions géographiques dans la Haute Vallée de l'Aude y ont empêché la construction de grosses infrastructures, ce qui a évité l'arrivée de la monoculture et a beaucoup limité la pollution. Cela a permis aussi de conserver une grande vitalité et générosité du territoire qui n'a pas souffert d'un excès d'interactions. C'est un endroit qui bénéficie de beaucoup de ressources énergétiques et d'une terre saine. Ce cadre naturel est déjà largement mis en valeur par une offre de randonnées et d'activités de pleine nature assez variée, relayée par les Offices de Tourisme.

Patrimoine culturel

Une population, plusieurs groupes d'habitants

La vallée est une terre de cohabitation entre différentes populations issues de vagues migratoires périodiques. Les « natifs », habitants historiques de la région, sont imprégnés d'une tradition agricole et ouvrière dont le labeur est une valeur fondamentale. Selon plusieurs interlocuteurs, les natifs vivraient avec une impression de perte liée à la désindustrialisation de la vallée. La population ouvrière, particulièrement à Quillan, n'aurait pas encore surmonté ce traumatisme et vivrait toujours dans une forme de déni et de repli sur soi. Ce repli sur soi serait aussi lié à un rejet de l'étranger, si l'on se base sur les expériences négatives d'une partie de notre groupe d'étudiants, d'autant plus déstabilisantes que nous avons par ailleurs reçu un accueil particulièrement chaleureux et bienveillant.

Ces « natifs » se définissent en opposition par rapport aux « néos », venus s'installer depuis les années 70 en quête de modes de vie alternatifs. Ils seraient dans une logique de reconquête d'un certain art de vivre en lien avec la nature. Les entretiens font ressortir l'existence de projets émergents alternatifs qui ont besoin d'être reliés entre eux, mais la question de leur valeur ajoutée pour le territoire se pose. L'esprit coopératif et alternatif des néoruraux, fait d'entraide, est mis en évidence. Pour autant, il est fait état d'une autre forme de repli sur soi, de culture d'entre-soi entre « alternatifs », dont il faudrait également tenir compte. La Haute Vallée de l'Aude n'échappe par ailleurs pas au contexte géopolitique actuel et accueille une nouvelle vague migratoire constituée de réfugiés. La question de l'intégration de ces « migrants » se pose, cela interroge aussi les modes d'habiter. Une communauté anglo-saxonne au fort pouvoir d'achat complète ce paysage. Le territoire est pour cette communauté un lieu de villégiature et il n'y a que peu d'interactions avec les autres habitants. Le territoire serait donc habité par une mosaïque de groupes n'ayant que peu d'interactions entre eux.

Un certain art de vivre

À Limoux, il y a une forte tradition autour du carnaval qui est présenté comme étant celui le plus long du monde. Ce carnaval qui anime le centre-ville chaque weekend représente une réelle incarnation festive et active, avec ses codes, ses règles internes, ses secrets transmis de génération en génération - autour du costume, de la danse, du masque, d'une indispensable convivialité, d'un vivre ensemble.

Plusieurs manifestations culturelles d'envergure animent le territoire et participent d'une identité culturelle très forte avec un théâtre dans les vignes à Couiza, des expositions d'artistes internationaux dans des lieux emblématiques du territoire, la musique avec le Limoux Brass Festival depuis dix ans qui se déroule sur 5 jours au printemps avec la venue de musiciens d'envergure internationale et qui attire plus de 20 000 spectateurs.

Il existe par ailleurs un savoir-faire issu d'un maillage assez dense de petits créateurs et d'artisanat local.

Dans la HVA, le rugby constitue aussi un fort élément patrimonial. Il se joue à 13 à Limoux et à 15 à Quillan. Le club de Quillan a été dans le Top 14 lors des beaux jours de Formica. Il a même été champion de France à plusieurs reprises.

État du patrimoine bâti

Après une longue période de développement économique, le territoire s'est petit à petit désindustrialisé au cours de la période allant de 1980 à 2000 (Formica avec 1000 travailleurs locaux, Myris, la Chapellerie de Couiza, draps, moulins, il reste une forte tradition viticole). Les stigmates de ce traumatisme sont encore perceptibles, particulièrement à Quillan. Le territoire compte encore de nombreuses friches qui font l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics (ancienne tuilerie de Limoux, friche Formica à Quillan et plusieurs projets sont actuellement à l'étude). L'usine a d'ailleurs été totalement rasée et il ne reste qu'un terrain vague. Nous avons pu partager ce constat lors de nos déplacements dans Quillan. Ainsi, de nombreux bâtiments semblent être délaissés et délabrés. La municipalité a entrepris à ce sujet un ambitieux travail de rénovation des façades.

Limoux semble bénéficier d'une autre dynamique avec un centre-ville qui bénéficie d'une certaine harmonie architecturale. Parmi d'autres bâtiments qui font appel à l'histoire de la Vallée, notons l'Institut du Masque qui se situe à Limoux dans un ancien palais de justice. C'est le seul Institut du Masque qui existe en France. L'institut vient ainsi contribuer à faire vivre et évoquer l'histoire du masque et réalise un travail de collecte de témoignages de familles carnavalières.

Un projet particulièrement ambitieux de pôle culturel en lieu et place de la friche industrielle de l'ancienne tuilerie de Limoux pour 2020 devrait permettre des mises en synergie sur le territoire (dont les plans ont été confiés à Jacques Ferrier, architecte de renom et enfant du pays, en charge de la construction du pavillon français lors de l'exposition universelle de Shanghaï).

Projet culturel à Quillan : La METECQ ou penser l'évolution du travail.

La Maison de l'Évolution du Travail et de la Création, premier tiers-lieu à Quillan pourrait bien devenir un projet fédérateur pour le territoire. Cet espace sera à la fois dédié à la mémoire de l'industrie notamment liée à l'histoire de FORMICA. Ce projet doit permettre à la population native de surmonter le traumatisme et de le sublimer. C'est une passerelle entre ce passé traumatique lié à l'évolution du travail et les nouvelles formes de travail qui est proposé en étant à la fois le passé par un espace de transmission de la mémoire vivante du territoire, le présent grâce à un espace de coworking et un bar à jus, et l'avenir. Ce sera un espace d'exposition et de transmission, mais aussi de rencontre et de création de lien social, puis aussi un lieu où peut naître l'innovation.

Les Fontaines Sonores constituent une partie de ce projet, primée lors du Hackathon organisé par le PTCE. Il s'agit d'entretiens avec les habitants pour constituer une base de données qualitative directement consultable à la METECQ. Ce matériau brut servira à la création de parcours sonores thématiques à Quillan et aux alentours. Par le biais de capsules et d'une application smartphone, des informations audios, vidéos, textes et images seront accessibles, mettant en lumière ce qui entoure le promeneur et le passé dont le territoire est imprégné pour le lui rendre intelligible. Il s'agit ici d'une sorte d'acupuncture urbaine, une tentative d'accompagner le territoire en intervenant sur des points sensibles dans une ville qui « n'en finit pas de mourir » après la fin des beaux jours de FORMICA.

Dans la discussion sur l'endroit possible de l'accueil du projet Metecq, se trouve également la maison EPI, située à proximité du pont Suzanne, qui menait autrefois à l'usine FORMICA. Léguée par un ancien instituteur de la ville, c'est une très belle bâtisse qui accueille aujourd'hui les services sociaux municipaux. Elle est idéalement située face à la friche.

Enjeux et dynamiques à renforcer autour du patrimoine

L'histoire industrielle de la vallée de l'Aude nous semble intéressante à prendre en compte dans la redynamisation économique pour plusieurs raisons. La plus essentielle vient du fait qu'une partie des habitants doit encore digérer le traumatisme lié à la désindustrialisation. Nous pouvons parler d'une nécessaire résilience sociale qui pourrait faire l'objet d'un travail sociologique.

Il est dans ce cadre intéressant de rappeler ce que nous avons pu apprendre en entretien : les personnes venues s'installer en Haute Vallée de l'Aude depuis l'extérieur l'ont fait "parce qu'il y avait du travail" - ce même travail auquel la population locale n'a pas accès. Au-delà de l'éternelle querelle entre "natifs" et "néos", il y a peut-être un rapport de complémentarité à trouver sur le marché du travail local, en créant également des postes qui soient adaptés pour la population installée de longue date, laissée sur le carreau après la désindustrialisation de la vallée.

À ce jour, différents acteurs qui seraient à même de coconstruire une stratégie globale de valorisation du patrimoine ne sont pas forcément mis en lien, ainsi des évènements qui pourraient rassembler ne sont pas communiqués au-delà de l'échelle d'un village. Une solution pourrait venir de la constitution d'un collectif "Porteurs de mémoire", groupe-projet dont l'objet serait de mettre en lumière "les mémoires" du territoire. Il s'agirait d'une plateforme multiacteurs où seraient présents à la fois des porteurs de projet (METECQ, Institut du masque, Fontaines Sonores, Maison de l'eau, des acteurs du tourisme (Offices du tourisme, Musée de la Chapellerie, des hôteliers, des élus), des intervenants sociaux (Acti-city, Maison du Cœur de ville de Limoux), du numérique (pour les aspects techniques et de l'éducation nationale (référent histoire) et des habitants.

Dans un contexte de nouvelle vague migratoire, la question du bien vivre-ensemble et de l'ouverture du territoire sont des questions cruciales qui dépendent fortement des opportunités de rencontres et de faire ensemble. Il y a aussi un enjeu fort pour le territoire autour de la mutation de la ville de Quillan, station verte, qui peut, au travers d'une attractivité renouvelée, devenir une porte d'entrée attrayante vers le sud du territoire au-delà de la période estivale.

Synthèse globale

Après avoir reprécisé le contexte de l'exercice qui nous était donné, nous donnons ici les conclusions que nous tirons tant de la riche semaine passée en Haute-Vallée de l'Aude que de la phase de remise en contexte après.

Le voyage apprenant et la commande

Le voyage apprenant (VA) est une expérimentation pédagogique réunissant plusieurs partenaires :

- La commanditaire du VA, Josiane Stoessel, directrice du Master 2 d'Ingénierie de Projets en Économie Sociale et solidaire (M2 IPESS).
- L'accueillant, le Conseil d'Administration du PTCE 3.EVA.
- L'organisatrice du VA, Martine Theveniaut
- Un groupe d'étudiants, le parcours Développement Durable du M2 IPESS

Nous étions chargés de répondre à la commande du PTCE, à savoir :

« Comment renforcer la dynamique d'évolution existante dans la Haute Vallée de l'Aude ? »

C'est donc répartis en trois groupes autour des thématiques de l'eau, du patrimoine e de la gestion des déchets et l'éco-construction que nous avons mené des entretiens afin de recueillir la parole des acteurs du territoire et d'analyser leur niveau de connaissance du PTCE. Nous avons ainsi pu observer les actions en cours, et entrevoir des liens possibles avec le 3.EVA.

Les trois groupes étaient constitués de la manière suivante :

- **Eau** : Laila EL GAZOUI, Camille HENRION, Vanessa MOUANGA, Marie MORVAN
- **Patrimoine** : Franck ARGAST, Vernando CODIO, Claire NOYER, Panagiuta PIPERI, Sara RAISS, secondés par Arthur VERAMESSE (stagiaire au sein de l'association 3.EVA)
- **Gestion des déchets et écoconstruction** : Ioan BENGEL, Frédérique REISS-CAILLAUT, Ann-lise ROSIO, Céline VESIN

À notre arrivée, les trois structures phares du PTCE 3.EVA nous ont été présentées : La CAVALE, la SCIC SAPIE et le lycée Jacques Ruffié. En parallèle, durant les deux premiers jours nous avons effectué des entretiens semi-directifs en binômes. Nous avons passé la deuxième partie de la semaine à analyser collectivement le matériau ainsi récupéré. Cette phase de travail nous a amenés à mettre en place des outils d'intelligence collective pour être à même de présenter une synthèse devant certains des acteurs du territoire et du PTCE lors d'une soirée organisée par 3.EVA.

Les pages qui suivent constituent une version écrite remaniée de cette synthèse, et restituent nos conclusions tant par rapport au territoire de la Haute Vallée de l'Aude qu'au PTCE 3.EVA. Nous avons choisi de structurer chaque partie en trois axes : les forces, les points de vigilance et nos préconisations au bout d'une semaine d'immersion et un mois de réappropriation.

Analyse du territoire de la Haute Vallée de l'Aude

Des potentialités importantes, une mise en valeur déjà en cours

Le fonctionnement économique

Parmi les points de forces de la Haute Vallée de l'Aude, on peut citer l'existence d'un écosystème d'acteurs favorables aux projets innovants et qui travaillent déjà dans une logique de coopération, de collaboration et d'échange avec des projets transversaux et complémentaires. Il y a une présence de compétences complémentaires chez les différents acteurs locaux, susceptibles de renforcer les liens entre eux si ces compétences sont échangées et mises au service mutuel.

L'eau et les autres ressources naturelles

La Haute Vallée de l'Aude bénéficie d'un cadre remarquablement préservé avec une présence importante des éléments naturels à travers l'eau et les forêts. Les ressources en eau plus particulièrement sont conséquentes et permettent une multiplicité d'usages. Un bon ensoleillement vient compléter la présence de gisements d'énergies renouvelables.

La richesse du patrimoine et l'attractivité touristique

La Haute Vallée de l'Aude bénéficie d'un cadre naturel propice au tourisme avec une proximité de destinations touristiques importantes (Carcassonne, Toulouse). Elle présente une richesse culturelle et patrimoniale, notamment aussi à travers des échanges avec l'Espagne. Celle-ci est d'ores et déjà mise en valeur par une marque de territoire forte, représentée notamment par le Carnaval et la blanquette. De nouvelles structures comme l'Institut du Masque œuvrent en faveur de la transmission de ces pratiques artisanales et culturelles riches.

Un important potentiel dans le domaine de l'écoconstruction

Il existe une dynamique économique autour de l'écoconstruction avec une grande richesse d'acteurs, déjà maillés sur le territoire. La création de plusieurs coopératives d'écoconstruction ces dernières années, l'intérêt suscité pour la formation ad hoc auprès de Batipole, ainsi que l'engouement croissant des particuliers, témoignent aujourd'hui d'un développement important de ce secteur d'activité en HVA.

Une population impliquée

On remarque un attachement et une fierté remarquable de la population vis-à-vis de son territoire, qui se montre aussi dans une forte sensibilité à l'environnement.

Des axes de développement pour le territoire

L'activité économique

On peut tenter de mettre en lien le taux de chômage élevé, la filière maraîchère locale à structurer et la perception défaitiste du territoire par les jeunes pour identifier des freins au développement de l'activité économique sur le territoire.

La mobilité

Si des dynamiques de coopération économiques sont présentes, elles sont ralenties par une problématique d'accessibilité du territoire, que ce soit par le fait de la suppression des transports en commun ou par le manque de couverture homogène du réseau.

La gestion du commun Eau

Bien qu'importante, la ressource se raréfie. Un travail de sensibilisation des habitants et des acteurs locaux en général, pourrait être envisagé sur la notion de partage et de culture du bien commun.

Les freins au développement touristique

Malgré un fort potentiel et la proximité d'importantes infrastructures de tourisme, un déficit de lisibilité et de structuration d'une offre touristique, dont la communication pourrait être internationalisée, nuit sans doute au développement touristique. Actuellement, les touristes-naturalistes convaincus sont les plus représentés, ils viennent pour la biodiversité et la pêche. Malgré la dimension internationale de la HVA, la saisonnalité n'est pas très étendue, il s'agit surtout d'une fréquentation estivale.

La valorisation inégale des patrimoines

Il nous semble que les patrimoines industriel et culturel pourraient être davantage valorisés pour certains points. Cette sous-valorisation peut être mise en lien avec la nécessaire prise de conscience autour de la richesse de la mémoire du territoire.

La Haute Vallée de l'Aude, et plus particulièrement la région de Quillan possède une histoire industrielle importante. On peut citer ainsi la tuilerie de Limoux, la chapellerie d'Espéraza et l'usine Formica à Quillan, qui ont longtemps fait la prospérité de la région et ont laissé derrière elles un sentiment de défaite et des sites en friche. Ce passé porte un véritable potentiel, un levier pour l'économie touristique locale.

L'état du patrimoine bâti et la vacance des logements

Il existe une faiblesse dans l'offre de logements, inadaptés à demande de locatif. Celui-ci a besoin d'une importante rénovation. 10% des logements sont vacants en HVA, dont un tiers en état médiocre à très médiocre et près des deux tiers construits avant 1915, tout comme les écoles, hôpitaux et autres bâtiments publics qui nécessitent des rénovations. Si ces besoins représentent un fort potentiel pour l'écoconstruction, il faut souligner le fait que les collectivités n'intègrent pas systématiquement la demande en écoconstruction dans les marchés publics.

L'implication des habitants

Le territoire regorge d'initiatives pourtant ses habitants n'en sont pas nécessairement au courant. On peut faire l'hypothèse d'un déficit de communication bien maillée, sur le territoire et au sujet de ces initiatives.

Le clivage des différents groupes

Il existe de nombreux groupes sociaux façonnés selon les différentes vagues migratoires sur le territoire. On peut identifier une typologie de ces personnes venues sur le territoire :

- Les personnes indigènes au territoire et à sa culture depuis plusieurs générations
- Les personnes nées ou socialisées sur le territoire, mais considérées comme « ne venant pas d'ici »
- Les personnes arrivées une fois adultes pour des raisons militantes (depuis la mouvance de mai 68)
- Les étrangers qui sont venus pour des raisons politiques ou économiques

La cohabitation de ces différents groupes n'est pas toujours aisée et certains entretiens ont fait état de clivages entre eux qui empêchent une coopération heureuse.

Préconisations

Faciliter la mobilité : l'Autopartage entre collectivités et habitants

Une initiative innovante portée par le Parchemin de Limoux, « Limoov », tente de pallier les difficultés de mobilité en proposant à la location des vélos recyclés et réparés, mais ne semble pas trouver son public. Compte tenu des distances importantes qui séparent les différents pôles d'activités, du relief et du niveau d'aménagement de voies cyclables, on peut faire l'hypothèse que le vélo ne soit pas le moyen de locomotion le plus adapté.

Une alternative est envisageable. Depuis avril 2017, le département de l'Orne partage ses véhicules de services avec ses administrés. Cet autopartage lui permet de diminuer le temps d'inutilisation des véhicules tout en offrant un service nouveau à la population. Les véhicules sont disponibles à la location lorsqu'ils ne sont pas utilisés par les agents et réservables, moyennant un prix modéré, via une plateforme internet.

Nous proposons que cette option soit réfléchie avec les collectivités du territoire disposant d'un parc de véhicules de service, les Communautés de Communes par exemple.

Initier la mise en place d'une « Maison de l'Eau »

L'eau est une ressource essentielle sur le territoire et sa raréfaction pose des problèmes à de nombreux acteurs, générant des tensions et freinant la réflexion collective autour de la gestion de cette ressource commune.

Le projet « Maison de l'Eau » permettrait de contribuer à la préservation de la ressource par l'éducation des populations et permettrait aussi de rassembler les acteurs de l'eau dans une dynamique collaborative, autour d'un projet n'impactant que positivement leurs secteurs d'activités. Ainsi, ils pourraient construire ensemble et tenter de dépasser des crispations existantes.

Mener une stratégie de structuration de la filière touristique

Le périmètre touristique de la HVA possède plusieurs types de potentiels méritant d'être exploités et intégrés au sein d'une offre touristique cohérente, structurée et visible sur le territoire de la HVA.

Propositions pour un développement durable du territoire via des types de tourisme « innovants »

Des filières thématiques de tourisme peuvent être identifiées : écotourisme, patrimoine-histoire-industriel. Ces filières d'un « tourisme de territoire », nécessitent voire méritent un travail important de structuration, de commercialisation et de communication des offres

Pour le commencer, il serait intéressant de mettre en réseau les acteurs pour donner de la visibilité au maillage territorial tissé entre leurs activités et permettre une co-construction et une coordination des offres touristiques.

Concrètement, ce réseau peut être l'entité porteuse de projets d'amélioration de l'accessibilité sur le territoire, notamment via le numérique. Par exemple, le réseau pourrait soutenir et développer le projet d'une plateforme numérique. Celle-ci rassemblerait des informations détaillées sur le territoire et ses activités au fil des saisons. Elle inclurait les hébergeurs présentant leur offre et intégrerait un système de réservation commun facilitant ainsi la visibilité et accessibilité des acteurs du tourisme, ainsi que leur communication, qui serait mutualisée. Par ailleurs cette mise en réseau et création et production de services et d'offres touristiques thématiques seraient les vecteurs à la création d'emplois locaux ; pour un développement raisonné et durable du territoire.

Un exemple : tourisme thématique autour de l'eau en HVA

Cette idée était contenue dans les Analyses et stratégies d'action construites par les lycéens du Lycée J.Ruffié pour leur projet de la Maison de l'Eau. Ils avaient identifié la filière du tourisme thématique autour de l'eau comme filière touristique prometteuse et innovante. Cette base permet d'imaginer un parcours itinérant le long des cours d'eau, en établissant des liens entre sentiers pédestres et circuits de canoë et kayak, pour faire découvrir de manière ludique et originale la HVA, la richesse et l'importance de la préservation de sa biodiversité. Ce genre de parcours itinérant pourrait constituer une offre à commercialiser sur la plateforme numérique du réseau.

Enfin, un produit itinérant permettrait de diffuser, d'infuser les voyageurs sur le territoire en les orientant également vers des itinéraires et lieux oubliés du tourisme conventionnel.

Miser sur le patrimoine industriel

L'histoire riche de l'industrie en vallée de l'Aude mérite une vraie réflexion autour de la revalorisation du patrimoine industriel. D'autres projets de ce genre en France et en Europe s'appuient sur l'art associé à la culture industrielle et les valeurs écologiques pour passer d'un « territoire productif » à un « territoire créatif », qui réinvente son attractivité. On peut ainsi citer :

- Le parc de Wesserling de la vallée de Thann dans le Haut-Rhin, usine de tissu datant des manufactures de Louis XIV et convertie en écomusée du textile.
- Emscher Park en Allemagne : la réhabilitation et la reconversion d'une bonne partie de l'ancienne région minière de la Ruhr, désindustrialisée à partir des années 1960. Devenue aujourd'hui l'un des lieux touristiques les plus dynamiques d'Allemagne
- Une piste de conversion est également donnée par la ville de Detroit aux États-Unis, où les friches de l'ancienne industrie automobile sont devenues d'immenses parcelles d'agriculture urbaine.

La METECQ à Quillan emprunte déjà le chemin d'un réinvestissement créatif du passé industriel à travers le réinvestissement des murs d'une ancienne usine. Ce projet paraît intéressant par sa dimension tant locale (la création d'un lieu de travail pour les habitants de Quillan et environs) qu'internationale (dédier un espace au Formica, qui continue à intéresser des férus de design partout au monde).

Conjointement au développement de la filière touristique, le territoire gagnerait sans doute aussi à construire, au même titre que le parcours des châteaux cathares, un parcours lié au patrimoine culturel, qui pourrait s'appuyer sur le projet des Fontaines Sonores, la METECQ, mais aussi le musée de la Chapellerie d'Espéraza.

Permettre aux habitants de se saisir des problématiques économiques du territoire en les mettant en dialogue

Il ressort de nos entretiens qu'il serait nécessaire d'avoir plus de possibilités de rencontre et de confrontation, où peuvent naître une culture commune et des envies de futur. Tant sur le plan social (utilité sociale) que sur le plan économique (création d'emploi, biens et services), les acteurs économiques facilitent la dynamisation d'un territoire et la population la rend possible par des initiatives locales. Des atouts peuvent être mis en commun, par exemple la connaissance et l'expérience par rapport au territoire.

Les habitants partagent la plupart des intérêts à échelle locale, il est impératif de ne pas négliger leur implication dans le tissu économique local. D'autant que beaucoup restent méfiantes face à l'économie après avoir subi le traumatisme post-industriel (Fermeture de l'industrie Formica et des chapelleries d'Esperaza et de Quillan). Les acteurs locaux pourront être invités à s'investir dans les initiatives mises en place par le Pôle 3.EVA. On pourra aussi s'appuyer sur une démarche ascendante bottom-up, par exemple la démarche de « coresponsabilité » par la méthode SPIRAL, appliquée notamment par la commune de Mulhouse.

Favoriser la cohésion sociale en créant des lieux de rencontre

Pour harmoniser les liens entre les différents groupes d'habitants, nous ne pouvons qu'encourager la rencontre et la prise de distance par rapport aux différentes cultures en présence. Une des clés majeures de cohésion sociale et de renforcement des liens entre les groupes sociaux est la possibilité physique de se rencontrer. C'est aussi pour cela que le projet de la Maison de l'Eau ou celui de tiers-lieu à Quillan nous semble aussi intéressant. Ce projet en particulier peut relier le passé, le présent et le futur par un travail sur la mémoire et ainsi harmoniser les relations entre les individus appartenant de manière plus ou moins marquée aux groupes sociaux (néo-ruraux, espagnols, etc.). Le travail sur ces lieux permettra de renforcer une culture commune et de dépasser des clivages parfois cristallisés.

Promouvoir l'écoconstruction

L'extension de la filière écoconstruction vers l'aval avec les prescripteurs et maîtres d'œuvre formés est un des enjeux de sa consolidation. Il conviendra de sensibiliser les collectivités à l'écoconstruction au travers :

- Des avantages liés à la performance énergétique et au confort des bâtiments, allant de l'impact sur la santé au développement des filières locales en passant par l'utilisation de matériaux recyclés ;
- Des nouvelles obligations liées à la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique qui couvre entre autres la rénovation de bâtiments et les chantiers de construction et d'entretien.

Le cluster de l'écoconstruction actuellement en projet avec le PTCE 3.EVA bénéficie d'un soutien fort des deux Communautés de Communes et des communes. Il pourra ainsi contribuer efficacement à l'intégration de l'écoconstruction dans les marchés publics, tant sur la construction de bâtiments neufs que sur la rénovation du patrimoine locatif vieillissant.

Analyse du PTCE 3.EVA

Forces

- L'implication des structures de l'ESS dans la vie économique locale
- Transversalité et décloisonnement : culture coopération, vision globale
- Catalyseur d'idées
- Établit un réseau d'acteurs locaux
- Vecteur d'innovation

- Diversités de projets
- Gouvernance collective et culture du compromis

Faiblesses

- Manque de lisibilité sur le rôle du PTCE et de ses acteurs
- Nécessité d'une stratégie de communication interne et externe
- Définition directe des domaines d'intervention
- Confusion du sens de l'adhésion des adhérents au PTCE
- Concurrence entre les intérêts individuels et coopération (épuisement des participants, temps consacré au PTCE à la place de la structure propre)
- Frustration vis-à-vis du taux de réalisation des projets

Opportunités

- La culture comme levier de développement du PTCE
- Implantation d'une stratégie de communication au territoire
- Implication de la population locale
- Capitalisation d'une base de données sur la majorité des projets, qui permet d'établir un réseau des acteurs pas nécessairement dans le PTCE
- Travail possible avec « Oser entreprise », structure d'accompagnement de porteur de projets
- Favoriser la mise en lien entre les entreprises et les élèves, les étudiants et les personnes en insertion professionnelle (stages)

Menaces

- Question de la complémentarité avec les institutions locales
- Question de l'autonomie vis-à-vis de l'influence positive de la sous-préfète
- Légitimité à construire pour le PTCE (vis-à-vis des institutions et des autres acteurs locaux)

Une mise en œuvre exemplaire du concept de coopération économique

Le PTCE 3.EVA prend la forme d'un réseau d'acteurs aux profils très diversifiés, mais tous attachés à ce territoire et convaincus de son potentiel et de ses atouts. Ce maillage extrêmement riche constitue une des forces majeures du PTCE. La dynamisation de liens entre tous les acteurs qui mettent leurs visions, leurs énergies, leurs moyens humains, techniques et financiers au service de projets communs, entraînent de fait le décloisonnement et la transversalité nécessaires à toute innovation. En cela, 3.EVA réalise son objet social de créer une culture de la coopération sur le territoire.

Concrètement, s'il n'a pas vocation en lui-même à créer de nouvelles idées, à inventer de nouveaux projets, il se propose en revanche d'instaurer un contexte favorable à l'échange entre des personnes passionnées. Cela passe également par la création d'événements tels que la startup Ruffié, dont l'objectif est précisément d'insuffler l'innovation sur des thématiques fortes et liées aux préoccupations premières du PTCE. De nombreux projets ont déjà été initiés et continuent de voir le jour dans cette dynamique.

Concernant le fonctionnement interne, les membres fondateurs ont tenu à acter dans les statuts de l'association leurs valeurs : un fonctionnement réellement démocratique et une culture du compromis. Ainsi la gouvernance de la structure est assurée par un collectif aux responsabilités réellement partagées, puisque tous les membres du comité d'administration sont en fait coprésidents.

Une fragilité constatée sur la question de la communication

Question de la lisibilité sur le rôle du PTCE et de ses acteurs

Le Pôle semble seulement pour l'instant connu par l'intermédiaire des acteurs qui y prennent part, qui pour la plupart jouissent d'une identité bien développée (La Cavale et Gamm Vert, Batipôle, etc.) ou par l'intermédiaire d'événements (Start'Up Ruffié et dans les autres lycées, etc.). Il semble encore méconnu du grand public. Nous n'avons pas observé de supports de communication visant à rendre identifiable le pôle. Cela est-il souhaité ou souhaitable ? Quelle est l'identité du pôle 3.EVA ?

- Faut-il promouvoir 3.EVA comme une marque de territoire ?
- Quel serait l'intérêt de mettre en avant la marque 3.EVA ?
- Quels services mettre en avant ?

Rendre publique l'existence du pôle pourrait intéresser de nouveaux acteurs. Faudrait-il développer la communication vers de potentiels partenaires dans le cadre des initiatives portées par le PTCE (Plateforme multidéchets, Maison de l'eau, etc.) ? Toutes ces questions mènent à interroger la légitimité et le positionnement du PTCE vis-à-vis des institutions et des autres acteurs locaux.

La nécessité d'une stratégie de communication interne et externe

De la même manière, un travail sur la stratégie du pôle mériterait d'être mené pour mettre en évidence les complémentarités avec les institutions locales, accroître la légitimité du pôle comme interlocuteur privilégié des pouvoirs en place sur la coordination des acteurs sur le territoire.

Il semblerait pertinent de réaliser un travailler général sur la stratégie de communication en interne et en externe du PTCE, qui porterait un intérêt particulier aux domaines suivants :

- La lisibilité de ses domaines d'intervention.
- Le sens de l'adhésion au PTCE : valeurs, missions, vision du territoire que s'engagent à porter les adhérents. On constate en effet de fortes disparités entre les acteurs dans le rapport entre les intérêts individuels et le projet coopératif. Nous avons même pu entendre un épuisement de certains des participants, le temps consacré au PTCE se substituant à celui consacré à la structure propre.
- Attention au risque de frustration quant à la difficulté de réaliser la multitude de projets traités, potentiellement tous très intéressants. Peut-être faut-il trouer un système de hiérarchisation ?

Nos préconisations : lier la destinée du territoire aux axes de travail de 3.EVA

Au-delà des pistes à apporter quant aux points de vigilance directement liés au PTCE, nous avons voulu ici croiser les informations recueillies au cours de notre séjour en HVA avec les quatre axes d'intervention retenus par le PTCE : soutenir l'entrepreneuriat en milieu rural, attirer et maintenir de nouvelles compétences sur le territoire, valoriser le patrimoine et les ressources locales et développer les finances collaboratives. Nous y présenterons à chaque fois un condensé de nos réflexions et quelques pistes d'action pour le territoire. Elle doit permettre au PTCE d'envisager sa continuité et la meilleure façon de contribuer à la dynamique territoriale.

Axe 1 : Renforcer les conditions de l'entrepreneuriat en milieu rural

L'émergence et le renforcement d'un écosystème d'acteurs coopératifs permettant la prise d'initiative et l'entrepreneuriat en milieu rural était l'enjeu premier.

En deux ans, les différentes manifestations et rencontres initiées par l'association 3.EVA (Hackathon, Start-Up est dans le pré, Start-Up Ruffier) ont permis la création d'une forte dynamique entrepreneuriale sur le territoire. Ces actions ont déjà mobilisé de nombreux acteurs. La SAPIE constitue indéniablement une force sur Limoux et plus largement sur le territoire. La récurrence de ces initiatives et leur pérennisation dans le temps nous paraît être une condition essentielle pour renforcer la dynamique du territoire.

L'ouverture vers de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés (LIMOOV en partenariat avec le Parchemin, Batipôle à distance, l'autopartage) nous semble en outre intéressante pour poursuivre cette dynamique de coopération et d'entrepreneuriat, notamment en posant la question de l'accessibilité au numérique et de la mobilité, facteurs-clés du succès.

PROPOSITIONS POUR L'AXE 1

- Porter le projet de tiers-lieu à Quillan. Il permettrait un maillage qui serait bénéfique aux habitants plus au Sud du territoire. La ville bénéficiera des retombées positives de ce type de projet.

- Compléter l'offre d'espace numérique pour le reste du territoire. Par une structure itinérante (bus ?) Cet outil servirait à la fois d'espace pédagogique d'éducation au numérique et de centre de ressources pour les entrepreneurs locaux éloignés de l'axe Limoux-Quillan.

- Engager un cycle de concertation sur les questions de mobilité/accessibilité de la population en HVA

Axe 2 : Attirer et maintenir de nouvelles compétences sur le territoire

Nous avons pu rencontrer plusieurs porteurs de projets « néo » ou de retour sur le territoire, particulièrement motivés et souhaitant contribuer à l'essor économique de la HVA. Parmi eux, ceux qui ne sont pas actuellement partie prenante du PTCE n'ont pas une vision très claire de son objet et de ses prérogatives. La compréhension de ce qu'est le PTCE constitue certainement un enjeu important pour renforcer la dynamique en cours. La capacité de mettre en réseau les acteurs constitue une réelle plus-value.

Nous avons identifié une demande d'accompagnement autour de l'écoconstruction pour l'émergence d'un cluster, pôle d'excellence mettant en réseau des laboratoires de recherche, des entreprises de construction et des centres de formation. Le cluster permettrait de déployer la réutilisation des techniques anciennes et des matériaux locaux pour une construction performante et avec un impact positif sur la santé et l'environnement.

Le PTCE, par son approche transversale et son mode de gouvernance partagé, est une entité innovante qui s'inscrit dans un réseau national de partage et de mutualisations de pratiques. Il pourrait être un véritable VRP pour la HVA et jouer un rôle de promoteur de l'attractivité du territoire complémentaire aux autres structures dédiées.

PROPOSITIONS POUR L'AXE 2

- Développer une stratégie de communication globale à destination des porteurs de projet du territoire sur l'objet et les actions du PTCE. On pourrait l'appuyer par un annuaire, un forum ou un trombinoscope (sur Instagram par exemple) partagé entre tous les acteurs, avec la fonction de chacun et son activité. Pourront également être proposées des rencontres thématiques avec animations spécifiques autour de l'interconnaissance

- Réunir des statistiques et les rendre lisibles, intelligibles. Acquérir un statut de centre d'expertise sur l'économie de la coopération, l'économie locale, sur l'écoconstruction. Pouvoir être consulté sur des sujets spécifiques

- Développer une ingénierie de l'accompagnement des porteurs de projet (guichet unique ?)

- Participer à la stratégie de promotion de la HVA à l'échelon national, plus particulièrement auprès des différents acteurs de l'ESS (réseau des PTCE, Labo de l'ESS, etc.) et du milieu universitaire

Axe 3 : Valoriser le patrimoine et les ressources locales

La ressource « eau »

À l'issue de nos entretiens, la gestion de la rivière en tant que bien commun représente un enjeu prioritaire. La création d'une Maison de l'eau, lieu physique d'accueil et de pédagogie à destination du grand public et basée à Quillan permettrait de faire coopérer différents acteurs ainsi que de créer des parcours d'activités variés. Ce lieu pourrait jouer le rôle de centre d'interprétation de la nature et accueillir des groupes constitués (groupes scolaires par exemple) tout en permettant des synergies avec les hébergeurs et les restaurateurs.

L'écoconstruction

Une action de sensibilisation des élus pour promouvoir les entreprises locales d'écoconstruction dans les marchés publics serait bienvenue. Le PTCE pourrait être un appui pour gagner des concours pour des bâtiments publics écoconstruits dans la région (pas uniquement dans le territoire)

La filière alimentaire

En complément de la filière viticole et du travail entrepris pour structurer la filière viande, les entretiens ont mis en évidence l'existence d'une demande pour une filière courte en maraîchage qui pourrait, pour partie, être assurée par des structures d'insertion, permettant ainsi d'envisager une intégration par le labeur des réfugiés accueillis par les apprentis d'Auteuil. Cette activité pourrait trouver des débouchés auprès des structures de restauration collective (établissements publics, hôpital, restaurants d'entreprises, etc.).

Valoriser tous les patrimoines

Si le tourisme ne fait pas partie des axes retenus dans le projet du PTCE et est déjà traité par de nombreux acteurs, la culture est un axe transversal identifié. Il pourrait être pertinent de créer les conditions d'un rapprochement des différents acteurs qui semblent encore très atomisés. Cela pourrait prendre la forme de journées de travail permettant la coproduction de solutions durables. En outre, cela permettrait d'améliorer la communication des évènements locaux, potentiel lieu de rassemblement, dont le rayonnement est actuellement souvent très faible. Le tourisme est en effet un gisement potentiel de nombreux emplois non délocalisables, mais malheureusement, ce potentiel est noyé dans un ensemble qui ne permet pas une mise en valeur optimale de ses atouts spécifiques.

L'émergence de nouveaux lieux de rencontre et d'animation à Limoux (Institut du Masque, futur centre culturel) et Quillan (zone de loisirs du Saint-Bertrand, la METECQ, la Maison de l'eau) peut permettre le développement de synergies pour un tourisme « quatre saisons » qui bénéficierait aux différents acteurs et favoriserait ainsi la création d'une offre globale intégrant également les traditions festives et le patrimoine industriel.

La mise en place d'une stratégie de marketing touristique complémentaire et propre à la HVA mériterait d'être étudiée et sans doute que le PTCE peut y prendre un rôle de coordinateur et de catalyseur d'idées autour des intérêts communs.

PROPOSITIONS POUR L'AXE 3

- Faire émerger à travers le PTCE un réseau coopératif d'acteurs pour valoriser tous les patrimoines de la HVA
- Prévoir des séjours thématiques (« Richesses naturelles », « Au fil de l'Aude », « la HVA en fête » ou encore « Une histoire, des savoir-faire » autour de l'histoire industrielle de la vallée) de moyenne durée et adaptés aux différents profils touristiques incluant une partie du printemps et de l'automne
- Créer une plateforme intégrant un système de réservation mutualisé (hébergements, activités touristiques, restaurateurs, « formules »), mais aussi un réseau de communication d'évènements non seulement pour les touristes, mais aussi pour les habitants

- Ancrer la tradition carnavalesque dans un réseau européen et international
- Identifier les gisements potentiels d'emplois liés aux communs auprès des parties prenantes
- Contribuer sur la question des communs au projet de territoire qui sera mis en place au sein du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural

Axe 4 : Développer les finances collaboratives.

La loi ESS du 31 juillet 2014 identifie la monnaie locale comme un outil pertinent de dynamisation d'un territoire. Sujet complexe, il nécessite impérativement un temps d'appropriation des enjeux par les différents acteurs qui peut être conséquent.

Malgré un intérêt manifeste pour cette thématique lors de notre rencontre initiale au mois de décembre avec les représentants du PTCE, nous n'avons pas mis en place de groupe de travail sur cet axe qui, à priori, semblait être déjà bien avancé. Les échanges informels réalisés au cours de notre séjour montrent qu'il est pourtant le moins avancé à ce jour.

Il y a pourtant là un enjeu clé qui peut permettre le maintien des flux monétaires et une dynamisation des échanges sur le territoire. C'est une entrée parmi d'autres pour engager la communauté d'acteurs, en particulier les habitants autour d'enjeux fondamentaux. Pour en faire un outil efficace au service du territoire, une approche structurée et pédagogique des enjeux est à envisager : repenser collectivement (avec les habitants, les prestataires et les collectivités) la notion de richesse, réappropriation de la question monétaire et de sa gouvernance par les acteurs du territoire, ateliers de concertation citoyenne sur l'économie de demain, etc.

En abordant ce point, le groupe pose une question fondamentale : quelle place pour les habitants dans la dynamisation du territoire ?

PROPOSITION POUR L'AXE 4

- Développer un cycle de sensibilisation sur la finance collaborative (séminaires, conférences)
- Organiser un cycle d'ateliers de concertation citoyenne autour de la thématique « Quelle économie pour demain ? »

Conclusion générale

Le PTCE S'est donné pour mission de stimuler et de développer l'activité économique du territoire de la Haute Vallée de l'Aude. Il s'agit d'un défi continu, dont on ne saurait mesurer le succès avant la fin du programme. Le bilan sera alors l'occasion d'évaluer l'adéquation des acteurs engagés dans les différents projets avec l'enjeu de coopération et de synergie qui constituent les piliers de 3.EVA, mais également la capacité de la structure à impliquer, convaincre, engager ces différents acteurs à s'engager dans l'accélération de la coopération économique. Il sera également important d'analyser la pérennité et l'autonomie financière des nouvelles activités économiques mises en place grâce à l'action du PTCE.

La pérennité du PTCE, quant à elle, dépend des acteurs qui s'y engagent. L'enjeu majeur consiste en l'adaptation de ces personnes et de ces structures à un nouveau modèle économique impliquant la mutualisation de moyens, la synergie dans les actions et les entreprises, et la coopération. Cette pérennité nécessite donc une évolution de la vision de ce qu'est qu'entreprendre (et c'est bien le sens du nom 3.EVA). Et l'évolution de l'économie « traditionnelle » nous pousse à croire que la solidarité et la coopération ne sont pas que des mots, mais des valeurs qui nécessitent d'être portées et développées, et qui peuvent alors faire naître de nouveaux projets, de nouvelles méthodes et de nouvelles potentialités.

Après cet état des lieux que nous espérons sinon exhaustif au moins transversal et scrupuleux, qui a permis d'identifier de nombreux axes de travail déjà engagés ou encore à l'état d'idée, nous souhaitons attirer l'attention de nos lecteurs sur l'importance pour le projet de coopération dans son ensemble, que chaque projet entrepris aboutisse, que chaque acteur invité dans un comité de pilotage, ait une raison de s'impliquer, et que chaque projet entrepris puissent avoir des retombés économiques pour tous les acteurs locaux, au-delà du cercle des initiés au PTCE. C'est sur ce troisième point, la mise en évidence de l'intérêt commun, que le Pôle de Coopération 3.EVA aura à veiller.

Annexes – comptes rendus du groupe « Eau »

Véronique Gardair – Lycée Ruffié

- Start'up Lycée Ruffié permet une large mise en réseau
- La gestion de la ressource « Eau » génère beaucoup de tension
- Pour remplir sa mission d'initiateur d'action et de liens, le PTCE doit asseoir sa légitimité

« C'est le projet PTCE qui a donné à mon métier une vision territoriale »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Enquêteuses : Camille Henrion, camille.henrion@uha.fr et Vanessa Mouanga, vanessa.mouange@uha.fr

Lieu : Lycée Ruffié - CDI - à la suite de la présentation faite à l'ensemble du groupe d'étudiants. En présence de Julien Peyre, référent au PTCE 3.EVA et de Marie Morvan et Laïla El Ghazi, étudiantes UHA

Type de rencontre : entretien d'une heure trente

Éventuelles interruptions : Passage du Proviseur du lycée qui avait besoin d'échanger avec Mme Gardair.

En présence de Julien Peyre - Permanent PTCE 3.EVA

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Véronique Gardair, veronique.gardair@ac-montpellier.fr

Parcours personnel et professionnel

Parcours personnel et professionnel

Véronique Gardair est originaire de Paris. Elle est arrivée dans l'Aude il y a 30 ans « mais je suis considérée comme une étrangère ». Madame Gardair n'est pas dérangée par cette distance qui lui donne une « liberté de ton ».

Elle parle de son adoption de l'Aude et de sa culture : « le Carnaval, c'est un truc magique », « avant j'étais anti-rugby, mon fils joue, je m'y suis mise », « avant j'étais anti-chasse, maintenant j'ai des chasseurs à la maison »

Statut ou fonction

Madame Gardair est documentaliste au Lycée Ruffié. Elle remplit aussi les fonctions de référente culture. Le référent culture est chargé : d'animer et de coordonner la vie culturelle de l'établissement, de faciliter l'émergence et la mise en place des projets culturels, de valoriser les actions d'éducation artistique et culturelle.

C'est aussi elle qui coordonne le projet Start'up lycée. Elle qui propose les ressources, choisit les coachs et fait le suivi des projets.

C'est Véronique Gardair qui fait lien entre le PTCE 3.EVA et le lycée Ruffié.

Structure

Le lycée Ruffié

Le lycée Ruffié est le lycée général de la commune de Limoux. Certains quartiers de Limoux sont en politique de la Ville. Le lycée ne se situe pas dans un de ces quartiers, mais il est fréquenté par des jeunes y résidant (quartier vécu). De ce fait, des représentants de la communauté de commune sont impliqués dans le projet et font partie du jury de Start'up.

Le Projet Start'up

Il s'agit d'un concours qui existe au lycée Ruffié de Limoux depuis octobre 2015. Cet évènement annuel à lieu en octobre. Il est déposé en projet Politique de la Ville.

À l'origine du projet Start'up

Suite aux attentats de Charlie Hebdo, Najat Vallaud Belkacem a demandé aux écoles d'organiser des Assises de la République. Il s'agissait de réunir des gens du territoire, des élèves, des parents et des profs pour échanger autour des valeurs de la République.

À l'issue de ces assises, Véronique Gardair a relevé des stéréotypes très négatifs :

- sur les jeunes, de la part des gens du territoire et des enseignants (fautes d'orthographe, pas mobilisés, se lèvent pas le matin, ils ne savent pas parler, ils ont les bras ballants, ils regardent l'heure…).
- Sur les entrepreneurs, de la part des jeunes : "les jeunes me disaient des trucs affreux sur les entrepreneurs et sur l'entreprise"
- sur les entrepreneurs, de la part des enseignants : « on est pas aidé, on peut jamais frapper à leur porte, ils ne font rien pour nous ».
- Et un avis mitigé des jeunes sur leur territoire. Elle explique que les jeunes « disaient du bien de leur territoire, mais qui disaient c'est un trou, il faut en partir ».

Madame Gardair a parlé de ce bilan avec Madame Siffermann, sous-préfète de Limoux. La sous-préfète a alors organisé une rencontre avec l'inventeur du concept Start'up Lycée. Start'up Lycée est construit sur la même idée que ce qui existe dans les écoles de commerces ou d'ingénieurs.

Véronique Gardair s'est saisie du concept en réponse aux stéréotypes repérés. Elle a rapidement mobilisé l'équipe pédagogique, les entrepreneurs et les élèves pour l'adapter au territoire.

L'implication de la sous-préfète a permis de susciter l'intérêt des partenaires, notamment entrepreneurs. Cela a été un levier important dans la mobilisation des acteurs.

Les objectifs de Start'up

Start'up est avant tout une démarche pédagogique qui cherche à :

- Donner « du sens » aux études
- Donner du sens sur le territoire « allez faire vos études et revenez, il y a des idées là, vous pouvez faire des trucs ». Les élèves peuvent voir qu'il y a des idées et des possibilités sur leur territoire.
- Permettre aux élèves d'acquérir des savoirs pratiques, de l'expérience (inscrit dans le CV et lettre de motivation)

Le fonctionnement de Start'up

Start'up propose à des élèves, regroupés en équipe et coachés par des professionnels locaux, de réfléchir à des projets concrets en lien avec les ressources de leur territoire. Ils ont trois jours pour monter un projet. Pour cela, ils doivent formuler une idée, réaliser un business plan, rencontrer des acteurs locaux…

Les thèmes proposés sont notés sur de grands panneaux et les élèvent se positionnent auprès du panneau qui les intéresse. Ils forment leurs équipes en mêlant les filières et les compétences.

Les projets sont jugés en fonction de 3 critères : innovation sociale, communication, comptabilité. Ils sont notés et les 3 premiers sont classés. Sont ensuite valorisés ceux qui ont eu beaucoup de point en innovation sociale, communication et en comptabilité. Un prix « coup de coeur » est aussi attribué.

Les caractéristiques de Start'up

Le concept de Start'up Lycée a été adapté pour convenir au lycée Ruffié.

À Ruffié, il a été déposé en projet politique de la Ville (QPV : quartier Aude) et fait partie d'une démarche pédagogique. C'est une fin en soit, sans suite institutionnalisée.

Start'up Ruffié est caractérisé par des éléments qui lui sont propres :

- Une grande importance est portée aux la notion de convivialité, de confort, de bien-être.
- L'accent est mis sur une forte mise en réseau (entreprises / lycée), l'instauration d'une synergie.
- Les élèvent ne sont ni noté, ni récompensé autrement que par leur participation et leur place dans le concours.
- Les équipes sont formées par les élèves.

Et après Start'up ?

Au départ, l'évènement était posé comme durant 3 jours et n'ayant pas de suite particulière. C'est encore le cas pour la plupart des élèves participants.

Cependant, devant les demandes de certains élèves et de certains coachs, des suites ponctuelles ont commencé à être organisées :

- Des stages sont organisés avec les coachs ou les jurés pour les élèves qui veulent poursuivre leur projet. Cela leur permet une phase de test, par exemple avec Gamm Vert.
- Certains élèves ont pu approfondir leur projet pendant trois jours supplémentaires dans le cadre de Start'up est dans le pré, un événement de la foire d'Espezel.
- Les trois équipes gagnantes ont la possibilité de participer au même type de concours à l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Toulouse. Il s'agit d'une école formant des ingénieurs, « c'est un monde de scientifique » auquel les élèves de Limoux apportent leur expertise économique. Cette participation à l'opération baptisée « 48h chrono » par l'INSA, permet aux élèves une familiarisation avec une ville universitaire. Elle leur permet aussi de réaliser la nécessité de s'investir dans leurs études.

Les liens entre Start'up et le PTCE 3.EVA

Les jurés et les coachs de Start'up faisant partie du PTCE repèrent parmi les projets ceux qui pourraient entrer dans ses axes du travail.

Les points d'amélioration et/ou de vigilance

Véronique Gardair aimerait pour les prochaines sessions « enlever de la compétition et ajouter de la coopération ». Elle explique que choix des coachs est « déterminant » dans la dynamique insufflée. Afin de leur permettre de se recentrer sur le rôle de pédagogue, une formation des « coachs-profs » prévue pour la session 2018.

Madame Gardair évoque l'importance de ne pas entrer dans « la routine » et de ne pas mettre en place des réflexes notamment chez les coachs.

La dynamique relationnelle entre élèves et coachs

Les professeurs peuvent avoir tendance à prendre les choses en main, pris par le « jeu de la compétition ».

Les entrepreneurs ne « prennent pas la chose en main parce qu'ils ne connaissent pas les jeunes. Donc ils s'appuient sur les profs ». Ils ne savent pas nécessairement comment s'adresser aux élèves « bon toi tu te bouges, ça fait 2h que tu fais rien » et ne comprennent pas nécessairement les réactions des élèves. « Et là c'est le prof qui sait faire ».

Leurs approches et leurs compétences respectives permettent une très bonne complémentarité.

Ces échanges permettent aussi aux uns et aux autres de mieux se connaître et de dépasser leurs préjugés.

Quel impact de Start'up sur les élèves ?

Une étude avant/après a été réalisée auprès des élèves pour mesurer l'impact de leur participation à Start'up. Les résultats de cette étude révèlent que l'événement est un très bon outil d'orientation. Il permet aussi la valorisation des élèves : « ils se sont vus bons, ils se sont vus efficaces, ils se sont vus passionnés, ils se sont reconnus ».

Start'up leur a aussi permis l'identification d'habiletés « il y en a qui se sont découverts communicants ».

Madame Gardair parle de solidarité entre les élèves. Elle évoque aussi le ressentiment qu'ils expriment envers ceux « qui ne sont pas dedans ».

La thématique de l'eau

L'eau du barrage est gérée par EDF pour la production hydroélectrique. Les agriculteurs sont associés à cette gestion pendant la période allant de juillet à fin août. Leurs besoins sont différents puisque les agriculteurs ont besoin d'un débit constant tout au long de la journée alors d'EDF a besoin de « balancer » de l'eau entre 20h et 22h pour générer de l'électricité sur les créneaux où les besoins en électricité sont les plus importants. Cette organisation, en place depuis de nombreuses années, est pilotée par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTME).

La pratique des sports d'eau vive est apparue il y a une vingtaine d'années « surfant sur la vague » sans être associée à la gestion de la ressource.

Les volumes d'eau ont diminué (raréfaction de la ressource).

L'eau du barrage est prioritairement destinée par EDF à la production hydroélectrique.

Vers 2014-2015, EDF a dit aux professionnels d'eau vive que s'ils voulaient des lâchers d'eau en dehors de créneaux les plus profitables à l'entreprise, ils devraient payer « le préjudice lié au fait qu'on ouvre les vannes à des heures où l'électricité n'est pas aussi rentable » qu'elle le pourrait.

Les montants perçus ne « compensaient pas du tout le manque à gagner d'EDF », mais étaient surtout « symboliques » et destinés à ce que les professionnels de l'eau vive « en aient conscience ».

Les professionnels d'eau vive ont souligné le fait que l'eau est « un bien commun de la nation » et ont refusé de payer. Un recours a été déposé au tribunal administratif par les professionnels de l'eau vive qui « ont estimé que l'État ne jouait pas son rôle sur la gouvernance de l'eau, qu'il n'y avait pas de plan de gestion de l'eau arbitré par l'État ».

L'été 2016, fut une période de sécheresse générant un gros déficit d'eau dans le barrage. Au 15 août, « il n'y avait plus assez d'eau dans le barrage pour honorer les besoins de l'agriculture et des rafteurs ». EDF décida de ne plus faire de lâchés après 14h. S'en suivit un gros conflit.

L'Eau au centre de tensions entre les « acteurs de l'Eau »

Les activités d'eau vive

Julien Peyre et Véronique Gardair évoquent les questions liées aux impacts de la pratique professionnelle des sports d'eau vive sur les rives… Ils racontent que les berges ont été aménagées sans tenir compte de la protection de l'environnement : « les touristes laissaient leurs poubelles à l'arrivée ». « Ces rives qui peuvent être réservoir de biodiversité ont été aménagées à la va-vite avec une dalle de béton qui dégorgeait dans la rivière parce que c'était pratique pour tirer le bateau ».

Les associations de protection de l'environnement

Elle estime que le système de lâchers d'eau est très brutal et néfaste pour la faune et la flore aquatique.

EDF

EDF est propriétaire et gestionnaire du barrage. L'eau est retenue dans le seul but de production d'électricité. Julien Peyre et Véronique Gardair expliquent que sans le barrage le débit de l'eau « ne serait pas régulé » et il faudrait « attendre le matin pour voir s'il y a eu de grosses pluies et si on peut proposer » telle ou telle activité d'eau vive. « S'il n'y avait pas les barrages, il n'y aurait pas d'activité d'eau vive ».

EDF a « permis avec les barrages de créer cette nouvelle activité qui donne du travail, qui fait venir des touristes ». Le barrage a permis cette activité et l'économie qui en résulte.

Dans une volonté de participer du développement économique du territoire, EDF a créé l'Agence « Une rivière, un territoire », dont Christian Caussidéry, natif de Quillan, est directeur. Cette démarche s'inscrit dans une réflexion sur les vallées Pyrénéenne et leur activité économique. Historiquement, beaucoup d'habitants travaillaient pour EDF et l'automatisation génère une baisse d'activité salariale. Ajouté à cela la désindustrialisation de ces régions.

Dans un contexte où la concession des barrages est remise en jeu, EDF s'est posé la question de savoir comment mettre leur ingénierie et leur capacité financière au service du développement du territoire.

L'agence « une rivière, un territoire » est financeur du PTCE.

Conclusion

Véronique Gardair et Julien Peyre nous montrent que la thématique de l'eau cristallise de nombreuses tensions liées à sa raréfaction et aux intérêts parfois contraires des acteurs dont elle est la ressource principale. Des tensions liées aussi à ce qu'elle représente en termes de commun (environnement, boisson, nécessité agricole, production d'électricité, source d'activité économique).

Le projet de Maison de l'eau « O2 Vallée »

Ce projet a été imaginé lors de Start'up 2017 (en octobre 2017). Un groupe d'élèves réfléchissant autour de la thématique « eau vive, eau tranquille » étaient coachés par Pierre Pech de la chambre d'agriculture et François Isambert pisciculteur à la Fajolle.

La présentation du projet

Les élèves ont imaginé un bâtiment localisé dans les locaux de l'ancienne usine Formica à Quillan, « sur ce lieu qui a longtemps pollué la rivière ».

Dans cette Maison de l'eau, on trouverait « une belle expo sur ce qu'était la rivière autrefois et sur tout ce qu'elle propose aujourd'hui ». Ce serait une « distribution de contacts ».

On pourrait « proposer un parcours pour les enfants, pour les familles pour les ados ». « On a toute une population de jeunes locaux qu'on pourrait éduquer à la rivière très facilement ».

Le contexte : une multitude d'acteurs de l'eau sur le territoire

De nombreuses structures travaillent autour de la ressource Eau :

- Gée Aude (coopération de plusieurs acteurs dont Aude Claire) qui propose des ateliers pédagogiques très professionnels sans lieu, ils vont dans les écoles
- Le SMMAR, un syndicat mixte qui porte le SAGE Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau. Il a un rôle dans l'aménagement du territoire et un rôle pédagogique avec des expositions.
- Les professionnels de l'Eau vive
- Les pisciculteurs qui pourraient faire découvrir leur métier (rôle pédagogique)
- Le conservatoire des grottes présentes dans le lit de la rivière (conservateur Monsieur Philippe MORENO)
- Les associations et fédérations de pêche de loisir

Beaucoup de ces intervenants proposent des formations, chacun de leur côté sans mise en cohérence. On constate un manque de lisibilité parmi les acteurs pour les écoles, les parents, les touristes… « c'est un vrai parcours du combattant si tu as envie de faire toutes les activités ».

Les objectifs de la Maison de l'Eau

- fédérer dans un lieu neutre et apaisé sans créer une nouvelle structure
- réguler
- former et informer : pédagogie de l'eau et l'environnement
- structurer

Des questionnements restent en suspens

Quel serait le porteur le plus adapté ? Véronique Gardair nous alerte sur l'importance d'avoir un porteur qui permette de préserver la neutralité du lieu…

Ce pourrait être le rôle de l'office du tourisme ? L'office du tourisme étant un service de la municipalité, comment assurer la neutralité de la Maison de l'eau s'il en est le porteur ?

Une Communauté de Commune ?

Les modalités de portage et de gestion sont à définir.

Lien de Véronique Gardair avec le projet « Maison de l'Eau »

C'est elle qui a choisi les coachs François Isamberg, un pisciculteur au regard neutre et qui apporte une vision écologique de la rivière, Pierre Pech de la Chambre d'agriculture pour son regard paysan et biodiversité et Carole Tailhan qui a une vision territoriale. Le choix de ces personnes a permis une neutralité dans l'approche de la thématique.

Lien entre le PTCE 3.EVA et la Maison de l'Eau

Christophe Bonnemort et Christian Caussidéry sont des membres du pôle territorial qui faisaient partie du jury lors de Start'up 2017. Ils ont repéré le projet, se disant que compte tenu du contexte tendu sur les questions de l'eau, il pouvait y avoir une piste à creuser.

Julien Peyre explique que le PTCE pourrait accompagner le projet dans sa création, mais pas porter la structure. Le Pôle territorial peut « proposer un cadre temporaire », mais « n'a pas de compétences spécifiques en accompagnement de projets ».

Le PTCE et la thématique de l'Eau

Lors du conflit de l'été 2016, un des administrateurs du Pôle Territorial, élu de la CC a « joué le Casque bleu, le médiateur » et proposé l'utilisation du PTCE pour penser une sortie de crise. Le PTCE est donc intervenu pour faire de la médiation entre EDF et les professionnels de l'Eau vive.

La légitimité de cette intervention a été questionnée par le Président du SMMAR (Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières) en disant « quelle est la compétence du PTCE sur l'eau vive ? ». « On nous reprochait d'y être », mais personne ne voulait s'impliquer dans le conflit.

L'intervention du Pôle territorial a conduit à la signature d'une convention de partenariat en 2017 et à la constitution d'un pot commun qui finance des études pour trouver une solution juridique pérenne. Le PTCE laisse à présent les acteurs institutionnels de gestion se positionner.

Un diagnostic « Tourisme et Eau vive », financé par le PTCE a mis en exergue le fait que la pratique des sports d'eau vive est une locomotive de l'activité économique locale, mais en manque de structuration avec les autres composantes de la rivière. Julien Peyre indique que la pratique des sports d'eau vive « génère beaucoup d'activité, beaucoup d'argent »il dit que « c'est un gros produit d'appel ».

La finalisation, avec les professionnels des eaux vives, de la mise en place d'une redevance est aussi en cours. Elle pourrait servir à financer l'aménagement des berges (avec des w.c. par exemple) et à « payer » le préjudice énergétique d'EDF si la requête de la fédération des professionnels de l'eau vive déposée au Tribunal est rejetée en appel.

Aujourd'hui, le Pôle territorial offre de proposer un cadre temporaire à la maison de l'eau.

Le PTCE 3.EVA et Véronique Gardair

Connaissance du PTCE 3.EVA

Véronique Gardair est membre du PTCE. C'est Florence Tholly, cogérante de SAPIE qui lui a demandé de rejoindre le PTCE, pendant que Véronique Gardair sollicitait la participation de Florence Tholly à Start'up.

Véronique Gardair constate que le PTCE « échappe au clientélisme politique habituel ». L'engagement citoyen et la coopération y sont des principes fondamentaux.

Éventuel rôle dans le PTCE 3.EVA

Le PTCE a permis à Véronique Gardair un engagement citoyen « c'est la première fois qu'on me proposait ce type d'engagement ».

Elle assure le lien entre le PTCE et le lycée : « au lycée PTCE, ils savent tous ce que c'est». Les professeurs comme les élèvent connaissent le PTCE. Les partenaires institutionnels du lycée Ruffié aussi : lycée de Quillan, SECPA de Limoux.

Véronique Gardair peut apporter les projets Start'up au PTCE, elle recrute une partie des Coachs et des jurés de Start'up dans le PTCE. Les uns et les autres repèrent les projets pouvant rentrer les axes de travail du pôle.

Les attentes vis-à-vis du PTCE 3.EVA

Le pôle territorial permet à Madame Gardair de connecter les élèves « forces économiques futures » à la réalité du monde du travail.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Véronique Gardair est le seul lien entre le PTCE et le lycée. Elle pense aujourd'hui que c'est un point de fragilité. Que cela empêche les autres professionnels du lycée de vraiment s'approprier le PTCE et de vraiment comprendre ce qu'il est.

Elle pense inciter notamment les professeurs à interpeller directement le PTCE lorsqu'ils auront une idée ou un besoin.

Madame Gardair nous parle des questionnements des acteurs locaux autour des motivations du pôle territorial, nouveaux acteurs inconnus : comment peut-on s'investir dans la vie locale sans en attendre de retombées économiques ou politiques ? Elle dit que la neutralité en action du PTCE semble avoir convaincu de « son seul engagement citoyen ».

Pour Véronique Gardair, le PTCE 3.EVA est un espace pour agir.

Avis sur la coopération

Véronique Gardair apprécie qu'au sein du pôle territorial, il n'y ait aucune obligation de se prononcer sur les sujets sur lesquels on ne se sent pas légitime ou compétent « c'est la confiance dans l'autre qui te dit "moi je connais et je te dis que c'est bon" ».

Le PTCE 3.EVA est un lieu où on peut exprimer des avis contraires, s'écouter, se convaincre.

Carole Tailhan – Projet de la Maison de l'Eau

- Éducation, pédagogie, sensibilisation et interprétation
- Jeunesse et territoire durable

> « Ce projet éveille les jeunes, leur permet de se projeter et leur donne des idées pour dynamiser ce territoire ».

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Enquêteuses : Marie Morvan, marie.morvan@uha.fr et Laila El Ghazi, laila.el-ghazi@uha.fr

Lieu : La salle des professeurs du Lycée Jacques Ruffié à Limoux.

Type de rencontre : entretien d'une heure

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Carole Tailhan, carole.tailhan@ac-montpellier.fr

Parcours personnel et professionnel

Carole Tailhan est originaire de Missègre, elle a suivi sa scolarité à Limoux jusqu'au lycée. Elle est enseignante au Lycée J.Ruffié depuis l'an dernier. Lycéenne, la question de l'avenir professionnel de son choix était forcément ailleurs que sur le territoire et supposait d'en partir pour poursuivre son parcours scolaire.

Statut ou fonction

Carole Tailhan est enseignante d'Économie, Gestion, Ressources Humaines et Communication en Terminale STMG. Au début de l'entretien, Carole Tailhan précise également qu'elle pourrait enseigner le Management.

Carole Tailhan était coach-enseignante du groupe de lycéens sur la Maison de l'Eau dans le cadre des Start'Up au Lycée J. Ruffié.

Informations complémentaires

Carole Tailhan nous a donné un travail produit par les lycéens du groupe Start'up sur leur idée de projet de la Maison de l'Eau : leur analyse des pistes d'action et de stratégies expliquant l'idée du projet.

Thématique de l'eau

Pour cet entretien, nous avons choisi comme thématique d'approche le lien qui se fait entre le sujet du projet de la Maison de l'Eau (l'éducation au partage et à l'utilisation intelligente de ce bien commun), le concept des Start'Up au Lycée et le PTCE 3.EVA à travers la pédagogie et l'éducation. Nous avons pensé que pour un entretien avec une enseignante ayant été responsable du groupe de la Maison de l'Eau, il était pertinent de s'intéresser à l'implication des enseignants, de l'éducation au sein du PTCE à travers le retour sur l'expérience de Carole Tailhan.

Selon Carole Tailhan, le projet de la Maison de l'Eau et le concept des Start'Up valorisent les lycéens et les impliquent pendant ces trois jours sur des problématiques de leur territoire, « Ce projet éveille les jeunes, leur permet de se projeter et leur donne des idées pour dynamiser ce territoire » bien que la note des Start'up ne soit pas déterminante pour l'année scolaire des terminales y participant, excepté pour les lycéens en Bac Professionnel. Carole Tailhan dit d'ailleurs qu'il n'est pas vraiment envisageable d'associer la note de Start'Up à celle du Baccalauréat, mais pense que peut-être il serait mieux de demander aux lycéens de présenter un « après-projet », un état des lieux rétrospectif qui pourrait être évalué en termes de compétences. Carole Tailhan nous rapporte également que ce projet est important pour coordonner et valoriser le bien commun et les compétences des différents intervenants. Éduquer, exploiter le potentiel existant. Le projet est aussi en lien avec la ressource « senior » (autre thème / ressource des Start'Up) puisque la population âgée de 60-75 ans (l'âge des grands-parents) représente 25% de la population. Donc ces projets donnent des raisons aux jeunes de revenir sur le territoire avec un bagage scolaire et des expériences autres. Haute Vallée de l'Aude. Carole Tailhan précise que les jeunes ont déjà ce sentiment d'appartenance à leur territoire, mais que les Start'Up et la Maison de l'Eau qu'ils ont imaginés leur en donnent en plus une vision optimiste et ambitieuse.

L'implication de Carole Tailhan dans la Maison de l'Eau : les lycéens étaient encadrés et guidés par C. T et deux professionnels, Pierre Pech de la Chambre d'Agriculture qui les a aidé à monter le Business Plan du projet, à répartir le travail entre les élèves ainsi qu'à leur indiquer les contacts pertinents, et à regrouper les informations collectées. Pierre Pech a donc assuré un suivi du travail pour le formaliser. Le second coach professionnel était M. François Isambert de la Pisciculture de La Fajolle, Carole Tailhan précise d'ailleurs que ce dernier ayant été « installé » avec l'aide de M Pech, les deux étaient déjà en contact, ce qui a aussi apporté une bonne dynamique au groupe. Carole Tailhan précise que les coachs n'ont pas l'habitude des élèves, d'où l'importance du rôle de l'enseignant. Finalement, une quinzaine de professeurs, comme Carole Tailhan, faisaient l'intermédiaire entre les élèves et les coachs pour une meilleure adaptation.

Carole Tailhan nous explique qu'au début, lorsqu'on lui a présenté (Véronique Gardair, la documentaliste et référente culture du Lycée J. Ruffié) les thèmes de la 3ème édition, elle n'était pas spécialement partante pour celui sur l'Eau, mais ce choix s'est imposé :

> *« le sujet était choisi la veille, à la base je ne serai pas partie sur cette thématique, certes c'est déstabilisant, mais formateur et ça met sous contrainte, ce qui pousse à la créativité. Les élèves ont choisi cette ressource, car quelques-uns étaient pêcheurs, les autres étaient des amis de pêcheurs, mais ne connaissaient pas la ressource ».*

Son rôle de coach en tant qu'enseignante était d'encadrer (les autres coachs et les élèves), stimuler et essayer de formaliser les idées des élèves et faire en sorte que chacun puisse trouver sa place. Selon elle, Start'Up fait totalement sens avec son domaine d'enseignement et apporte une véritable plus-value à la stratégie pédagogique avec des Terminales. En effet les filières technologiques n'ont pas de stage et Carole Tailhan trouve qu'il manquait dans cette formation un temps d'application. D'autant qu'elle a eu l'exemple concret de cette plus-value également de la part des élèves puisqu'ils ont déjà fait, après les Start'Up, le lien entre son cours et leur expérience, notamment pour les sujets de leadership et de projet de groupe.

> *« Ça me semble pertinent ce projet pour les élèves parce qu'il permet de s'approprier sur le plan technique le plan théorique ».*

Aussi le sentiment de satisfaction du métier d'enseignante peut être amplifié par les projets des Start'Up. Carole Tailhan nous parle beaucoup de la première journée des Start'Up qui est le temps où les élèves ont mis en commun toutes leurs idées sur le thème de l'Eau. Le premier jour, les élèves avaient dégagé comme piste pour la Maison de l'Eau la construction de cabanes en bord de rivière, toutefois après renseignement ils se sont rendu compte que la législation sur l'aménagement et la construction en zones humides est assez contraignante et exigeante. Il y avait également l'idée d'une exposition « nomade » qui suivrait le cours de la rivière. Puis il y a eu l'idée de réhabilitation de la friche de Formica. Le maire de Quillan était d'accord, mais pas sur toute la friche. Dès le début, les étudiants ont pensé que les animations qui auraient lieu dans le lieu de la Maison de l'Eau pourraient être prises en charge par des associations locales.

Carole Tailhan était également assez sensible, autour des enjeux du projet et du thème, à la problématique de la mobilité et de l'écomobilité.

Elle développe également les enjeux et raisons d'intégrer un volet touristique et même écotouristique à la Maison de l'Eau : il existe en effet déjà un tourisme international de pêche sur le territoire, mais pas assez visible, pas assez organisé pour mieux capter cette clientèle. L'idée serait aussi d'élargir la saisonnalité touristique.

PTCE

Carole Tailhan nous dit que les élèves n'ont pas vraiment d'attentes pour la suite du projet. Elle pense que la Maison de l'Eau devrait être un lieu neutralisant les conflits et tensions qui se sont cristallisés sur le bien commun de l'Eau. Mais ce projet doit selon elle aller au-delà du travail de maillage des acteurs, le projet doit investir un lieu.

Les lycéens avaient travaillé sur les catégories de touristes plutôt familiales (ce qu'elles peuvent faire au lieu d'aller voir des dinosaures au musée), les groupes scolaires ainsi que sur une espèce rare de pêche, pour la valorisation du produit de terroir, et prospecter les touristes, des touristes qui arrivent de l'Angleterre et du Pays-Bas...

Quant au rôle qu'elle pourrait jouer à l'avenir (et au sein du PTCE 3.EVA) serait peut-être celui de « consultante informelle ».

David Fernandez

- Importance d'impliquer les institutions mandatées pour la gestion de l'eau
- David Fernandez est très impliqué auprès des acteurs notamment institutionnels qui gravitent autour de la thématique de l'eau
- Méconnaissance du PTCE, de ses objectifs et de son champ d'intervention, d'où un questionnement autour de sa légitimité

> « Bien sûr que je serai intéressé de connaître le projet, car il peut s'avérer extrêmement porteur pour la Haute Vallée de l'Aude »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteuses : Camille Henrion (camille.henrion@uha.fr) et Vanessa Mouanga (vanessa.mouanga-biayenda@uha.fr)

Lieu de la rencontre : la Mairie de Campagne sur Aude, dans la salle municipale

Type de rencontre : Entretien d'une heure trente

Éventuelles interruptions : En début d'entretien, présence d'un autre élu dans la salle (pas d'intervention sur l'entretien). Au cours de l'entretien, passage de 2 agents des services techniques.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : David Fernandez, davidperfite@hotmail.fr

Parcours personnel et professionnel

Arrivé à 2 mois à Campagne sur Aude, David Fernandez est très ancré dans son territoire.

Statut ou fonction

Il est impliqué dans de nombreuses structures. Il est notamment :

- Administrateur et responsable des milieux aquatiques à la Fédération de pêche
- Président de la Société de Pêche Garbuste Campenoise
- Premier Adjoint– Gestion de l'eau – Développement durable – Travaux en relation avec les entreprises – Conseiller communautaire
- Vice-Président de la Fédération Aude Claire
- Technicien à la Fédération Départementale des Chasseurs et de la Nature de l'Aude

Structure

Les activités de la structure

Chacune des structures dans laquelle Monsieur Fernandez est impliqué a son propre mode de fonctionnement.

Le fonctionnement de la structure et l'implication sur le territoire

Très actif sur le territoire, David Fernandez nous parle des différents acteurs intervenants sur les questions liées à l'eau, tant concernant la gestion de la ressource que concernant les loisirs, la protection de la faune et de la flore et la gestion des flux (protection / inondations).

Élu municipal et élu de plusieurs structures gravitant autour de l'eau, il a clairement positionné son engagement citoyen autour de cette ressource.

Thématique de l'eau

Monsieur Fernandez nous alerte sur la sensibilité de la thématique et sur l'importance d'associer les acteurs déjà impliqués sur les questions de l'eau, notamment le SMMAR Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières) et le SMAH HVA (Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique de la Haute Vallée de l'Aude).

Il s'agit d'avoir la vision de chacun, de bénéficier de tous les savoirs et compétences et de ne froisser personne.

Le SMAH HVA a pour mission de faciliter la prévention des inondations des lieux habités et de contribuer à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Il est présidé par Pierre BARDIES, également vice-président du SMMAR.

Le SMMAR a pour objectifs de fédérer les syndicats de bassin dans une démarche commune et mener la politique définie par le département de l'Aude. Il est le porteur du SAGE, le schéma d'aménagement de la gestion de l'eau.

Le SAGE est un outil local de planification qui organise une gestion globale et équilibrée de l'eau dans l'intérêt général. Il est élaboré par les acteurs locaux (collectivités locales et usagers) et les instances de l'État (DREAL, DDTM, Agence de l'Eau…). C'est Adrien Arazo, technicien au SMMAR qui coordonne le SAGE de la Haute Vallée de l'Aude.

Les enjeux essentiels du SAGE sont :

- La qualité des milieux.
- La lutte contre le risque inondation.
- L'harmonisation des différents usages de la ressource (ski, sports d'eau vive, hydroélectricité, irrigation, eau potable, pêche, chasse, randonnée, baignade, thermalisme, spéléologie).
- Une meilleure connaissance de la ressource en eau.

La sensibilisation des usagers sur la gestion de l'eau, son économie, sa qualité et son partage.

Un nouveau SAGE est en cours de finalisation et devrait être validé et signé dans les mois à venir.

Campagne sur Aude : Aude et alimentation en eau potable

La commune s'est dotée d'une station de pompage qui alimente la commune en eau potable et certaines petites communes alentour.

Des habitants bénévoles sont impliqués dans la gestion de cette station de pompage. C'est la commune qui gère « le robinet » pour distribuer l'eau à ses usagers.

Problématiques liées à l'eau

Pisciculture : L'introduction d'espèces non locales et dont les caractéristiques génétiques ne sont pas adaptées localement, notamment aux évènements climatiques.

Naturaliste : Il existe de nombreuses espèces particulières et rares dans le bassin de l'Aude, par exemple, le desman des Pyrénées ou « rat-trompette ». Elles sont mises en danger par, notamment, les lâchers d'eau.

EDF : Les lâchers d'eau effectués par EDF pour produire de l'électricité sont violents et perturbent de manière importante l'écosystème. On parle d'énergie de pointe lorsque des lâchers importants générant une grosse vague sont effectués.

Cette même vague est permet aux professionnels des sports d'eau vive de maintenir leurs activités. Les activités d'eau vive sont dépendantes des lâchers d'EDF.

Activités économiques liées à l'eau

Eau vive : Se pose la question de l'impact économique des activités liées à la pratique des sports d'eau vive.

Pêche : Une enquête de la communauté de Commune concernant le tourisme montre que les pêcheurs participent à l'activité économique locale. D'après les premiers résultats, les touristes qui viennent sur le territoire pour la pêche, y restent plusieurs jours et génèrent donc de l'activité pour les restaurateurs et les hébergements.

David Fernandez se pose la question de l'impact économique réel des activités d'eau vive. Les études produites jusqu'à présent sur cette question sont conduites par des cabinets spécialisés sur les sports d'eau vive et financées par eux.

La maison de l'eau

David Fernandez découvre à travers nous le projet de la maison de l'eau.

Il trouve ce projet positif. Monsieur Fernandez rappelle les points de vigilance concernant l'implication des structures existantes.

Pour lui, l'intérêt général est prioritaire. Il souligne la nécessité de rassembler autour de l'intérêt général et de prendre de la distance avec les intérêts privés.

Monsieur Fernandez pense que ce projet pourrait permettre de faire travailler les acteurs locaux de l'eau sur des projets communs et décalés des points de tensions, de rassembler autour de l'idée de partage de la richesse du territoire.

Implication dans le projet / attentes de la part du PTCE

David Fernandez se questionne sur le financement, la gestion, le porteur de projet et évoque l'avortement politique, il y a quelques années, d'un projet de maison de la rivière.

Pour Monsieur Fernandez, il ne faut pas créer de structure supplémentaire, car il y a déjà suffisamment d'acteurs certifiés et compétents sur la question de l'eau.

Il pense que le SMMAR pourrait être la structure porteuse adéquate, à laquelle pourrait être rattaché le référent/animateur de la Maison de l'eau.

Il est ouvert à une collaboration sur ce projet de Maison de l'eau.

PTCE3.EVA

Connaissance du PTCE

David Fernandez nous dit ne pas savoir vraiment ce que fait le PTCE et ne pas en comprendre le fonctionnement. Il estime que le PTCE est « à la marge » des structures institutionnelles et s'interroge sur la compétence et la légitimité du PTCE concernant l'eau.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

Ne comprenant pas bien ce qu'est le PTCE, David Fernandez n'a pas d'attentes particulières Il considère ne pas être assez informé sur son action pour savoir comment se saisir de ses services. Il suggère une communication plus claire du PTCE.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Monsieur Fernandez prône la vigilance dans l'identification et la mobilisation des acteurs concernés.

Avis sur la coopération

David Fernandez nous dit être ouvert au partenariat et à la coopération, sans percevoir à ce jour dans quelle mesure il pourrait coopérer avec le PTCE 3.EVA.

François Isambert – La Pisciculture

- Le pouvoir des formes de réseautage
- Parcours de vie, d'expérience du territoire sociale, économique et participative

> « Les réseaux sont bien tant que tout le monde appartient au même bord, ça peut servir tant que les gens qui ont le pouvoir d'avancer les choses sont du même bord, c'est plus simple ; mais le projet doit être argumenté, soit il tient la route ou pas, même si on a des copains politiquement, le projet ne devrait pas être politisé, il faut largement dépasser ça, la question qui doit être posée, c'est l'impact du projet et qu'il soit argumenté, ce n'est pas à travers la politique qu'il faut se baser pour construire un projet pertinent ».

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteuses : Marie Morvan (marie.morvan@uha.fr) et Laila El Ghazi (laila.el-ghazi@uha.fr)

Lieu : un café place de la République à Quillan.

Type de rencontre : Entretien d'une heure quinze

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : François Isambert, francois@pisciculturedelafajolle.com

Parcours personnel et professionnel

François Isambert s'est lancé dans la pisciculture par hasard, il était avant journaliste. Il a passé juste avant son installation un bac professionnel agricole qui lui a permis d'obtenir des aides financières à l'agriculture. Il rachète la Fajolle en 2008 dans le cadre d'un choix de vie à la campagne, avec une activité professionnelle sur place, avec son épouse. Il a trouvé la pisciculture à vendre et a repris l'exploitation agricole qui était en cours depuis les années 1990. L'exploitation était déjà labellisée Bio depuis 2001, mais François l'a développée en ajoutant la vente directe dans les grandes villes de la région. Il fait également les marchés à partir du printemps, mais ne « s'exporte » que jusqu'à Montpellier ou Perpignan.

François Isambert n'est pas un natif de la région, mais avant de partir exercer le journalisme, il était dans le Sud depuis le collège. Il précise que son intégration est différente de celle de son prédécesseur à la Pisciculture : bien sûr, il y a toujours cette sensibilité au bien-être des poissons (ce qui veut dire une authenticité du produit ce qui nécessite un territoire cohérent, en accord avec ses écosystèmes), mais son prédécesseur n'avait pas nécessairement cherché à développer l'exploitation ou des activités sociales autour de la Pisciculture tandis que François Isambert adopte une démarche d'approche territoriale bienveillante.

Statut ou fonction

François Isambert est propriétaire et pisciculteur de la Pisciculture de la Fajolle. Il a également été l'un des deux coachs professionnels pour le groupe de lycéens sur la Maison de l'Eau dans le cadre des Start'Up du lycée J. Ruffié.

François Isambert est également impliqué et engagé dans des structures associatives et instances de représentation politique et territoriale locale : François Isambert est le premier adjoint au maire de la Fajolle (ce qui implique de remplacer le maire lors des réunions et assemblées de la communauté de communes) ; secrétaire de la section du Parti Socialiste du Pays de Sault. Il précise que cela implique également l'opportunité de discuter avec des élus de la communauté de communes, car le Président de la communauté de communes est également membre de sa section. Aussi François Isambert dit que ces discussions peuvent avoir des répercussions (sur la situation environnementale, piscicole), mais surtout lorsque les élus sont du même bord politique. François Isambert ajoute cependant que cela ne fait pas le tout, il est d'ailleurs convaincu que « l'Écologie » ne devrait pas être un sujet politisé. Par exemple, la Haute Vallée de l'Aude (HVA) est traditionnellement de gauche, mais récemment Quillan est passé à droite. Toutefois, François Isambert dit qu'il s'entend bien avec. Donc si cela est vrai que des logiques ou stratégies d'affinités, de clientélisme politique peuvent aider, on ne peut se baser seulement dessus, lorsqu'un projet de territoire est pertinent, ce dernier dépasse les logiques de clivages politiques.

François Isambert est également secrétaire de l'association « Le grand Sault » qui regroupe une douzaine de professionnels du tourisme (hébergeurs, guides, agriculteurs). Toutefois, il regrette que cette structure existe seulement sur le petit canton de Belcaire ; il serait plus pertinent d'avoir une structure regroupant l'ensemble des professionnels du tourisme de la HVA.

Structure

François Isambert a intégré à la Pisciculture des ateliers, animations pédagogiques et sensibilisatrices pour les petites classes, collégiens, lycéens et étudiants en filière agricole ou d'ingénierie agricole. Actuellement, ses projets pour la pisciculture se portent sur la transformation de truites. En effet, François souhaiterait innover : il vend actuellement exclusivement du poisson en entier. Ce projet serait la mise en boîte de petits poissons (truitelles), ce qui ne se fait nulle part ailleurs dans le monde (les boîtes actuelles contiennent seulement des poissons de mer qui ne sont pas labellisés bio).

Thématique de l'eau

François Isambert a été contacté par Véronique Gardair pour être le coach professionnel du groupe travaillant sur la Maison de l'Eau, projet sorti de la 3^{e} édition des Start'Up du Lycée J.Ruffié. François Isambert nous raconte que les lycéens sont arrivés un peu par hasard sur l'idée de la Maison de l'Eau, sur un projet transversal. Une de leurs sources d'inspiration pour cette Maison de l'Eau fut le concept de « centre d'interprétation » au Québec : au-delà du musée, il s'agit d'endroit où l'on dépasse le milieu, on interprète la Nature. Cette notion d'interprétation appliquée à celle de partage et à celle de bien commun est riche et rend l'idée de ce lieu innovante et fertile.

François Isambert explique tout d'abord le contexte et les enjeux liés à cette idée de lieu autour de l'eau. Selon lui, le partage de l'eau est un sujet historique sensible et clivant dans le périmètre géographique. Il nous explique en effet qu'historiquement, ce partage difficile trouve son origine dans les concessions cédées à EDF depuis une quarantaine d'années. Au début de cette vision de « partage », les usages « annexes » (à l'époque, essentiellement les activités agricoles) n'étaient pas considérés. Les agriculteurs se débrouillaient comme ils pouvaient. Toutefois la Convention de Matemale vient rééquilibrer le partage des usages de l'eau en intégrant les agriculteurs, ce qui signifie qu'EDF effectue des lâchers d'eau (bien contrôlés et planifiés, sur des périodes prédéfinies, surtout en période estivale, période de sécheresse) afin de permettre l'irrigation des exploitations. Toutefois, lorsque les activités de rafting ont commencé à s'implanter dans la HVA, elles n'ont pas réussi à obtenir d'accord avec EDF pour des lâchers d'eau gratuits en été permettant l'exercice de leur profession. Mais pour François Isambert, ces activités de rafting représentent une activité économique de territoire. Il est donc difficile de concilier intérêts économiques, écologiques et les usages des différents acteurs autour du fleuve. Aussi selon lui, le projet des lycéens était très pertinent, François Isambert pense que le PTCE 3.EVA a décidé de le mettre en avant et de le soutenir au bon moment. François Isambert précise qu'il n'est pas sûr que les jeunes aient saisi sur ces trois journées tous les enjeux environnementaux et de lien social territorial, ils ont surtout vu les intérêts économiques de développer de tels projets.

Pour lui, il est évident qu'il faut commencer par concilier tous les acteurs de l'Eau. Avec quelque chose de cohérent comme base, on pourra ensuite développer des stratégies de communication. C'est une très bonne chose qu'EDF soit intégrée au projet de la Maison de l'Eau. Il nous explique comment il imagine la Maison : une partie EDF avec la présentation de l'hydraulique, hydroélectricité, une partie de sensibilisation à la préservation des milieux aquatiques, une partie produits locaux, une partie présentant les offres et acteurs touristiques. D'une façon assez poétique, il nous explique que pour lui, l'eau est le poumon social et territorial de la HVA ; aussi il imaginerait dans la Maison de l'Eau un parcours autour des activités des acteurs de l'Eau retraçant le parcours naturel du fleuve, du haut jusqu'à la mer, irriguant les hommes et les liens entre eux et entre les hommes et la Nature, irriguant ainsi les toutes les composantes sociales et économiques.

François Isambert nous explique plus en avant ses idées sur la revitalisation du tourisme territorial (qui fait partie des volets à développer selon les lycéens du groupe de la Maison de l'Eau) : il est très pertinent d'associer tourisme et Eau. La HVA dispose d'atouts naturels considérables, mais qui, sans offre ou visibilité, n'attire que les naturalistes convaincus. Le territoire a des atouts au niveau des espèces de rapaces (familles de vautours fauves) avec des sites uniques pour les observer. Il pense également qu'en termes d'idées d'offres à construire dans une logique d'écotourisme, la HVA a également beaucoup d'atouts autour du brame du cerf. En termes d'activités d'eaux vives, le rafting est indissociable d'un projet de valorisation et mise en visibilité touristique : le site de la Pierre Lisse est un des meilleurs spots d'Europe. Toutefois, également pour ce volet touristique et surtout parce que le sujet central reste l'eau ; l'augmentation de la fréquentation touristique se fera seulement s'il y a une conciliation plus efficace entre EDF et les activités de rafting.

Sur la capacité d'hébergement, François Isambert dit qu'elle existe déjà, que Quillan dispose de 6 hôtels (pour envisager dans un premier temps d'attirer une clientèle familiale), mais qui ne sont remplis qu'à 20 % à 30 % de leur capacité totale. François Isambert entend encore des élus dire qu'il faudrait inciter les entreprises à venir ici construire des usines, alors que pour lui il est évident qu'il s'agit d'attirer des touristes. Quillan était en plein essor dans les années 1960, mais avec la fermeture des usines Formica, il faut envisager d'exploiter le volet touristique comme outil de revitalisation du territoire.

PTCE

Pour mettre en place le projet, François Isambert pense qu'il faut désormais une impulsion. Le PTCE 3.EVA pourrait adopter ce rôle d'impulseur, c'est une structure transversale, à l'image de la Maison de l'Eau. Selon elle la réalisation du projet est également conditionnée par le nécessaire accord entre tous les acteurs en présence ; cet accord impliquant un engagement. Si un accord n'est pas présent, le projet ne pourrait se réaliser. Par exemple, sans EDF ou les activités de rafting, la Maison de l'Eau ne serait qu'une maison de l'Environnement.

Le PTCE 3.EVA est selon lui une structure très intéressante, car elle peut obtenir de l'argent public pour des intérêts territoriaux et pour l'emploi et les activités des locaux. Les actions du PTCE doivent être transversales et sa communication axée sur le développement harmonieux du territoire. François Isambert précise que le PTCE doit rester un outil.

Lui est favorable à s'impliquer dans le projet de Maison de l'Eau tant qu'il est là. Finalement, le PTCE permet d'envisager la création d'emplois dédiés à ce projet, contrairement à une association composée exclusivement de personnes bénévoles, qui ne peuvent s'impliquer autant que des salariés et, le plus souvent, s'investissent un temps puis se découragent très vite.

Adrien Arazo - SMMAR

- Nécessité d'une conciliation équitable des intérêts dans une démarche intégrant les acteurs institutionnels, publics, privés et indépendants pour un juste partage du bien commun, également ressource quantifiable et exploitable.

> « La grosse problématique c'est la gestion quantitative, pouvoir faire plaisir à tout le monde, donner de l'eau aux sports quand ils veulent, aux agriculteurs quand ils veulent et stabiliser le niveau pour les pêcheurs quand il le faut. »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteuses : Marie Morvan (marie.morvan@uha.fr) et Laila El Ghazi (laila.el-ghazi@uha.fr)

Lieu : au gîte du Castillou, il s'agissait d'un entretien téléphonique.

Type de rencontre : Entretien téléphonique de quarante minutes

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Adrien Arazo, adrien.arazo@smmar.fr

Parcours personnel et professionnel

Adrien Arazo n'est pas originaire de la région, il a effectué une sorte de tour de France pour ses études (il a eu un brevet de technicien agricole spécialisé en aquatique, une licence professionnelle, un Master 1 et un Master 2) majoritairement centrées autour de la gestion agricole. Avant d'intégrer le Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières (SMMAR), Adrien Arazo travaillait au sein d'un Parc Naturel Régional (PNR).

Statut ou fonction

Adrien Arazo est un Technicien Rivière au sein du Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières (SMMAR) et également directeur animateur du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Il est le référent départemental au niveau de la continuité écologique, c'est lui qui assure le montage de dossiers pour pouvoir réaliser les travaux.

Thématique de l'eau

Adrien Arazo nous parle ensuite du SAGE : il s'agit d'un document de gestion et d'orientation des eaux comprenant des états des lieux, diagnostics, stratégies, plans de gestion durable, règlements. Ce document est approuvé ensuite par un arrêté qui est la ligne directrice pour atteindre le bon état un bon écologique, économique et un juste partage de l'eau afin de :

> *« Lancer la phase de mise en œuvre du programme avec un calendrier assez soutenu des différentes réunions, puisqu'il y a différentes thématiques en matière de gestion quantitative avec les sports d'eaux vives, le partage des rivières et les problématiques de qualité de l'eau. Pour chaque barrage il y a un taux de volume, même si l'eau est un bien commun, il reste des pressions économiques, les agriculteurs achètent eux aussi le volume pour leurs terrains. »*

Le périmètre d'action du SAGE s'étend des débuts de l'Aude jusqu'à Limoux. Ses actions se portent également sur la résorption du déficit et des actions en lien avec les activités hydrauliques, il s'agit du maître d'ouvrage et d'études de tout ce qui touche aux projets liés à l'eau en termes de travaux sur le milieu. Il faut savoir que ces activités, lorsqu'elles ont un impact sur le fleuve, en ont nécessairement un sur la mer : l'onde produite par les lâchés d'eau d'EDF peuvent entraîner une dégradation des milieux aquatiques ainsi qu'une augmentation de la mortalité piscicole annuelle. Adrien Arazo évoque également l'exemple (en termes d'actions isolées, mais impactant l'ensemble du fleuve) à l'aval du fleuve, près de Carcassonne, des agriculteurs et viticulteurs qui captent l'eau par un système gravitaire qui implique comme effet que lorsque la vague lâchée par EDF est « trop grande » (il y a plus d'eau que ce que nécessitent les agriculteurs), il y a nécessairement un gâchis d'eau. Le SMMAR a pour objectifs d'éviter et réduire ces perditions.

Les techniques et approches du sujet de l'eau par le SMMAR sont très institutionnalisées et formelles ; il s'agit d'une approche par la gestion quantitative de la ressource qui est selon Adrien Arazo la problématique majeure de la région. L'eau est certes un bien commun, mais en réalité il y a des millions d'euros derrière, on ne peut pas faire ce qu'on veut avec un mètre cube d'eau, car l'objectif des barrages est l'hydroélectricité, pas les activités de rafting et que ces barrages appartiennent à EDF, ils sont dans la main de ceux qui les tiennent.

> *« Ceux qui décident c'est ceux qui payent il va falloir avoir un cadre institutionnel ce n'est pas avec une discussion au comptoir avec un café à la main qu'on va pouvoir résoudre les tensions, mais par le compromis de chaque acteur qu'on arrivera à avoir le juste partage de la ressource et un équilibre. »*

Structure

Le SMMAR est un interlocuteur pour l'ensemble des acteurs de l'eau. Il s'agit d'un EPTB (Établissement Public Territorial de Bassin) qui a pour vocation la gestion de la lutte contre les inondations et la gestion durable et équitable des ressources. Faire en sorte que chaque acteur puisse bénéficier de façon juste et équitable de la ressource en cohérence avec un bon état écologique. Selon Adrien Arazo, le SMMAR a pour vocation de traiter l'ensemble des problématiques qui gravitent autour de l'Eau.

PTCE

Adrien Arazo ne connaissait pas avant l'entretien le projet de la Maison de l'Eau. Après explication, il a réagi en disant que le SMMAR effectuait et remplissait déjà les missions et objectifs de la Maison de l'Eau, qu'il existe déjà le Pôle Rivière à Limoux pour héberger les projets de cette Maison de l'Eau.

Sur la Maison de l'eau, il conseille au PTCE de se diriger vers l'étude qui a été réalisée sur les eaux vives et le développement des sports d'eaux vives. Mais elle permettrait la mise en avant des rivières et de leurs activités. La Maison de l'eau ne pourrait permettre une résolution du conflit, qui doit être politique et stratégique.

> *« La Maison de l'eau peut être là où on regroupe les clubs de canoë-kayak, un centre de délégation pédagogique au niveau de l'eau avec des sorties que ça soit scolaire ou grand public, mais c'est le sage qui sait quoi, on ne va pas refaire un autre SAGE et retrouver un nouveau porteur… là c'est juste héberger les associations et faire de l'évènementiel, c'est ce qu'elle peut faire, mais pour ce qui est plus un jeu d'acteur, il faut le laisser pour d'autres cadres institutionnels cette fois-ci ».*

Le SMMAR connait le PTCE depuis deux ans. Selon Adrien Arazo, le PTCE a su récolter les fonds pour se structurer autour de 3.EVA ainsi qu'autour d'activités économiques autour de l'eau, autour des thématiques des sports d'eaux vives :

> *« Dans ces différentes réunions, on a des acteurs économiques et le PTE. Ils viennent d'arriver dans le paysage d'acteurs en lien avec l'eau, ils sont assez récents dans le paysage institutionnel ».*

Si le SAGE est encore en adoption, il représente un pouvoir de mise en œuvre d'un planning de réunions pour une gestion quantitative, pour la qualité et l'aménagement de l'eau. Selon lui, le PTCE avait des pistes, mais elles n'ont pas abouti ; il préférerait les rencontrer à travers une certaine méthodologie de travail, dans un cadre institutionnel comme le SAGE.

Le SAGE réunit autour d'un cadre institutionnel et n'est pas opposé à travailler avec le PTCE pour des accords techniques et stratégiques. S'il n'y a pas de cadre institutionnel, s'il n'y a pas de présidents de communautés de communautés, il n'y aura pas de résolution du conflit.

Puisqu'il y'a un déficit énorme sur le quantitatif :

> *« La grosse problématique c'est la gestion quantitative, pouvoir faire plaisir à tout le monde, donner de l'eau aux sports quand ils veulent, aux agriculteurs quand ils veulent et stabiliser le niveau pour les pêcheurs quand il le faut ».*

Mathieu Veyssière – Aude Vive

- Volonté d'avoir une position claire de l'État sur la propriété de l'eau
- Motivé pour créer des partenariats féconds autour de l'eau
- Lassitude des tensions autour de l'eau

« Tout ce qui mettra de l'huile dans les rouages, on est preneur »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteuses : Vanessa Mouanga (vanessa.mouanga-biayenda@uha.fr) et Camille Henrion (henrion.camille@gmail.com)

Lieu : Le Terminus, café en face de la gare de Quillan

Type de rencontre : entretien d'une heure et demie

Éventuelles interruptions : Alain Dast participe aux quinze premières minutes de l'entretien

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identités

Mathieu Veyssière, audevive2015@gmail.com, et Alain Dast alain.sud.rafting@orange.fr

Mathieu Veyssière est président de l'association Aude vive 2015. Il est également gérant de la SARL Roc Aqua et guide de rivière. C'est dans ce cadre que nous l'avons contacté.

Alain Dast est guide de rivière à la SARL Sud Rafting. Les deux professionnels des sports d'eau vive sont basés à Axat, au sud de Quillan.

Ils sont tous deux issus du territoire.

Structure

Aude vive 2015 est une association dont l'objet social est de *« représenter les prestataires d'eau vive de l'Aude à la commission locale de l'eau, la gestion de la convention EDF des lâchers d'eau sur le département de l'Aude »*[1]. Cette association vise à améliorer les conditions de travail des prestataires d'eau vive qui deviennent, selon Mathieu Veyssière et Alain Dast, de plus en plus difficiles.

Thématique de l'eau / maison de l'eau

Alain Dast : quelle propriété pour l'eau ?

Mathieu Veyssière rencontre par hasard Alain Dast sur notre lieu de rendez-vous. Alain Dast commence l'entretien avec nous, mais ne peut rester que 15 minutes. Il nous parle donc rapidement et directement de sa position sur la thématique de l'eau et nous donne son avis sur la maison de l'eau.

[1] https://www.gralon.net/mairies-france/aude/association-association-aude-vive-2015-axat_W112001364.htm

Sa principale préoccupation est que l'État adopte une position claire sur les questions suivantes : la propriété de l'eau bien commun de l'humanité, de la nation ou bien marchand, et les modalités précises de sa gestion. Il s'agit notamment de se prononcer sur la légitimité des indemnités, concernant les lâchers d'eau, demandées par EDF aux prestataires d'eau vive. Cela questionne donc le statut de l'eau.

Il nous parle de la difficulté de payer dans un "cadre assez flou" de 2002 à 2015. Il demande des décisions légales et prises "dans les règles de l'art" et pour respecter les décisions étatiques en toute légitimité. Il entend cependant peser dans le débat public pour faire entendre ses intérêts.

> *« Nous ce qu'on demande c'est ne pas de ne pas payer, mais que ce soit organisé par l'État, défini et fait par un prestataire et que nous ensuite on n'ait plus qu'à régler »*

Pour cela, il fait partie de l'association Aude Vive 2015 et des syndicats locaux et nationaux visant à défendre les intérêts des professionnels d'eau vive. Ils participent activement à la commission locale de l'eau pour peser dans le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) rédigé par le SMMAR (Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières).

Il évoque ensuite une certaine lassitude face à la situation qui devient de plus en plus "critique ». Le nombre de structures de l'eau vive diminue ainsi que le nombre de salariés. *« Depuis qu'on est en bisbille, ils ne veulent plus lâcher d'eau. La conséquence de notre combat est économique... »*

Concernant la maison de l'eau, il y est plutôt favorable avec une grande réserve : il ne faut plus d'acteur sur l'eau, il en existe déjà beaucoup. Il nous dit être partant pour participer à des actions concrètes dans le cadre d'un partenariat avec les autres acteurs de la rivière.

Mathieu Veyssière : l'État doit statuer sur la gestion de l'eau

Mathieu Veyssière continue l'entretien tout en affirmant être d'accord avec ce que nous a dit son collègue. La raréfaction de l'eau cristallise les tensions entre les différents usagers de cette eau.

Il nous explique en détail le délicat équilibre qui se joue entre EDF et eux, les prestataires d'eau vive. EDF gère le débit de l'eau par les lâchers d'eau effectués pour produire de l'électricité. Ces lâchers doivent correspondre avec les moments d'usage de l'eau des prestataires d'eau vive. Ces moments ne coïncident cependant pas toujours avec une production optimale d'électricité.

Les professionnels d'eau vive payaient le "manque à gagner" à EDF jusqu'en 2015. Une grande sécheresse en 2016 les a empêchés d'exercer leur activité. Ils ont donc refusé de payer EDF. Ils continuent à collaborer uniquement avec les agriculteurs qui acceptent de leur laisser quelques mètres cubes.

Ce sont à peu près les seuls prestataires d'eau vive en France à être dans une configuration telle avec EDF.

Dans l'objectif de disposer d'un cadre juridique clair autour de « l'indemnisation » d'EDF, l'association Aude Vive 2015 décident de commander une étude sur la mise en place d'une redevance. Cette étude dont le coût est de 30 000€ est financée par la PTCE.

Un juriste étudie la faisabilité de cette redevance. Celle-ci serait, au même titre qu'une taxe de séjour, une contribution financière payée par les clients des sports d'eau vive pour l'entretien des berges notamment et pour éventuellement compenser d'EDF.

Selon Mathieu Veyssière et Alain Dast, EDF serait favorable à la mise en place de cette redevance. Les deux professionnels attendent cependant les décisions des recours qu'ils ont entamé auprès du tribunal pour clarifier cette situation ambigüe.

Reste la question de la légitimité du paiement à EDF pour un accès à l'eau.

Le conflit qui oppose les professionnels de l'eau vive de la région de Quillan à EDF est très suivi au niveau national, notamment par le syndicat SNGPCKDA (Syndicat National des Guides Professionnels Canoë Kayak et Disciplines Associées) *« Ils sont sans doute plus motivés que nous ».* Le syndicat national craint que d'autres territoires n'aient à faire face aux mêmes tensions à l'avenir et craint la jurisprudence qui pourrait découler des décisions prises dans l'Aude.

Mathieu Veyssière reconnaît volontiers la liste des activités prioritaires autour de l'eau établie dans le cadre du SMMAR, mais tient tout de même à garder une place dans cet écosystème et à continuer de faire bénéficier des sports d'eau vive toutes les personnes qui le souhaitent. Il veut trouver une manière de continuer de pratiquer son métier dans des conditions acceptables. Il se soumettra à la décision de l'État et souhaite qu'elle soit rapidement établie.

En effet, il nous dit être lassé de cette attente, de cette tension *« On ne sait pas si on va pouvoir continuer nos métiers. On aimerait le savoir tout de suite histoire d'aller faire autre chose... »*. Il nous dit tout de même rester déterminé à faire valoir leur point de vue sur le paiement de l'eau *« on ne lâchera pas sur le principe de paiement de l'eau tant que le tribunal n'aura pas statué. Nous on veut que si on doit nous imposer un paiement, ce soit l'État qui nous l'impose ».*

Par ailleurs, Mathieu Veyssière nous parle des choses faites pour améliorer la situation comme la passe mixte en construction, pour laisser passer poissons et bateaux à travers le barrage. Le préfet, qui gère une liste des ouvrages à aménager, a donné son aval pour ces travaux.

Il nous parle également des représentations qu'ont la plupart des gens sur les activités d'eau vive, souvent vues comme un sport extrême. Il nous rappelle que la plupart des activités sont plutôt douces et permettent d'adopter un autre point de vue sur la rivière. Seule l'activité de rafting cible les personnes aimant les sensations fortes et nécessite des lâchers d'eau importants.

Maison de l'eau

Mathieu Veyssière se projette dans le projet de la maison de l'eau et imagine les actions qu'il pourrait mener en tant que professionnel d'eau vive.

« On peut embarquer avec nous un naturaliste pendant la descente pour qu'il explique la faune, la flore. Ce qui est caractéristique de notre activité, c'est qu'on a une vision de l'eau qui est différente. De la rive on ne voit pas la même chose que dans le cours d'eau. C'est des choses qu'on a faites, qu'on peut refaire ».

Il est plutôt favorable à cette idée de maison de l'eau *« tout ce qui mettra de l'huile dans les rouages, on est preneurs ».* Il nous rappelle que la priorité reste de connaitre la position de l'État sur leur métier d'eau vive, s'ils peuvent continuer de l'exercer et dans quelles conditions (continuer de devoir payer EDF ou non).

PTCE

Le PTCE les a aidés à financer l'étude sur la mise en place d'une redevance. Il n'a pas tellement d'attentes supplémentaires du PTCE. Pour lui, la coopération pour la maison de l'eau est réaliste et positive, mais les enjeux plus "critiques" autour de l'eau dépassent ce cadre et nécessite un positionnement fort de l'État.

Pierre Pech - chambre d'agriculture

- Christophe Bonnemort aurait envie de porter le projet de maison de l'eau
- Pas d'impact de l'Aude sur les agriculteurs du territoire
- Projet économiquement viable

> « L'eau, ou on l'a et il faut la maîtriser pour vivre, ou on ne l'a pas comme le secteur Corbière et ça se désertifie »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteuses : Vanessa Mouanga (vanessa.mouanga-biayenda@uha.fr) et Camille Henrion (henrion.camille@gmail.com)

Lieu : SAPIE

Type de rencontre : entretien d'une heure et demie.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité

Pierre Pech, pierre.pech@aude.chambagri.fr

Pierre Pech est conseiller d'entreprise à la chambre d'agriculture. Il est natif du territoire de l'Aude. Il travaille depuis toujours sur le territoire. Il accompagne l'installation de jeunes agriculteurs. Il les aide à consolider leur modèle économique, toucher des fonds dédiés et pérenniser leur exploitation. Il a suivi l'évolution du secteur agricole et constaté l'agrandissement des exploitations et la chute de leur nombre. Selon lui, la population est vieillissante et l'économie est un secteur sinistré.

Il est également coach à Start-up Ruffié du projet « O2 Vallée » ou maison de l'eau, c'est principalement dans ce cadre que nous l'avons contacté.

Structure

La chambre d'agriculture suit les agriculteurs dans leurs activités. Elle peut également être partenaire de projet proche de leur thématique. Ils connaissent bien la CAVALE. Elle est très ancrée dans le territoire et connaît parfaitement ses problématiques et spécificités. Elle ne travaille *a priori* pas avec le PTCE, mais pourrait le rejoindre sur des projets ou sujets communs.

Selon Pierre Pech, les agriculteurs seraient bien sensibilisés à la problématique climatique et intégreraient progressivement de nouvelles pratiques dans leur métier. Aujourd'hui, nettoyer les machines qui diffusent les pesticides dans les champs est mal vu, alors que c'était courant il y a encore une décennie.

Thématique de l'eau / maison de l'eau

Nous avons contacté Pierre Pech dans le cadre du coaching réalisé auprès des lycéens qui ont travaillé sur la thématique de l'eau. Pierre Pech, l'enseignante Carole Tailhan et François Isambert ont accompagné les élèves dans l'élaboration du projet de la maison de l'eau. *« Il fallait bouger un peu les jeunes, c'était difficile de les intéresser.* »

Il nous a raconté l'émergence de ce projet qui a été facilitée grâce à ses connaissances, notamment en matière de création de modèles économiques, et à son réseau sur le territoire. *« À différents stades, au niveau du lien avec les partenaires, aider les gamins, niveau prévisionnel, élaborer un programme avec un business plan, regarder avec le FSE, un peu de FEDER[2]… »*

Pierre Pech nous évoque les positionnements des différents acteurs de l'eau concernant le projet de la Maison de l'Eau.

Les agriculteurs

Selon Pierre Pech, les agriculteurs qu'il accompagne ne sont pas directement touchés par la gestion de l'Aude. En effet, l'Aude irrigue les terres agricoles plus au sud non la Haute Vallée de l'Aude. Il nous explique la physionomie des bassins qui alimentent en eau les agriculteurs locaux.

Pierre Pech nous parle des enjeux liés à la gestion du débit de l'Aude. Différentes activités existent autour de cette ressource. EDF lâche les mètres cubes d'eau dont les sports d'eau vive ont besoin pour faire vivre leur activité professionnelle.

La commune de Quillan

Pierre Pech nous dit avoir échangé avec le maire de Quillan lors de la Start'up. Ce dernier serait "favorable à un tel projet si tant est qu'il s'en souvienne". Les retombées économiques d'un tel projet pourraient être positives pour l'économie de la commune. Pierre Pech nous explique que le maire de Quillan est très actif et fait beaucoup pour le développement de sa commune et sa revitalisation. Il considère que le maire gère l'argent de manière bénéfique, ce que Pierre Pech met en lien avec la carrière de comptable dans l'hôtellerie du Maire.

EDF

Pierre Pech nous dit que l'EDF serait également partie prenante. Les salariés d'EDF pourraient fabriquer des maquettes pour expliquer la manière de produire de l'électricité à partir de la force de l'eau.

Les professionnels de l'eau vive

Les sports d'eau vive seraient également volontaires pour envisager des activités kayak dans le cadre de ce projet.

Les naturalistes

Les associations de sensibilisation à la faune et la flore locale. François Isambert, la pisciculture produisant des truites bio est également enthousiaste à l'idée de réunir tous ces acteurs autour d'un projet non polémique.

Pierre Pech ne met pas exergue de réel frein à la mise en place d'un tel projet. *« Les tensions cristallisées autour de cette ressource rare sont d'un autre ordre et concernent plus l'échelon étatique qui doit statuer sur les modes de gestion ».* Travailler ensemble simplement à l'éducation et la pédagogie des jeunes et moins jeunes ne soulève pas de problèmes majeurs. L'équipe a pu mesurer l'aspiration des différents acteurs à collaborer pour structurer les partenariats et l'offre de services autour de cette maison de l'eau.

Regard de Pierre Pech sur le projet de Maison de l'Eau

Malgré la qualité du travail produit, le projet n'a pas gagné le concours de Start-Up. Selon Pierre Pech, l'oral aurait disqualifié les lycéens manquant encore un peu d'aisance.

[2] FEDER : Fond Européen de Développement Régional http://www.europe-en-france.gouv.fr/L-Europe-s-engage/Fonds-europeens-2014-2020/Politique-de-cohesion-economique-sociale-et-territoriale/FEDER

Selon Pierre Pech, l'Aude et plus généralement l'eau définissent de plus en plus la viabilité et la richesse d'un territoire. Il considère donc cette maison de l'eau comme une bonne idée. « *Ou on l'a (l'eau) et il faut la maîtriser pour vivre et si on a pas comme secteur Corbière, le secteur se désertifie »*. Cette eau est essentielle à l'agriculture. Les exploitations sont obligées de s'agrandir pour avoir suffisamment d'herbe pour nourrir les bêtes et avoir les moyens d'acheter du foin lorsque l'eau manque.

Ainsi tout ce qui concerne la pédagogie autour de l'eau et la réduction des tensions entre les différents acteurs est bon à prendre.

Implication de la Chambre d'agriculture ?

Lorsque nous interrogeons sur une potentielle implication de sa structure, il nous parle du service de l'eau au sein de la chambre d'agriculture et affirme l'intérêt porté à la question de l'eau : *« On est partie prenante à partir du moment où on parle du milieu aquatique, la chambre d'agriculture doit être un partenaire ».*

Quel porteur pour la maison de l'Eau ?

Ce porteur pourrait, selon Pierre Pech, être Christian Bonnemort, directeur de la CAVALE, coopérative agricole. *« Christophe Bonnemort a bien envie de piloter ce projet-là ! Et si c'est le cas, la chambre d'[agriculture] prêtera les compétences pour que le projet se concrétise ».*

PTCE

Pierre Pech ne connaît pas réellement le PTCE 3.EVA. Selon lui, le PTCE n'a pas été présenté lors de l'événement Start'up.

« J'ai découvert le sigle à la fin de la Start-Up, ils disaient ce truc-là [la maison de l'eau] il faut qu'on le fasse rentrer dans le PTCE, c'est une bonne idée… »

Pierre Pech ne voit pas de lien évident entre la maison de l'eau et le PTCE. Il n'a pas d'attente particulière vis-à-vis du PTCE. Il souhaite toutefois en comprendre le fonctionnement et les interactions qu'il pourrait avoir avec lui. *« C'est difficile d'avoir un avis, je ne sais pas comment ça fonctionne ». « Ils mettent quoi à disposition ? Des moyens humains, financiers…? » « Est-ce que quelqu'un pilote ça ? ».*

Territoire

Il voit qu'aujourd'hui la conscience écologique est largement ancrée sur le territoire auprès des agriculteurs et que la problématique de l'eau est connue. La chambre d'agriculture est prête à soutenir les initiatives allant dans ce sens.

Il considère la coopération comme étant une bonne chose. Ainsi, il nous esquisse un territoire qui change avec les enjeux climatiques, la prise de conscience d'une ressource essentielle en raréfaction et l'application des règles européennes qui conditionnent les aides à l'installation des agriculteurs contribuent à changer les comportements vis-à-vis de l'eau.

Annexes – comptes - rendus du groupe « Déchets et écoconstruction »

Jean-Christophe Fuster, Émeric Vidal et Gilles Rivière – Batipole

- Batipole est fortement ancré sur son territoire
- Batipole propose aujourd'hui une formation à distance, en réponse aux problèmes de mobilité sur le territoire. Et le centre de formation souhaite s'impliquer davantage encore sur cette problématique.
- Beaucoup de personnes restent à Limoux après la formation sur l'écoconstruction

> « L'intérêt du PTCE c'est la mobilisation des forces du territoire. Il y a différents acteurs qui sont dans des domaines de compétences assez différents. Chacun peut apporter des idées et des projets à développer. L'intérêt c'est l'union de ces différents acteurs du territoire. » (Jean-Christophe Fuster)

Contexte de l'entretien :

Date : Mardi 23 janvier 2018

Enquêteuses : Céline Vesin, celine.vesin@uha.fr et Frédérique Caillaut, frederique.caillaut2@uha.fr

Lieu : bureau de M. Fuster, locaux de Batipole, Saint Martin de Villeréglan

Type de rencontre : entretien d'une heure suivie d'une visite de 30 minutes des ateliers pédagogiques

Fiche d'identité des personnes rencontrées

Identités : Jean-Christophe FUSTER, jcfuster@gmail.com, www.batipolelimouxin.com

Gilles RIVIERE, gilles.oprp@gmail.com

Émeric Vidal (EV), emericbatipole@gmail.com

Nous avons contacté Jean-Christophe Fuster en sa qualité de Directeur de Batipole afin de mieux connaitre le centre de formation, ses liens avec les acteurs des déchets et de l'écoconstruction du territoire et sa connaissance du PTCE 3.EVA.

Parcours personnel et professionnel

Jean-Christophe Fuster

Jean-Christophe Fuster est originaire de Toulouse.

Il a une formation initiale d'analyste programmateur en informatique, et s'est formé ensuite à la gestion. Arrivé dans le Limouxin il y a 20 ans, il est salarié de Batipole depuis 2010. D'abord Responsable Administratif, il est le Directeur du centre de formation depuis 2015.

Gilles Rivière

Gilles Rivière vient de la région de Carcassonne. Après avoir fait des études de dessinateur collaborateur d'architecte et chef de chantier, il a commencé par travailler sur des chantiers à Toulouse. Animé par des convictions écologiques, il ne s'épanouissait pas dans ce secteur.

Gilles Rivière est parti vivre au Bénin où il travaillait dans un bureau d'études et aidait des personnes à se former au dessin. De retour en 2006 dans sa région d'origine, il a suivi la formation Ecoconstruction à Batipole et complété sa formation de dessinateur.

Il est salarié par Batipole depuis 2010 en tant que formateur en écoconstruction et coordinateur de la formation OPRP (Ouvrier Professionnel en Restauration du Patrimoine)

Emeric Vidal

Originaire de la région marseillaise, Émeric Vidal est formateur depuis 15 ans, d'abord au Greta de Carcassonne puis en tant que prestataire pour Batipole. Depuis 2013, il est salarié par Batipole et occupe aujourd'hui la fonction de Responsable Pédagogique du centre de formation.

La structure

Les activités de la structure

L'association Batipole a été créée en 1989, avec la volonté politique d'adosser un centre de formation à l'entreprise voisine Savardun Terre Cuite et ainsi permettre aux artisans clients de se former. Suite à de nombreuses fermetures d'usines dans le Limouxin, il a été décidé de réorienter le centre Batipole à répondre à des appels d'offres de la région pour des formations destinées aux demandeurs d'emploi.

Batipole a trois sites de formation : le centre principal et historique de Saint Martin de Villeréglan, un centre à Quillan et un autre à Lézignan.

Batipole propose des formations qualifiantes et diplômantes de niveau V à III dans quatre domaines :

- L'écoconstruction. Ce sont des formations sur une durée allant jusqu'à neuf mois : Ouvrier Professionnel en Restauration du Patrimoine (OPRP), Ouvrier Professionnel en Ecoconstruction (OPEC), les deux de Niveau V ; Chef d'Equipe en Performance Energétique de Niveau IV.
- Une dizaine de centres proposent ce type de formations en France.
- Batipole a démarré la formation à l'écoconstruction en 2006, de façon expérimentale, animé par une conviction écologique forte de la Directrice du centre Mme Mervoyer ainsi que la Responsable Professionnelle de la région Languedoc-Roussillon et M. Eberhard aujourd'hui à la SCOP BTP.
- La logistique : formation de Niveau V d'Agent magasinier et d'Agent Technique de Déchèterie
- La conduite d'engins : CACES de Niveau V
- Le tertiaire : formation d'Assistante de Vie et aux Familles de Niveau V ; Secrétaire Comptable de Niveau IV ; Web Designer de Niveau III ; différentes formations préqualifiantes dans le cadre du dispositif Cap Métiers

Batipole propose également une activité d'encadrement de chantiers d'insertion.

Aujourd'hui Batipole encadre le Chantier de la mairie de Castelnaudary (encadrement, accompagnement social et formation) et celui de la mairie d'Alet-les-Bains (formation).

Enfin, Batipole gère le dispositif Active Emploi de Pôle Emploi.

Profil des publics en formation à l'écoconstruction

Les formations s'adressent aux demandeurs d'emploi, dont le projet a été validé par Pôle Emploi, et qui sont en reconversion ou désireux de compléter leur formation initiale. Il y a également des salariés dans le cadre de CIF (Congé Individuel Formation) et quelques financements privés.

Le profil des apprenants a évolué. Jusqu'au début des années 2000, il s'agissait surtout de publics âgés de moins de 25 ans. Aujourd'hui, on trouve en plus de ces publics, des personnes de plus de 40 ans et en reconversion. Leur niveau d'études va de la 3ème à Bac +7.

Concernant les apprenants en écoconstruction, ils viennent de toute la France se former à Batipole et sont généralement animés par des convictions écologiques.

Jean-Christophe Fuster constate que sur l'écoconstruction, les apprenants sont plus mobiles que sur les autres domaines.

Jusqu'en 2012, beaucoup de candidats venaient pour un projet personnel et non professionnel. Dès lors que le financement est devenu public, un objectif de retour à l'emploi a été fixé, de ce fait il y a une sélection plus importante des personnes. On est passé de quarante à quinze candidats par formation pour une dizaine de places.

Ressources

75% des ressources sont issues des financements publics de la Région Occitanie, l'autofinancement représentant 25% des ressources.

Ancrage de la structure dans le territoire

Le centre de formation Batipole est fortement ancré sur son territoire et les liens avec les acteurs de l'écoconstruction sont importants. D'une part, les intervenants professionnels – artisans et entrepreneurs – viennent du territoire de la Haute Vallée de l'Aude. Ensuite, les apprenants sont amenés à faire des stages pratiques et ce généralement dans les entreprises du territoire. Régulièrement, d'anciens stagiaires de Batipole qui ont depuis créé leur entreprise, accueillent à leur tour des élèves en écoconstruction. Enfin, Batipole – par le biais de Facebook - met régulièrement à disposition des acteurs son réseau d'apprenants pour leur faciliter les recrutements.

Projets

Les formations proposées par Batipole s'inscrivent dans le cadre d'appels à projets de la Région Occitanie. De ce fait, le centre de formation bénéficie de peu de liberté quant au choix des domaines et modalités de formation. Aujourd'hui, Batipole prépare l'appel à projets 2019-2022 en fonction de la demande régionale. Toutefois, Batipole souhaite développer la plateforme de formation à distance afin de répondre à une problématique de mobilité sur le territoire de la Haute Vallée de l'Aude.

Les déchets et l'écoconstruction

Batipole se fournit en matériaux locaux pour les besoins suivants :

- Le bois provient d'une scierie locale à Quillan ;
- La pierre est livrée depuis une carrière de Roquetaillade ;
- La paille est achetée aux agriculteurs du Razès ;
- La terre est ramassée chez des particuliers aux alentours, sur des chantiers de terrassement ;
- La lauze est récupérée dans l'Aude.

Seuls le grès et l'ardoise proviennent d'Espagne.

La paille utilisée pour l'écoconstruction est considérée comme un déchet de l'agriculture.

Aujourd'hui la botte de paille est surtout destinée à l'isolation avec sa résistance thermique doublée en comparaison au béton, elle peut ainsi remplacer l'isolant polystyrène, pour un coût moindre.

Il y a quelques constructions avec des murs porteurs en bottes de paille, mais il manque encore les règles professionnelles associées pour développer la solution réellement.

Des agriculteurs du territoire ont souhaité s'associer au développement de l'écoconstruction en proposant des bottes de paille, réalisées avec des botteuses carrées. Bien que la paille soit considérée comme un déchet, la botte une fois compressée doit être contrôlée en humidité et masse et au besoin ventilée, elle donc doit respecter des caractéristiques comme tout autre produit.

La paille, déchet de l'agriculture, présente donc un certain nombre d'avantages pour les différents acteurs et la filière mérite d'être développée.

La structure et le PTCE 3.EVA

Connaissance du PTCE et implication

Jean-Christophe Fuster connait le PTCE et ses projets, Batipole s'y implique au travers des réunions organisées.

Les apports du PTCE

Selon Jean-Christophe Fuster, le PTCE mobilise les forces du territoire, les acteurs avec des idées et des projets à développer. L'intérêt est l'union de ces acteurs dans une logique de liens avec le territoire. Le PTCE est un accélérateur d'idées. Toutefois, le frein à l'implication dans le PTCE est le manque de temps et la charge de travail quotidienne. Batipole et le PTCE ont pu se rencontrer et travailler ensemble dans le cadre du projet de plateforme de formation à distance.

Les attendus du PTCE

De façon générale, Jean-Christophe Fuster attend du PTCE qu'il aide à développer de nouveaux projets et qu'il accompagne les idées tant dans leur organisation et que dans la mise en œuvre. Sur le projet de plateforme de formation à distance, le PTCE pourra contribuer au développement de l'outil.

Opportunités et perspectives

Batipole souhaite s'impliquer dans des projets pouvant répondre aux problèmes de mobilité sur le territoire. Une idée pourrait être d'utiliser les 5 maisons de services du territoire (anciens locaux de la Poste) et les mettre à disposition de publics pour de la formation, également de l'accompagnement social ou d'autres services. Ce type de projet pourrait être impulsé par le PTCE.

Tommy Dugelay - Batiscop

- L'éco construction : des chantiers éthiques nécessitant une sensibilité aux valeurs écologiques de la part des clients
- Une difficile utilisation des matériaux recyclés dans la construction, car une exigence de taille et de solidité à respecter
- La nécessaire mobilisation de tous les acteurs pour que les dynamiques, comme le PTCE, fonctionnent
- La difficulté de passer du temps et de l'énergie dans des partenariats lorsque l'activité de la structure est déjà bien chargée.

> « Comme dans tous les partenariats, [dans le PTCE] il peut y avoir un échange d'informations et de compétences qui peut être intéressant »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêtrices : Frédérique Caillaut (frederique.caillaut2@uha.fr) et Céline Vesin (celine.vesin@uha.fr)

Lieu de la rencontre : dans les bureaux de la structure Batiscop à Campagne-sur-Aude

Type de rencontre et durée : entretien d'une heure

Éventuelles interruptions : Avant notre rendez-vous avec Tommy Dugelay, nous avons également rencontré Thomas Delcambre – co fondateur de Batiscop.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Tommy Dugelay, contact@batiscop.pro

Tommy Dugelay est l'actuel gérant de Batiscop. Natif de Lyon, il a grandi dans les Pyrénées-Orientales qu'il a quittées à l'âge de 15 ans pour aller dans le Jura – vers Besançon – afin de suivre une formation professionnelle avec les Compagnons du Tour de France. Il a fait 3 ans de CAP/Bac pro, réalisé le Tour de France et est parti vivre en Bretagne puis à l'île de la Réunion. C'est animé par des valeurs écologiques, qu'il décide de se tourner vers l'écoconstruction.

De retour dans la région de la Haute Vallée de l'Aude (HVA) en 2006, il a commencé par créer une entreprise indépendante, dans laquelle il a travaillé 2 ans et demi avant de créer Batiscop avec Thomas Delcambre et Jakob Jäzosch. Au départ, le trio n'a pas de notions précises à propos des SCOP, puis ils découvrent les opportunités que peut fournir cette structure : les rapports humains, le peu de hiérarchie, l'autonomie…

Ils décident alors de créer Batiscop fin 2010. L'aventure a donc déjà bientôt 8 ans.

La structure

Fin 2010 est alors créée la SARL SCOP « Batiscop ». Au départ, ils étaient trois – les trois fondateurs – puis ont commencé petit à petit à embaucher des apprentis, des stagiaires, des CDD/CDI, pour être aujourd'hui au nombre de huit salariés, dont deux apprentis.

Il est prévu statutairement que la gérance tourne régulièrement entre les membres fondateurs. Aujourd'hui, c'est Tommy qui est à la gérance de la SCOP. Le gérant s'occupe de tout ce qui est considéré comme « hors chantier ».

Les clients de la SCOP sont principalement des particuliers. Ils n'ont pratiquement pas de chantiers publics, car difficiles d'accès pour le moment dû aux surcouts que peuvent entrainer cette construction par rapport à une autre plus « classique ». Les architectes et conducteurs de travaux sont, pour la plupart, peu confrontés à des chantiers de ce type, ce qui accroit la croyance que ceux-ci sont plus difficiles à mettre en œuvre, plus compliqués, plus durs à gérer. Ces chantiers, éthiques, nécessitent donc une sensibilité aux valeurs écologiques de la part des clients.

Les réalisations de Batiscop sont des hangars agricoles (stockage de foins, bâtiments d'élevage…), des maisons en bois (environ 2 à 3 par an) neuves ou des extensions, de la rénovation, des charpentes, des couvertures. Mais également tout ce qui est « intérieur » : les cloisons, l'escalier, le parquet.

Pour leur construction, Batiscop utilise du bois, principalement du Douglas, car c'est un bois que l'on peut trouver sur le territoire de la Haute Vallée de l'Aude. De plus, c'est un bois très solide, ne nécessitant pas toujours de traitement. Ils utilisent également des matériaux recyclés tels que la ouate de cellulose – servant d'isolant, car ayant une très bonne capacité thermique. Il est compliqué d'utiliser d'autres matériaux recyclés pour la construction, car le bois doit répondre à une certaine exigence de taille suivant les constructions (comme avoir les bonnes mesures) ainsi qu'une exigence de solidité.

Concernant le futur de la structure : ils espèrent, dans un premier temps, trouver un terrain afin de construire leur propre atelier de charpente. Et dans un second temps, développer l'outil informatique. Pour le moment, de nouvelles embauches ne sont pas à l'ordre du jour : il est tout d'abord important que la SCOP fasse croître son nombre d'associés.

Tommy conclut en ajoutant que les projets sont « à faire en fonction de ce que chacun peut emmener à l'entreprise. »

Il remarque que les clients sont de plus en plus animés par les valeurs écologiques. Il estime que la promotion de l'écoconstruction et de Batiscop s'effectue à 80% par le bouche-à-oreille ; leur site internet et les pages jaunes participent également. Le contact client est quelque chose d'important pour eux. De plus, il est à noter que de nombreux stagiaires de Batipole (centre de formation à l'éco construction) ont effectué leur stage auprès de Batiscop.

La thématique de l'écoconstruction

L'éco construction, c'est la promotion du « local, de matériaux sains et nobles, et une mise en œuvre ». Il faut que ce soit une construction sensée.

La maison bioclimatique peut chapoter une maison passive et une maison positive. Lorsqu'on parle d'une maison bio climatique, ceci signifie que la maison va être bien orientée, sur un bon versant, avec de bonnes ouvertures au sud et bien isolée. Certaines maisons créent elles-mêmes de la chaleur sans que l'on ait besoin d'allumer le chauffage par exemple. La différence entre ces deux types de maisons réside dans le fait que la maison passive sera très bien isolée, on peut ainsi dire qu'elle s'auto gérera au niveau de la chaleur alors que la maison positive va créer de la chaleur.

D'un point de vue économique, les normes évoluent assez rapidement, il est donc difficile d'évaluer si les éco constructions sont plus ou moins chères que les constructions avec des parpaings dites « classiques ». Cependant, l'exigence des règlementations (RT 2012 et RT 2020) entraine une augmentation des tarifs des maisons en parpaings, permettant ainsi une quasi-équivalence de tarifs entre ces deux types de construction.

Dans la HVA, les personnes sont sensibles depuis longtemps aux questions d'écoconstruction : la proximité à la nature y étant pour beaucoup. De plus, Tommy note une certaine prise de conscience et de confiance concernant l'éco construction qu'il n'y avait pas avant ; l'impact environnemental étant moindre par rapport aux constructions dites classiques.

En 2010 – date de création de Batiscop – il y avait déjà plusieurs entreprises d'éco construction. Depuis, certaines ont arrêté leur activité et d'autres ont vu le jour. Aujourd'hui, ils sont désormais 3 à 4 entreprises d'éco construction sur ce territoire.

Le PTCE

Tommy nous confie qu'ils n'avaient jamais entendu parler du PTCE 3.EVA avant aujourd'hui. En lui expliquant en quoi consiste ce PTCE, il remarque que « comme dans tous les partenariats, il peut y avoir un échange d'informations et de compétences qui peut être intéressant ». Mais que, pour autant, il est difficile de passer de l'énergie et du temps dans un partenariat « lorsque l'emploi du temps est déjà bien chargé et qu'il y a du travail pour les 3 ou 4 prochains mois. ». Par ailleurs, cette démarche lui rappelle qu'il y en avait eu une similaire qui n'avait jamais abouti : ils n'avaient pas eu de retour.

Pour autant, il voit la possibilité d'une sensibilisation à l'écoconstruction grâce aux rendez-vous et réunions du PTCE 3.EVA. Il est d'ailleurs convaincu qu'il est important de mobiliser tout le monde, des mairies aux élus. Il n'évince pas l'idée que s'il y a une dynamique intéressante « ils pourront voir comment ceci fonctionne », et ainsi participer à des initiatives et proposer des idées.

Joerg Ellerwald - B-t-p

- L'écoconstruction est un vecteur de l'économie locale et un modèle d'économie circulaire. C'est un mode de construction qui présente de nombreux avantages, économiques, énergétiques, pédagogiques, ou encore sur la santé.
- La formation d'un cluster de l'écoconstruction dans la Haute Vallée de l'Aude représente une opportunité très intéressante de développement pour le territoire, qui rassemble déjà les acteurs-clés de ce projet.

> « Je trouve que [l'écoconstruction] fait du bien à la planète, du bien aux gens, et du bien à la nature, donc je ne vois pas le moindre inconvénient dans ce mode de construction, surtout en comparaison avec le conventionnel »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteur·se·s : Ioan Bengel (ioan.bengel@uha.fr) et Ann-lise Rosio (ann-lise.rosio@uha.fr).

Lieu de la rencontre : nouveaux locaux de la coopérative, dans laquelle elle s'était installée depuis moins d'une semaine.

Type de rencontre et durée : entretien d'une heure et quart

Information complémentaire : présence durant l'entretien d'un architecte stagiaire.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Joerg Ellerwald, joerg@scop-btp.eu

Parcours personnel et professionnel

J.E. est né en Allemagne, où il a accompli ses études jusqu'au baccalauréat. Il a eu plus d'une vie et s'est reconverti à de maintes reprises avant de s'investir dans la SCOP b-t-p (Bois Terre Paille) : de bûcheron à tenancier d'un café, en passant par le secteur de l'informatique et l'élevage biologique de cochons. Il est parti d'Allemagne vers le Sud, pour terminer ses voyages à Limoux. Et il a adopté cette région qu'il n'a plus jamais quittée. C'est en cherchant à bâtir sa propre habitation qu'il est venu à l'écoconstruction, par l'autoformation et les conseils de deux amis qui travaillaient dans ce domaine (dont Dirk Eberhard, qui était le directeur de Batipole[3] et le gérant d'une petite société en écoconstruction). Le projet de la SCOP est né au moment où Joerg Ellerwald cherchait une nouvelle reconversion. Comme le métier lui plaisait et qu'il correspondait en tout point aux valeurs qu'il avait toujours défendues et à ses idéaux, il a tout de suite accepté.

Statut ou fonction

Joerg Ellerwald fait partie des six sociétaires fondateurs de la coopérative. Il est en devenu l'un des deux gérants en 2014, et assume donc de ce fait les tâches administratives et comptables de la société tout en continuant à travailler sur les chantiers.

[3] Voir la fiche de synthèse de l'entretien qui a été faite au centre de formation Batipole

Structure

Les activités de la structure

La SCOP b-t-p est spécialisée dans la construction et la rénovation écologique de maisons individuelles. Elle utilise pour cela des matériaux biosourcés, et refuse l'utilisation de polystyrène ou de laine de roche par exemple. b-t-p fournit également à ses clients des conseils concernant les éléments bioclimatiques, sur l'orientation et le positionnement des constructions, pour intégrer les facteurs d'ensoleillement, de vent, de la topographie, etc. en particulier pour assurer aux habitants de ces maisons écologiques de bénéficier d'une température confortable en été comme en hiver, sans que cela soit coûteux en énergie. Ils travaillent essentiellement sur des bâtiments de moins de 150m² donc peuvent proposer des plans.

L'éthique écologique et sociale représente le socle de cette société, aussi les associés se montrent intraitables sur les matériaux, choisis biosourcés et locaux, à la fois pour soutenir le développement local et pour éviter l'émission de gaz à effets de serre. Dans la même idée, les chantiers se font dans un périmètre assez restreint, pour éviter les transports de l'équipe de travail et des matériaux. Pour les gros chantiers qui se trouvent trop loin, la structure préfabriquée est préparée dans les ateliers, et les ouvriers logent sur place durant la semaine.

Comme son nom l'indique, la société travaille avec trois matériaux :

- Le bois pour la charpente, les menuiseries, l'ossature et les bardages. Préférentiellement, le bois utilisé est le douglas, qui pousse dans la région et qui ne nécessite aucun traitement.
- La paille pour l'isolation, et pour la constitution des murs. C'est un matériau qui présente, comprimé en forme des bottes, une bonne classification par rapport au risque incendie, mais c'est d'abord un excellent matériau d'isolation local et un bon support pour l'enduit. Pour l'isolation, la laine de bois et la ouate de cellulose sont également utilisés. Il existe de nombreuses variétés de ces matériaux issus d'un procédé industriel, et certaines n'ont absolument rien d'écologique, aussi b-t-p est très vigilante sur leur provenance et leur qualité).
- La terre n'est pas utilisée pour la construction en tant que telle[4], mais est la base du torchis appliqué sur les murs de paille, afin de les durcir et de réduire encore leur inflammabilité, tout en en régulant l'hygrométrie. L'enduit final apposé sur ce support est également fabriqué à partir de terre et de sable. La terre utilisée est en règle générale celle qui se trouve sur le chantier, notamment celle qui a été déplacée pour creuser les fondations de la maison. Le torchis est ainsi obtenu à partir de terre grossièrement tamisée, d'eau et de paille. L'enduit pour sa part est un mélange de terre et de sable, mais la teneur en argile de la terre est une donnée importante et toutes les terres ne peuvent pas être utilisées. B-t-p propose aussi des murs en pisé[5] et des sols en terre.

L'application du torchis se fait à la main pour le moment. Cela induit des coûts de main-d'œuvre relativement élevés, mais Joerg Ellerwald affirme qu'il s'agit là d'un travail gratifiant et agréable, bien qu'exigeant : il se passe en plein air et laisse la peau des mains très douce, prouvant s'il le fallait les multiples bienfaits de l'écoconstruction. En plus c'est une activité qui s'apprend très vite, et c'est un atout de l'écoconstruction que Joerg Ellerwald tient à mettre en avant : « tout le monde peut le faire », ce qui ouvre des pistes pour mettre en place des chantiers d'insertion. Et cela donne sens au fait que b-t-p est parfois contactée pour sa seule activité de conseil, afin d'aider les personnes qui, comme Joerg Ellerwald avant eux, souhaitent construire de leurs mains leur future maison.

[4] L'adobe, qui consiste en des sortes de briques en terre comprimée, permet bien de construire des maisons, mais cette technique se révèle un peu chère pour les clients.

[5] Un autre système de construction en terre crue.

Le fonctionnement de la structure

La SCOP b-t-p existe depuis 2010. Un directeur de Batipole (Dirk Eberhard) a voulu créer cette SCOP, et il a rassemblé autour de lui 5 associés. Sept ans plus tard, les sociétaires sont encore au nombre de six, dont deux ne sont plus salariés pour des raisons de santé. Il y a eu des départs, mais l'équipe initiale est quasiment à nouveau réunie, et compte aussi un salarié non associé, qui a rejoint la structure il y a moins d'un an, et qui deviendra automatiquement associé au bout de cette période.

Au départ, la société a été administrée par deux cogérants, Dirk Eberhard et Olivier Delmas. Mais moins de deux ans après la création, Olivier Delmas a quitté la structure, entraînant avec lui deux autres associés, ce qui a mené la coopérative à une crise importante. Dirk Eberhard s'est alors retrouvé seul comme gérant, et il s'en est sorti un temps, mais la gestion de l'administratif était lourde pour lui, et il a proposé à Joerg Ellerwald de devenir cogérant, en particulier pour ses compétences en gestion et en comptabilité, ce qu'il a accepté. Ensuite, les deux associés qui avaient suivi Olivier Delmas sont finalement revenus.

Thématique de l'écoconstruction

L'écoconstruction est aux yeux de Joerg Ellerwald une forme de construction qui ne présente aucun inconvénient. Elle est à la fois bonne pour la nature et pour les humains. D'autre part, la Haute Vallée de l'Aude présente la particularité de disposer d'une concentration notable de structures entrepreneuriales dans le domaine de l'écoconstruction, compte tenu de la densité de population très faible de ce territoire.

L'acteur le plus important de ce maillage est sans conteste le centre de formation Batipole, qui existe depuis vingt-cinq ans, et qui délivre entre autres une formation en écoconstruction. Les fondateurs de BTP ont bénéficié de cette formation, et chaque année des étudiants sont envoyés en stage dans les différentes entreprises de la région. Il existe aussi une jeune association, fondée en janvier 2017, et appelée Réseau Écohabitat de l'Aude, qui rassemble les acteurs de l'écoconstruction dans la région.

Joerg Ellerwald a eu l'occasion dans le cadre de son activité de collaborer avec le responsable de la charte forestière, puisqu'il est l'un des usagers du bois d'œuvre issu de l'exploitation forestière locale. Il a eu affaire à Alexandre Laizé ainsi qu'à son prédécesseur. L'environnement immédiat de sa société comporte également les scieries locales, qui se situent à Quillan (entreprise Maugard) et à Carcassonne (entreprise Inard). Les partenariats avec ces acteurs fonctionnent bien et on peut dire que la filière bois depuis les forêts de la région jusqu'à leur usage en écoconstruction ne pose quasiment aucun problème.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Joerg Ellerwald avait initialement adhéré à l'association 3.EVA en tant que personne morale, au titre de cogérant de b-t-p. Il avait donc connaissance du PTCE dès sa construction. Il voulait par cet engagement participer au développement économique de ce territoire qui lui est cher. Petit à petit il a pris connaissance des compétences de cette association ainsi que de son organisation, et il lui a semblé que l'écoconstruction entrait parfaitement dans les objectifs du PTCE, tant pour le principe d'économie circulaire pour que les valeurs éthiques et responsables que sous-tendent cette démarche. C'est la raison pour laquelle lorsqu'on lui a proposé de faire partie du comité d'administration lors de la deuxième Assemblée Générale, il a accepté de devenir l'un des coprésidents du PTCE. Il a alors intégré la commission déchets (animée par Christian Bonnemort), ainsi que la commission numérique, et suit toutes les activités du PTCE qui peuvent avoir un lien avec l'écoconstruction.

Dans le dossier de réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoire Innovant de Grande Ambition » (AMI TIGA), l'écoconstruction jouait un rôle majeur. Y figurait notamment un projet de cluster (pôle de compétences, d'excellence) de l'écoconstruction. La thématique s'y prête parfaitement : il s'agit encore d'un marché de niche, où la Recherche et Développement reste à faire, et qui va dans le sens de la transition énergétique. Le dossier 3.EVA n'a pas été retenu pour l'AMI, mais le volet écoconstruction lui n'a pas disparu de l'horizon du PTCE, et Joerg Ellerwald veille à développer ce nouvel axe, qui cadre en tout point avec les objectifs de 3.EVA.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

Cluster

Ainsi, malgré l'échec du dossier de réponse à l'AMI TIGA, Joerg Ellerwald garde en tête ce rêve de monter un cluster de l'écoconstruction sur le territoire de la Haute Vallée de l'Aude. L'idée est de mettre en réseau des laboratoires de recherche, des entreprises de l'économie traditionnelle et de l'ESS, des centres de formation, de rassembler une grappe de compétences, de savoir-faire, mais aussi d'envies et d'expertises. Cette mise en réseau favoriserait les innovations et les avancées techniques, notamment en matière de matériaux et de performances énergétiques. Un tel objet deviendrait alors un moteur pour l'économie – et c'est un besoin important du territoire – car, par sa seule existence et son dynamisme, il attirerait d'autres acteurs du domaine dans cette région plutôt que dans une autre, créant à la fois de l'emploi, des débouchés pour les formations, des vocations et une vitrine pour cette activité hautement bénéfique pour l'être humain et pour la nature. Car c'est bien l'objectif : développer l'économie locale, mais au travers d'une vraie éthique, d'un idéal.

Plusieurs axes ont déjà été travaillés au sein du PTCE, mais la question économique reste en réflexion. Le cluster se construirait autour d'une quarantaine d'entreprises (de l'ESS ou de l'économie marchande). Joerg Ellerwald a imaginé pour ce cluster trois piliers fondamentaux, déjà présents et actifs sur le territoire, et disposant d'ores et déjà d'une position forte :

- Le centre de formation Batipole
- La pépinière 'ERECO' (une pépinière d'entreprises soutenue par la communauté de commune, et spécialisée dans le développement durable et l'écoconstruction)
- L'association 'REA' Réseau Écohabitat de l'Aude (association qui a été fondée en 2017, et qui rassemble de tous les professionnels autour du domaine dans le département)

Le PTCE doit coordonner les contacts, leur permettre de se structurer comme piliers du pôle de compétences. Il jouerait le rôle de médiateur pour faciliter leur coopération, et l'établissement coordonné d'un plan d'action pour ce projet. Joerg Ellerwald attend également du PTCE qu'il établisse les contacts avec les universités, mais aussi avec d'autres clusters, avec les politiques, des actions sont déjà en route.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Selon Joerg Ellerwald l'objet du PTCE est de donner l'impulsion et l'aide nécessaire aux acteurs qui souhaitent s'engager conjointement sur un projet pour trouver une structuration et des modes de développement, en particulier le secteur R&D. Du fait de la belle énergie humaine qu'il porte, il est un moteur pour l'organisation.

En ce qui concerne l'axe écoconstruction en tant que tel, Joerg Ellerwald trouverait opportun pour le PTCE de se rapprocher d'architectes ayant la fibre écologique. C'est une compétence qu'on ne trouve pas encore dans la région.

Une autre idée qui n'a pas encore été développée pour l'écoconstruction dans le PTCE concerne l'insertion. Des acteurs tels que SAPIE et l'association Parchemin sont engagés dans l'insertion, et la nature du métier de l'écoconstruction rend l'hypothèse d'un rapprochement crédible, même s'il n'a pas été encore évoqué.

Jacques et Jocelyne De La Piquerie

- L'éco construction : une construction propre.
- Le fonctionnement de la maison bio climatique en énergie est très simple : c'est mécanique.
- (À propos du PTCE) La difficulté majeure étant l'interdépendance des problèmes, alors que ces derniers ne sont jamais mis ensemble, empêchant alors leur résolution.

> « Les gens ne savent pas travailler ensemble. La première compétence du PTCE sera donc de les faire travailler ensemble, les faire se confronter à un problème commun. C'est un rôle très important. »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêtrices : Frédérique Caillaut (frederique.caillaut2@uha.fr) et Céline Vesin (celine.vesin@uha.fr)

Lieu de la rencontre : à leur domicile, à Quirbajou

Type de rencontre et durée : entretien d'une heure

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Jacques et Jocelyne de la Piquerie j2lapiq@orange.fr - habitants de Quirbajou

Jacques est enseignant de mathématiques à Quillan depuis 3 ans, et premier adjoint au maire de la commune de Quirbajou. Jocelyne est Présidente de Nature et Progrès Aude, et est également naturopathe en profession libérale. Ils habitent dans l'Aude depuis 2008, mais sont originaires du Lot et avant ça, de Normandie. C'est leur passion pour la marche qui les a menés dans la Haute Vallée de l'Aude.

La construction d'une maison bio climatique est un projet de longue date ; il ne restait donc plus qu'à trouver le terrain. Lorsqu'ils ont évoqué leur projet de construire cette maison au maire de la commune de Quirbajou, celui-ci l'a très bien accueilli, car partageant les mêmes valeurs écologiques. Après de nombreuses recherches, ils ont eu la possibilité d'acheter le terrain vendu par des amis et ainsi démarrer le processus de construction. Sans cette opportunité ils reconnaissent que l'achat du terrain aurait pu être compliqué, car « ici, les gens ne vendent pas leurs terres, ils souhaitent que celles-ci restent dans le patrimoine familial ». 10 ans après, cette difficulté est encore perceptible. Selon Jacques l'explication est simple « la terre on la garde, on ne la transmet pas à d'autres ».

À part la relative difficulté à trouver un terrain, ils n'ont pas eu d'objections particulières pour la construction de leur maison sur ce terrain puisque le maire de la commune souhaitait qu'il y ait de nouvelles personnes dans le village. Ils ont eu beaucoup d'accompagnement, ils ont même reçu des lettres d'accompagnement très favorables du CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) de Carcassonne pour avoir l'obtention du permis de construire.

La thématique de l'éco construction

Sensibles aux problèmes énergétiques, ce qui leur plait dans l'éco construction, est le fait de pouvoir faire fonctionner une maison sans adjonctions techniques ; en profitant des choses gratuites telles que le soleil. Les solutions pour chauffer une maison existent depuis longtemps (environ depuis les années 50) sans gros apports artificiels.

Le cœur de leur maison a été construit par l'entreprise « Bois-boite » en Ariège, l'extension l'a été par « Batiscop ».

Il y a eu une réelle coopération entre le couple et les entreprises de construction auxquelles ils ont fait appel. Par exemple, ils étaient curieux de se former à la pose de tuiles pour ensuite pouvoir prendre le relai et participer à la construction de leur maison.

Les matériaux utilisés pour leur maison bio climatique sont le bois, la paille, le chanvre : des matériaux locaux, recyclables et ne suscitant quasiment aucun déchet puisqu'à la fin de la construction ils ont eu environ trois gros sacs poubelles et « c'est tout ». C'est donc une construction propre.

Pour comprendre la construction de la maison :

- La maison est sur pilotis à l'avant et sur plots à l'arrière (pour répondre à la problématique de la pente sur laquelle est construite la maison)
- La dalle est en bois et en bottes de paille à l'intérieur.
- Les murs sont réalisés en ouate de cellulose et une deuxième couche en chanvre.
- La toiture est également réalisée en ouate de cellulose (pour la première construction) et en ouate de bois (pour l'extension). L'inconvénient avec la ouate de cellulose c'est que c'est du papier recyclé en flocons, il y a donc beaucoup d'encre, ce qui n'est pas très écologique. De plus, si la cellulose prend l'humidité, la ouate ne retrouve jamais sa condition initiale. Alors que la ouate de bois gère beaucoup mieux les différences d'hydrométrie.
- Certains murs sont construits en briques de terre crue permettant ainsi d'absorber le rayonnement du poêle et du soleil.
- Il y a de la masse pour stocker la calorie : un dallage en pierre a donc été réalisé au-dessus de la dalle en bois. Il y a également le poêle de masse (également appelé « poêle à accumulation de chaleur ») et les briques de terres crues qui rajoutent de la masse. Le sol en pierre permet également de redistribuer de la chaleur lorsque le soleil tape.
- Pour l'eau chaude il y a des capteurs thermiques au sol permettant ainsi d'être indépendant de l'électricité pour tout ce qui est eau chaude.
- Le bois utilisé est du Douglas et la menuiserie est en pin des landes.
- Le bois extérieur et le bardage ne nécessitent pas d'entretien et ont une durée de vie relativement longue.

Lors de la première construction, ils ont réussi à avoir le bois « en bonne lune » c'est-à-dire que le bois a été commandé suffisamment en amont avec les forestiers pour le couper au moment le plus opportun et ainsi qu'il ait une meilleure qualité.

La Bois-Boite fit l'expérience pour la première fois de travailler avec du bois ayant respecté les phases de la lune (moins de sève dedans et sèche donc moins) et dû admettre qu'ils n'avaient pas vu de résultat pareil et qu'ils réitèreront l'expérience. L'extension n'a pas pu être construite avec du bois coupé selon les phases de la lune ; ils remarquent une nette différence de qualité entre ces deux types de bois.

Jocelyne et Jacques résument le fonctionnement de la maison comme ceci « en gros ça marche tout seul s'il y a du soleil, sinon juste une petite flambée ».

Aujourd'hui le coût de la construction est estimé de 10 à 15% plus cher qu'une construction dite « classique », mais les économies d'énergie réalisées par la suite font que « l'on s'y retrouve financièrement ».

Il y a déjà des projets d'éco construction qui commencent à être mis en place dans la commune de Quirbajou ; comme par exemple la construction d'une salle des associations. Pour porter ce projet de construction, des habitants motivés se sont formés en groupe de travail et ont ainsi rédigé le cahier des charges. Ce dernier a été accepté par la municipalité.

Pour des chantiers de ce type, ils peuvent prétendre au financement de la région, du département… Ce financement n'excédant pas les 80%.

Le PTCE

Ils sont liés au PTCE grâce à un de leurs amis, Alain Surreau. Alain souhaitait de l'aide pour concevoir sa maison et a donc fait appel à Jacques pour dessiner les plans de sa maison (puisqu'ayant également une formation en architecture).

Lors d'une réunion du PTCE à propos du projet de lotissement de 9 maisons bio climatiques à Luc-sur-Aude, Jacques – du fait de son expérience de maison éco construite - a proposé d'apporter son aide pour la réalisation de ce projet.

Après réflexion, il fait la remarque que ce projet de lotissement n'est effectivement pas porté par le PTCE, mais par la commune de Luc-sur-Aude. Il se pose alors la question de savoir comment le PTCE a été lié à ce projet.

C'est à travers leur position d'administrateurs à Nature et Progrès Aude que leur lien avec le PTCE se fait surtout ressentir ; le PTCE et Nature et Progrès (N&P) portent tous deux le projet alimentaire territorial (PAT). C'est ce projet, coconstruit par le PTCE et N&P, qui les a véritablement fait rentrer dans le PTCE, depuis environ 2 ans.

Le PAT pose la question de l'amélioration et du mieux vivre sur le territoire, mais également de la dynamique du territoire grâce à l'alimentation. Cette dynamique pouvant se décliner grâce à la restauration collective.

Il est aussi question de valoriser et d'améliorer ce qui existe déjà. Pour ceci les deux axes principaux sont : la volonté de créer une filière maraichage – et ainsi répondre au déficit en maraichage présent sur le territoire. Et dans un second temps, la volonté d'améliorer la filière viande – avec par exemple la problématique du transport des bêtes entre l'engraissage en Italie et l'abattoir à Limoux.

Ce projet alimentaire territorial est porté et soutenu par de nombreuses personnes telles que la commune, le département, etc.

Toutes ces difficultés montrent bien qu'il y a plein de problèmes connexes qui sont séparés : la volonté du PAT serait alors de trouver des solutions ensemble plutôt que de les trouver séparément. Le dénominateur commun, ici, étant l'alimentation.

Pour Jacques, les freins au PTCE sont clairs : les gens ne savent pas travailler ensemble, il y a un réel manque de communication. La première compétence du PTCE sera donc de faire travailler les gens ensemble, les faire se confronter à un problème commun. Ce sera donc un rôle très important.

À propos de la difficulté de trouver un logement pour les nouveaux agriculteurs et la disponibilité des terres, Jacques affirme qu'« Il y a des problèmes intimement liés, mais que les gens ne communiquent pas ensemble… ». De nombreux problèmes sont interdépendants, mais le manque de communication des services, des personnes, empêche la résolution de ces problèmes.

Jacques reste optimiste quant au PTCE, car il y a déjà de nombreux travaux effectués, il faudra seulement continuer dans cette lancée. Une attention particulière devra être portée sur la filière viande, sur l'installation de nouvelles personnes sur des terres telles que les paysans, au logement, aux Plans Locaux Urbanisme (PLU), à la problématique de diversification de la production alimentaire sur la HVA. Il faudra également être attentif au problème de zonage que les communes doivent s'emparer dans les trois prochains mois.

Contact évoqué lors de l'entretien

Sarah Chattelier – chargée de mission développement local chez Nature et Progrès. Elle a pour mission d'organiser et de coordonner la mise en place des différents partenariats et des actions à mettre en place.

Tél. : 06 51 52 27 23

Dieter Becker - Le Parchemin

- L'insertion et la protection de l'environnement animent Le Parchemin depuis sa création.
- Renforcer les liens avec la communauté de communes du Limouxin avec l'aide du PTCE 3.EVA
- Le maillage créé par le PTCE est primordial

> « [Le PTCE est] cette volonté que les différents acteurs, peu importe d'où ils viennent – associatifs ou entreprises, etc. – se rencontrent, parlent projets au sens de leur besoin… La Cavale l'a prouvé avec le marc de raisin »

Contexte de l'entretien :

Date : Lundi 22 janvier 2018

Enquêteuses : Céline Vesin, celine.vesin@uha.fr et Frédérique Caillaut, frederique.caillaut2@uha.fr

Lieu : bureau de M. Becker, locaux du Parchemin, ZA d'Occitanie à Limoux.

Type de rencontre et durée : entretien d'une heure trois quarts

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Dieter BECKER (DB), direction@leparchemin.org, www.leparchemin.org

Nous avons contacté DB en sa qualité de Directeur du Parchemin afin de mieux comprendre le rôle de sa structure, les liens avec les acteurs des déchets et de l'écoconstruction du territoire et sa connaissance du PTCE 3.EVA.

Parcours personnel et professionnel

DB est Directeur de la ressourcerie Le Parchemin à Limoux depuis 2015.

DB a toujours travaillé dans la gestion de structures. Pour l'insertion, d'abord en région parisienne dans les années 90-2000, puis dans l'Aveyron où il a également coordonné une ressourcerie pendant six ans.

Il a également été administrateur du Réseau des Ressourceries, mais s'est désengagé pour des raisons de disponibilité.

Lien personnel et professionnel avec la Vallée de l'Aude

Non natif de l'Aude, DB est arrivé dans la région pour sa prise de fonction au Parchemin.

Habitant dans l'Aude depuis deux ans et demi, DB met en avant l'ouverture d'esprit des Audois comparativement à d'autres territoires y compris l'Aveyron.

La structure

La ressourcerie a été créée en 1990 à l'endroit actuel de la zone d'activités d'Occitanie à Limoux. C'est une association qui porte un ACI (Atelier et Chantier d'Insertion) avec 4 équipes. Locataire depuis le début, elle vient d'acquérir un bâtiment d'une ancienne marbrerie, plus spacieux à l'entrée de Limoux, pour un déménagement envisagé fin 2018, après des travaux importants de mise aux normes du lieu.

Les activités de la structure

La Ressourcerie

- Le site principal à Limoux emploie trente personnes en CDDI

Les particuliers/entreprises font des dons qui sont enregistrés, contrôlés, valorisés et mis en vente sur le même lieu.

Il y a également une activité hebdomadaire de collecte d'encombrants pour la Communauté de Communes des Pyrénées Audoises et de Mouthoumet.

Le Parchemin propose aussi un service d'enlèvement et de débarras de maison.

Enfin, une personne est détachée à la déchèterie d'Axat et assure le gardiennage du lieu et l'accueil des déposants.

- À Carcassonne : une équipe de six personnes

Deux personnes sont en déchèterie, intégrées à l'équipe de l'entreprise gestionnaire Covaldem/Audeval (l'entreprise qui exploite pour le compte de Covaldem), et récupèrent des produits amenés par les déposants pour les valoriser. Ils participent au fonctionnement du Recydrive.

Trois personnes itinérantes – au départ de Limoux - qui vont dans les déchèteries récupérer du matériel revalorisable et vont également vendre dans les villages des produits revalorisés

Une personne au Grenier dans un magasin de réemploi, voulu et ouvert en janvier 2018 par Covaldem, et géré par MP2 et Le Parchemin.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'une convention avec Covaldem. Les six salariés du Parchemin travaillent aux côtés des salariés de MP2, autre structure d'insertion située à Lézignan-Corbières.

L'entretien d'espaces verts : neuf personnes

Les clients sont des collectivités territoriales et plus récemment Enedis pour des travaux d'entretien de poteaux, les travaux sous les lignes hautes tensions étant stoppées par EDF.

Convictions

Depuis l'origine, l'insertion et la protection de l'environnement animent la structure. À Limoux, le taux de chômage est important, les bénéficiaires du RSA sont nombreux. L'insertion est toujours l'objectif premier de la structure. Les activités supports de revalorisation de matériaux et déchets doivent être menées avec beaucoup d'exigence et de professionnalisme.

Organisation

L'association emploie quarante-six personnes en insertion. On note également treize salariés permanents : trois accompagnatrices socioprofessionnelles, cinq encadrants techniques, un assistant technique et une coordinatrice. Une secrétaire, un comptable assurent le support administratif. Enfin, un directeur qui gère l'ensemble. Un réparateur électroménager et un menuisier sont en atelier de revalorisation. Le conseil d'administration compte treize membres, le bureau cinq personnes (Président, Vice-Président, Trésorier et Secrétaire).

Ressources

L'autofinancement représente environ 25% des ressources, en baisse à 23% suite au démarrage de la structure au Grenier début 2018. Les ventes à la ressourcerie représentent la moitié de l'autofinancement, la collecte des encombrants et l'entretien des espaces verts se partageant à parts égales l'autre moitié. Les subventions sont d'environ 75%, avec un fort soutien CD11 (Conseil Départemental de l'Aude).

Ancrage de la structure dans le territoire

Le Parchemin à Limoux est la seule ressourcerie sur le territoire de la Haute Vallée de l'Aude. Installée depuis bientôt trente ans, elle est ancrée dans le territoire. Sur son activité protection de l'environnement, le Parchemin est surtout présent sur le territoire de Carcassonne, mais peu à Limoux. DB fait part d'une tendance historique qu'il voudrait voir évoluer.

La Répartie, en Haute Vallée de l'Aude, est une association en création qui propose une matériauthèque et des ateliers d'apprentissages. Elle vise la collecte d'éléments de déconstruction. Selon DB elle est complémentaire au Parchemin sur le territoire.

D'autres structures existent, mais sont hors de la Haute Vallée de l'Aude :

- MP2 à Lézignan-Corbières : ressourcerie / recyclerie et activité de maraichage
- Idéal à Narbonne : chantier d'insertion autour de la taille de pierre ; valorisation de matériel informatique ; aide à la personne.
- À Deux Mains sur Narbonne : production de mobilier vintage à partir du réemploi

Le Parchemin entretient de bonnes relations avec ces acteurs notamment au travers du Réseau des Ressourceries : 14 structures en région Occitanie y adhèrent. Ces 14 structures ont créé fin 2017 la RRROC (Réseau Régional des Ressourceries d'Occitanie).

Ensemble, elles mènent une réflexion sur la communication, échangent sur les pratiques et expériences, consolident les chiffres au niveau régional puis national.

Il existe par ailleurs un groupement initié par les 17 structures d'insertion de l'Aude : PAM (Plateforme de Mutualisation Audoise). L'objet est la formation, information et le partage d'expériences des structures adhérentes.

Projets

Développer la plate-forme de mobilité Limoov : proposer des vélos à la location aux publics en recherche d'emploi. Ces vélos sont issus de collectes et remis en état par le Parchemin.

DB constate que 25% des salariés en insertion n'ont pas le permis, beaucoup n'ont pas de véhicule.

L'objectif est de répondre à un besoin du territoire et de renforcer les liens avec la Communauté de Communes du Limouxin.

Le changement de locaux fin 2018 pour améliorer les conditions de travail des salariés et offrir un lieu avec des prestations nouvelles destinées à divers acteurs :

- Mise à disposition de la salle de réunion aux associations ;
- Proposer une surface de vente à des créateurs limouxins ;
- Animer des ateliers participatifs solidaires où salariés et associations se rencontreront ;
- DB réfléchit à des ateliers qui pourraient être animés par des acteurs de l'économie circulaire.

Réflexion sur un partenariat avec La Répartie, association en création, dont l'activité est la déconstruction et qui est complémentaire au Parchemin selon DB.

Réflexion sur la mise à disposition d'un conteneur sur le parking d'une entreprise où les salariés pourraient déposer leurs objets à réemployer ou réutiliser et valoriser.

Les réemployables/réutilisables

Selon DB, les objets et matériaux déposés – appelés les entrants – sont des réemployables et réutilisables, qui doivent être traités comme des produits à revaloriser. Ils ne sont pas considérés comme des déchets.

Le Parchemin collecte 1,3 tonne d'entrants par jour : vêtements ; meubles ; livres ; appareils ménagers ; divers objets – provenant de l'apport volontaire, des enlèvements, débarras, collectes d'encombrants et déchèteries.

Les livres représentent une masse de 25 tonnes par an dont 20 sont recyclées c'est-à-dire vendues à l'association MP2 à Lézignan-Corbières pour son activité recyclerie et maintenant à Paprec, car le transport était compliqué.

Le Parchemin a également 3 conventions avec des organismes nationaux - Eco-mobilier, Valdélia, Eco-Logic - pour la reprise des déchets mobiliers et DEEE et 1 accord commercial pour les tôles, la vente des métaux, le don des TLC (textile-linge-chaussures) à Vertex.

Dans le cadre du déménagement à venir, les salariés du Parchemin réaliseront un certain nombre de travaux en utilisant des objets et matériaux collectés à la ressourcerie. DB souhaite renforcer la démarche du Parchemin dans l'économie circulaire.

La structure et le PTCE 3.EVA

Connaissance du PTCE et implication

DB connait le PTCE, mais personne ne l'en avait informé à son arrivée dans l'Aude. Il a depuis rencontré plusieurs personnes. L'ancien directeur avait participé à un atelier circuits courts, coanimé par La Cavale et Le Parchemin. DB manque aujourd'hui de temps pour s'impliquer dans les groupes de travail, car mobilisé par le déménagement à venir du Parchemin. II est toutefois très intéressé par le projet d'économie circulaire de collecte des huiles alimentaires d'entreprises (petits producteurs), sur lequel il aimerait s'impliquer à l'issue du déménagement.

Les apports du PTCE

Selon DB, le maillage créé par le PTCE est primordial. Des acteurs, quelle que soit leur origine et leur projet se rencontrent grâce au PTCE et mettent en place des projets communs. Par exemple, la collecte du marc de raisin de la Cavale et la création de nouvelles filières. Le PTCE fait remonter les besoins des acteurs du territoire. Par ailleurs, l'arrivée d'un permanent, Julien Peyre, qui coordonne les actions est un vrai avantage.

DB a également évoqué la convention-cadre signée avec le supermarché Leclerc et selon lui, le contact a été initié par le PTCE.

Les attendus du PTCE

DB souhaite développer les liens avec la Communauté de Communes du Limouxin. Selon lui, ce sera possible par le biais de l'action et des besoins qu'a le territoire. Et pense que le PTCE pourra faciliter ce développement.

Opportunités et perspectives

Le Parchemin aimerait être associé d'ici un an au projet de collecte des huiles alimentaires d'entreprise (restaurants, collectivités, entreprises…). Une étude de faisabilité préalable est indispensable.

Par ailleurs, le Parchemin aimerait participer au projet de plate-forme de compostage via l'insertion. L'idée de DB serait de permettre à des salariés en insertion d'effectuer un stage de plusieurs semaines à la plate-forme ou de mettre à disposition de la plate-forme des salariés.

DB nous informe que l'étude de faisabilité de cette plate-forme a été faite et le modèle qui en ressort ne permettra probablement pas la prise en compte des biodéchets.

Alexandre Laizé – Charte forestière

- 1er élément-clé : À partir de l'état des lieux réalisé dans le cadre de la charte forestière on questionne les possibilités de redynamiser la filière forêt-bois.
- 2ème élément-clé : Une charte forestière c'est comme un PTCE, mais pour la filière bois
- 3ème élément-clé jusqu'à présent c'est plutôt le PTCE qui a sollicité Alexandre en tant qu'expert pour répondre aux questions sur la filière bois. La charte forestière n'a pas encore sollicité le PTCE sur un projet en particulier.

> « De nombreuses entreprises de L'ESS proposent de l'insertion en faisant du mobilier design à partir de déchets bois, des palettes ou des déchets de scieries. Donc avec le Parchemin et la SCIC Sapie, il y a vraiment des trucs à faire. »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteur·se·s : Ioan Bengel (ioan.bengel@uha.fr) et Ann-lise Rosio, (ann-lise.rosio@uha.fr)

Lieu de la rencontre : Salle de repos dans les locaux de la Sapie

Type de rencontre et durée : entretien d'une heure et demie.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Alexandre Laizé, alexandre.laize@pyreneesaudoises.fr

Parcours personnel et professionnel

Alexandre Laizé s'est formé à la foresterie à Agroparitech à Nancy, après avoir travaillé à Mayotte, il est arrivé dans la région en suivant sa compagne qui a trouvé un travail à Toulouse et a alors accepté un poste comme chargé d'animation de la charte forestière auprès de la communauté de communes (CC) des Pyrénées Audoises.

Alexandre Laizé loue la richesse des forêts : « La haute vallée et la montagne noire sont les poumons de l'Aude et du Languedoc-Roussillon. La forêt et la biodiversité y sont exceptionnelles. » Il apprécieégalement la culture forestière du territoire : « il fut un temps où chaque village avait ses scieries. ». En sylviculture il y a un grand éventail de types de forêts. Essences de résineux comme le Sapin et de feuillus comme le Hêtre, des forêts issues de régénération naturelle ou des forêts plantées (cèdres par exemple). Alexandre Laizé envisage de repartir pour les DOM-TOM à la suite de son contrat en 2020.

Statut ou fonction

En tant que chargé de mission Développement forestier, Alexandre Laizé est salarié de la Communauté de Communes (CC) des Pyrénées Audoises pour animer la charte forestière sur ce territoire et celui du Limouxin. Ce travail d'animation consiste à accompagner de tous les acteurs de la filière bois. Il veille à rester dans les objectifs de la charte, à mettre en lien les acteurs privés et publics autour de projets, à faire le lien entre la production et la consommation du bois.

Par exemple dans le cas d'un gestionnaire privé avec un projet de création d'une route d'exploitations forestières, le rôle de l'animateur est de mettre en lien le gestionnaire privé avec tous les partenaires. Dans un dernier temps, il reste à trouver les bons financements. L'animateur suit le projet et finit par évaluer l'action, son dynamisme par rapport à l'investissement en temps.

En Occitanie le travail d'animateur d'une charte forestière est subventionné à 90 % par l'Europe et la région[6].

La « structure »

La charte forestière

C'est la CC des Pyrénées Audoises qui perçoit des financements pour la mise en œuvre de la charte forestière. Le sud de la vallée c'est beaucoup de production de bois, et c'est au nord, dans le bassin de vie de Limoux jusqu'aux portes de Carcassonne que l'on va consommer le bois. La charte forestière permet de faire le lien entre la consommation et la production de bois. Avant la charte était portée par le syndicat mixte de la haute vallée de l'Aude, et depuis 2016, c'est la CC des Pyrénées Audoises qui a pris le relais. La CC du Limouxin participe financièrement pour que l'action de la charte soit portée sur toute la haute vallée.

« Une charte forestière c'est comme un PTCE, mais pour la filière bois. »

Tout part des élus d'un territoire, d'une CC, ou d'une entité plus large. Les élus considèrent la forêt des Pyrénées Audoises comme une grande richesse. Ils ont décidé d'établir un programme d'action pluriannuel pour valoriser au mieux les forêts. L'initiative est partie du Chalabrais en 2006 et a été étendue à toute la Haute vallée de l'Aude à partir de 2012.

Le fonctionnement de la charte forestière

La charte est un outil, qui a été créé par l'association des communes forestières, une entité nationale qui représente les communes qui ont de la forêt et qui a mis au point une méthodologie.

Tout part d'un diagnostic, d'un état des lieux de la filière bois. On rassemble tous les acteurs de cette filière forêt-bois autour de la table, dont les usagers de la forêt pour traiter de :

- La gestion et l'exploitation de la forêt
- La transformation du bois : les scieries, les menuisiers, les charpentiers, les gens qui font du bois énergie, du bois buche
- Des autres activités liées à la forêt : les associations de protection de la nature, les fédérations de chasse, les associations de randonnée, etc.

On fait une « photo » de la filière forêt-bois sur le territoire, en prenant en compte l'activité professionnelle et la taille des entreprises concernées, la surface forestière, les différentes essences, etc. À partir de cet état les lieux on questionne les possibilités de redynamiser cette filière forêt-bois.

Les trois grands enjeux sont la dynamisation de la gestion et la mobilisation des bois. Au regard du changement climatique. En « amont » de la forêt, la valorisation la forêt et le bois en « aval », et la valorisation des autres usages de la forêt.

[6] Fonds européens « Feader » dans le cadre du Plan de Développement Rural régional 2014-2020.

La constitution d'un programme d'actions

Une fois les enjeux identifiés, les partenaires vont établir un programme d'actions sur 5 ans. Ils vont porter des actions dans des cadres thématiques, par exemple des remembrements fonciers dont le département à la compétence. C'est une des grandes problématiques, car il y a beaucoup de petites parcelles privées dont on identifie difficilement les propriétaires. En France, on a en moyenne 75 % de terrains privés en forêts et 25 % de forêts publiques, c'est-à-dire domaniales, appartenant à l'État et communales, gérées par l'ONF (l'Office National de Forêts). Les forêts privées ont l'obligation d'être gérées, c'est-à-dire d'avoir un document de gestion, à partir d'une certaine taille (25 ha à vérifier).

Thématique de la gestion des déchets de la filière bois

Le bois énergie issu des forêts locales

Le plan d'approvisionnement territorial est une étude bois-énergie sur l'ensemble de la haute vallée de l'Aude lancé en2017. Ce plan, inscrit au programme d'actions de la charte forestière, vise à améliorer les circuits d'approvisionnement en bois énergie des chaufferies collectives du territoire. La première phase de l'étude consiste en produire un bilan de la ressource bois énergie et ses différents usages sur le territoire. La deuxième partie de l'étude consiste en un programme d'actions pour mettre tout le plan d'approvisionnement en œuvre.

Il est intéressant de valoriser localement des petits bois, des ressources en bois « moches », issus des éclaircies pratiquées pour laisser au bois d'œuvre l'espace nécessaire à son bon développement. On est dans un milieu rural avec beaucoup de petites communes forestières, dont beaucoup de bâtiments sont encore chauffés au fioul ou à l'électricité. Destiner ces bois à des chaudières collectives à l'échelle de quartiers ou pour des bâtiments publics, permettrait de réduire la facture d'énergie et surtout d'éviter le recours aux énergies fossiles. Ce type de projets demande des installations logistiques importantes, en stockage et en préparation du bois.

Avec le même type de bois on peut produire du bois buche (seulement feuillus), bois déchiqueté (plaquette et granulé), ou bois pour l'industrie papetière. L'objectif est d'organiser la filière sans pénaliser les usages existants. On évalue la ressource, les usages, et les contraintes, ainsi que la demande actuelle et future en fonction des chaudières existantes et potentielles. Sur Limoux un réseau de chaleur est en projet avec l'approvisionnement d'une grosse chaudière en bois-énergie pour desservir tout un groupe de bâtiments (un futur centre culturel sur l'ancienne usine des tuileries, l'hôpital, l'institut Saint Joseph, une école, etc.). Le but est que l'approvisionnement se fasse avec du bois local.

L'étude bois énergie permet d'identifier des objectifs en apportant des réponses aux questions suivantes :

- Quels investissements pour rationaliser les circuits d'approvisionnement de la filière bois-énergie du territoire ?
- Quels sont les besoins en stockage de bois, où implanter d'éventuelles plateformes, si besoin, pour améliorer les circuits d'approvisionnement ?
- Quel dimensionnement pour la plateforme de stockage ?
- Pour alimenter combien de chaudières ?
- Approvisionnée sur quel rayon, et potentiellement par quelles parcelles (catalogue) ?
- Quelles chaudières alimente-t-on avec le bois de quelle provenance ?

La deuxième partie de l'étude consiste en un programme d'actions pour mettre tout le plan d'approvisionnement en œuvre.

La Plateforme multidéchets

Pour le projet de la plateforme multidéchet de la Cavale, le PTCE fournit un accompagnement et la charte est impliquée. La filière bois apporte un autre acteur à prendre en compte dans le dimensionnement de la plateforme, la carrière de Salvezine, qui peut stocker des déchets BTP, c'est-à-dire proposer une solution pour des gravats. Il serait intéressant de transporter les déchets du BTP avec les mêmes camions qui transportent du bois :

- Des camions chargés de déchets du BTP les transporteraient jusqu'à la carrière de Salvezines (pour stockage et reconditionnement ?)
- Ces mêmes camions, une fois déchargés de leurs gravats, chargeraient le bois (déjà déchiqueté ou non) pour le transporter jusqu'aux plateformes et chaufferies (par exemple à Limoux)

La concurrence entre bois broyé issu des forets et bois broyé issu de déchets

Dans l'exemple du gros projet de réseau de chaleur sur Limoux, deux types de bois entrent en concurrence :

- Les produits connexes de sciage (sciure, écorce, sciages moches, etc.), qui peuvent être valorisés à travers la filière bois énergie (essentiellement granulés) ou papetière.
- Les déchets en bois (de types palettes non traitées) que le Covaldem11 récupère via les déchetteries et cherche à valoriser

La Société d'Économie Mixte du Bois-Énergie (SEMBE) alimente les filières de bois local et s'occupe spécifiquement du Bois-Énergie. Elle compte à la fois des professionnels forestiers et la Covaldem qui défend la filière déchets bois. Mais les bois issus de l'industrie ne rentrent pas dans la charte parce qu'ils ne sont pas directement issus des forêts locales. Cela concerne par exemple les producteurs de palettes sur le territoire.

Trois scieries sont encore en fonctionnement sur la charte forestière, alors qu'il n'y en a plus dans les Pyrénées Orientales. Elles ne parviennent pas à valoriser la totalité de leurs chutes des sciages, de grosses chaufferies sont nécessaires et les industries papetières sont trop loin. Les scieries parviendront à les valoriser leurs déchets si de plus en plus de chaufferies apparaissent.

En ce qui concerne une éventuelle filière granulée sur le territoire, une étude de faisabilité réalisée par une scierie a mis en évidence que deux gros acteurs, l'un en Ariège et un autre dans le Gers, captent tout le marché de la production. Il s'agit d'un process industriel lourd, et il n'y a pour le moment pas de place pour d'autres acteurs.

Les grosses chaudières peuvent prévoir un fonctionnement mixte, permettant ainsi la valorisation des deux types de bois, mais c'est aux élus de décider quelle ressource privilégier. Dans les petites chaufferies, on est forcément sûr de la plaquette forestière ou du granulé issu de bois forestier.

Il est possible de développer grandement les installations de chauffage collectif au bois, comme en témoignent les départements voisins. Sur le site de l'observatoire du pôle énergie Occitanie[i] une carte des chaufferies collectives fait apparaitre un désert dans l'Aude alors que ce mode de chauffe est extrêmement développé dans les Pyrénées-Orientales ou en Lozère.

Bois et environnement

Le bois énergie est à la mode. Mais on ne va pas révolutionner l'exploitation forestière ni raser les forêts. Du point de vue de la consommation, les gens ne se posent pas encore assez la question de l'origine des bois qu'ils utilisent. Il manque encore de vraies politiques forestières à échelle nationale comme on le voit pour l'agriculture.

La certification PEFC certifie que la forêt possède un document de gestion (aménagement en forêt publique, ou plan simple de gestion en forêt privée). Quant au label FSC, c'est une certification plus « environnementale » encore peu existante en France, préconisant une sylviculture qui se veut plus proche de la Nature[7]. Un label « Bois des Pyrénées » pourrait être monté.

On a beau dire qu'il y a de l'emploi dans la filière forêt-bois, il reste difficile pour un jeune de s'installer en tant qu'exploitant forestier.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Pour Alexandre Laizé l'identité du PTCE c'est Julien, notre interlocuteur n'avait alors pas d'idée précise du rôle du PTCE. La charte forestière n'a pas encore sollicité le PTCE en tant qu'outil sur un projet en particulier. Alexandre s'y est impliqué en tant que représentant de la filière bois pour apporter son expertise sur les sujets des études et notamment dans le projet de la plateforme de déchets de la Cavale. Le PTCE côtoie les mêmes collectivités territoriales que la charte forestière, ce qui facilite l'établissement des liens. Malgré tout, il n'y a pas de convention qui lie charte forestière et PTCE. Plusieurs interactions ont déjà eu lieu entre les deux outils, dans différents cadres :

- La plateforme déchets de la Cavale : Alexandre Laizé a invité certains professionnels de la filière bois, et notamment le représentant de la filière bois énergie à l'accompagner aux réunions de préparation de la plateforme multidéchets. Alexandre Laizé participe en tant que représentant de l'amont de la filière bois.
- Le dossier AMI-TIGA (Appel à Manifestation d'Intérêt pour « Territoire d'innovation de grande ambition ») : sur le volet écoconstruction filière bois. Joerg Ellerwald, un des gérants de l'entreprise Bois Terre Paille, également administrateur du PTCE est partenaire de la charte forestière. Il a travaillé avec Alexandre Laizé sur le volet de l'approvisionnement en bois pour l'écoconstruction.
- Start'Up du Lycée Ruffié : Alexandre Laizé a été le coach d'une équipe de Lycéens qui travaillait sur un projet autour de la réutilisation des déchets bois des scieries artisanales du territoire. L'idée des lycéens était de transformer les déchets de sciages et les déchets bois en déchetterie en meubles design. Ce projet permettait d'envisager une collaboration avec la Sapie, L'association le Parchemin et des artistes locaux.

Nombreuses sont les entreprises de L'ESS qui proposent de l'insertion en faisant du mobilier design à partir de déchets bois, des palettes ou des déchets de scieries, et c'est pourquoi Alexandre Laizé estime qu'il y a un réel potentiel dans les partenariats envisagés par les élèves du lycée.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

Le PTCE apporte une plus-value par son approche Économie Sociale et Solidaire (ESS), qui se trouve être un enjeu de taille pour le territoire rural, bien que beaucoup d'élus n'arrivent pas encore à le cerner. L'ESS c'est pour Alexandre Laizé une économie « alternative », puisqu'on ne peut miser sur le tout industriel comme la feu Formica. C'est le travail sur le local, avec des professionnels du territoire avec des petites ou des moyennes entreprises, avec un mode de gestion qui n'est pas seulement destiné à faire du profit. C'est une volonté de valoriser le territoire dans sa globalité, avec tous ceux qui y travaillent.

[7] Pour consulter le référentiel du label FSC : https://fr.fsc.org/fr-fr/actualites/id/382

Avis sur la coopération

Julien, en tant qu'animateur du PTCE prend part au comité de pilotage d'une grande étude sur la filière bois-énergie menée dans le cadre de la charte forestière. Mais de nombreux petits acteurs n'ont pas connaissance du PTCE, n'ont pas forcément le temps de s'intéresser à son fonctionnement et de ce fait ignorent la plupart des acteurs qui y prennent part. On observe le même phénomène avec la charte forestière. Alexandre Laizé qui connaît les acteurs avec lesquels il travaille dans la filière bois voudrait faire l'interface avec Julien Peyre et le PTCE.

Suite à cet entretien, les animateurs se sont rencontrés et ont pris du temps pour échanger sur les différents travaux en cours dans chacun des outils et les interactions possibles.

Jean-Luc Valmigère – services techniques de la communauté de commune du Limouxin

- Selon Jean-Luc Valmigère les axes du PTCE visent à développer une économie locale et donner envie de rester vivre dans la vallée de l'Aude
- La base pour mieux vivre et rester sur le territoire passe par la création d'emplois.
- Importance du PTCE sont ses moyens. Il finance des études et parvient à mettre pas mal de monde autour de la table.

> « Ça va se faire naturellement. Si moi on me dit demain : on est capable de recycler les gravats, on recyclera les gravats. L'essentiel c'est qu'on développe des filières et que des solutions techniques voient le jour »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Ioan Bengel (ioan.bengel@uha.fr) et Ann-lise Rosio (ann-lise.rosio@uha.fr)

Lieu : Centre communautaire de la Communauté de communes (CC) du Limouxin, à Limoux (avenue André Chénier).

Type de rencontre : Entretien d'une heure et demie.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Jean-Luc Valmigère, directeur des Services techniques de la CC du Limouxin, jl.valmigere@cc-limouxin.fr

Parcours personnel et professionnel

Originaire du Limouxin, « faussement » né à Toulouse. Expatrié pour ses études, JLV a exprimé le désir de vivre sur sa terre natale. Il a effectué des études agricoles, jusqu'à un BTS de production aquacole. JLV a exercé diverses activités dans le secteur agricole avant d'entrer en 1998, dans une collectivité pour faire de la communication liée au tri des déchets, c'était alors le SIVOM (Syndicat intercommunal à vocation multiple) de la Moyenne Vallée de l'Aude, ancêtre de la CC. Ce premier contrat signé était l'équivalent d'un actuel contrat emplois jeune. Dès lors, JLV s'est forgé une image de spécialiste des déchets, en tant que pionnier du tri sélectif. Après le passage du concours de technicien (en 2001), il a continué avec la Commune de Limoux pour créer un service des marchés publics tout en se formant au génie thermique et au génie du bâtiment, il a alors passé un concours et obtenu le titre d'ingénieur. En 2010 JLV a pris le poste de directeur des services techniques au sein de la CC, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

Statut ou fonction

JLV est directeur des services techniques de la CC du Limouxin, cela veut dire qu'il travaille dans un établissement public (EPCI) à Limoux et prend ses décisions en accord avec les élus qui siègent au conseil de la CC. JLV a sous sa direction près de cinquante personnes qui travaillent à la gestion des déchets et les collectent dans les 78 communes de la communauté.

Un responsable des services techniques est capable de peser dans le processus de décision d'un élu en s'appuyant sur la notion de coûts. « Les élus sont prêts à suivre, il suffit de leur dire, que si on enlève une collecte à tel endroit on « gagne » 65 000 euros par an. »

Structure

L'histoire de la structure

En 2004 eut lieu la création de la CC. Elle succède au SIVOM de la moyenne vallée de l'Aude. La dernière modification de la communauté de communes a eu lieu au 1er janvier 2017 par sa fusion avec le pays de la Cuizas.

Le pôle de gestion des déchets est le plus important en termes de coût de fonctionnement - il occupe près de cinquante personnes - et de transport à cause des importantes distances à parcourir, avec des matériaux lourds et des véhicules à forte consommation de carburants (un camion poubelle consomme près de 50 litres aux 100 km).

Le fonctionnement de la structure

Les services techniques ont à leur charge les éléments qui relèvent de la compétence de la CC, parmi lesquels on trouve la gestion des déchets sur le territoire. Celle-ci concerne à la fois les déchets des ménages et les déchets issus des filières professionnelles. Le territoire de la CC compte quatre déchèteries pour les particuliers et les professionnels et un service de collecte des déchets des ménages.

PTCE

Connaissance du PTCE

La CC est partie prenante du PTCE, et notre interlocuteur a donc été invité par les élus à y participer. Par ailleurs, la vice-présidente de la CC est également l'une des coprésidentes de 3.EVA

Les attentes vis-à-vis du PTCE

Selon JLV, le rôle du PTCE est d'aider autant que possible toutes les initiatives qui créent de l'emploi et développement l'activité économique locale. Un enjeu est de permettre la coopération des acteurs malgré les différences d'organisation, de permettre que des projets transversaux aboutissent. JLV propose de s'appuyer sur le PTCE pour développer une nouvelle filière pour les déchets des professionnels (bois et BTP).

La force du PTCE réside dans ses moyens pour financer des études et sa capacité à mettre du monde autour de la table.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

La CC a la compétence du développement économique, c'est dans ce cadre qu'a été créé le Parc Régional d'Activité Economique (PRAE) Charles Cros à Limoux pour accueillir une pépinière et un hôtel d'entreprises « Un parc multisites avec une vocation sur l'écoconstruction et les énergies renouvelables ». Une réalisation de la CC qui génère aujourd'hui trente-cinq emplois et 4,5 millions d'euros par an. Sa vocation est d'accompagner à la création d'entreprise par la location de bâtiments, de bureaux, de salles de réunions et de sanitaires. Depuis sa création en 2014, les entreprises se sont installées et les locaux sont pleins, on en compte aujourd'hui une douzaine. Jean-Luc Valmigère est convaincu que l'économie et la création d'emploi sont la base pour mieux vivre et rester sur le territoire.

Projet de déchèterie professionnelle

La Cavale a créé un projet de plateforme pour valoriser ce qu'il est possible de valoriser. La coopérative agricole est partie prenante d'une plateforme pour gérer les déchets issus de son activité et de celle des autres entreprises, par exemple le marc de raisin et les déchets issus de la filière bois. Une déchèterie pour les professionnels d'initiative privée pourra utiliser cette plateforme pour offrir des débouchés à ses déchets bois de la même manière que la CC. La CC a décidé de ne pas être porteuse de cette déchèterie pour les professionnels, de ne pas se mettre en concurrence dès lors qu'il existe une initiative privée sur le plan local. Cette déchèterie professionnelle entraînera aussi l'activité économique et permettra la création d'un voire deux emplois.

Une déchèterie moderne

C'est une déchèterie dans laquelle on parle de réemploi et de recyclage, et seulement en dernier recours d'incinération. Aujourd'hui dans une déchèterie il y a un premier couloir où l'on trie ce qu'on peut réutiliser, un deuxième pour le recyclage, et pour ce qui termine en incinération il faut savoir que c'est revalorisé sous forme de chaleur et donc d'énergie. Un objectif a été fixé par la règlementation de réduire les déchets de 70 %. Les consignes de tri évoluent très régulièrement, le département et le syndicat de traitement des déchets du département Covaldem 11 (Collecte et valorisation des déchets ménagers de l'Aude), travaillent ensemble.

En 2018, la nouveauté c'est qu'on est capable de valoriser tout ce qui est blister et cellophane. Cette évolution permanente a pour conséquence qu'au bout de cinq ans une déchèterie est dépassée dans son fonctionnement et dans ses capacités de valorisation.

Avis sur la coopération

L'intelligence du PTCE c'est de mettre toutes ces initiatives en présence pour répartir les tâches au mieux, pour « éviter de faire rouler des camions vides ». Si on peut envoyer un camion pour transporter des choses dans la haute vallée de l'Aude, autant le remplir avant qu'il ne redescende.

« La mise en place du PTCE a permis de travailler avec des gens qu'on n'aurait pas forcément rencontrés. Beaucoup de jeunes se sont retrouvés autour de la table. »

Qu'est-ce qui va nourrir cette dynamique ? Le fait que les gens aient envie de créer de l'activité et d'autres soient là pour le favoriser. Par exemple, on pourra interdire l'accès des professionnels aux déchetteries publiques une fois qu'une solution existera pour leurs déchets.

Les fusions administratives

Il y a des communes qui attendent de pouvoir se débarrasser de la compétence eau et assainissement au profit de la communauté avec des coûts qu'elles ne pourront pas endosser seules. Quelle commune a les moyens d'acheter un camion à 160 000 euros et de mettre trois emplois à temps plein pour faire de la collecte de déchets ?

JLV anticipe une nouvelle fusion des territoires des CC du Limouxin et CC des Pyrénées Audoises. On peut s'attendre à une fusion à venir qui dissoudra les deux CC au profit d'une nouvelle. Le PETR (Pôle d'Équilibre des Territoires Ruraux) réunit déjà des partenaires à l'échelle des deux CC. C'est aussi l'échelle adoptée par le PTCE et on peut y voir une chance pour conserver une stabilité malgré les fusions. Les fusions administratives laissent souvent trop peu de temps aux administrations pour les préparer, pour savoir quelles sont les compétences mises en commun. Cela produit de l'incompréhension et parfois de la frustration.

Thématique de la gestion des déchets

Le centre de valorisation des déchets est à Carcassonne, donc le tri et la valorisation sont réalisés à 20 km au nord de Limoux, dans l'idéal le traitement serait réalisé à échelle du Limouxin. Ça serait possible pour les déchets qui coûtent le plus cher en transports. Ceux qu'on transporte pour rien. Les déchets verts en premier lieu, qui sont constitués à près de 80 % d'eau, mais aussi les bois et les gravats. La ferraille et le carton permettent une recette qui couvre l'opération de transport. Mais tout ce qui est lourd devrait être traité « intra-muros » au plus proche.

Un débouché potentiel sera le réseau de chaleur en construction sur Limoux. Une grosse chaufferie qui fonctionnera avec de la plaquette, du bois broyé. Le choix a été porté sur la plaquette (morceau de bois de quinze à vingt centimètres) plus facile à produire que le granulat, un produit techniquement beaucoup plus évolué.

Le défi de la réduction des déchets

Pour réduire la quantité de déchets apportée par les professionnels en déchetterie, un quota d'un mètre cube par semaine a été mis en place. Le fonctionnement de la déchèterie actuelle ne permet pas réellement de faire respecter cette limitation. La vérification du respect de ce volume repose uniquement sur l'analyse visuelle opérée par le gardien de la déchèterie au moment de l'arrivée des véhicules. D'une part, il faut pour cela que le gardien s'implique suffisamment, et d'autre part si le gardien refuse de prendre plus de déchets au bout d'un mètre cube, il s'expose à un risque de conflit potentiellement difficile à gérer.

Pour les services techniques de la communauté de communes, le défi de la réduction des déchets trouve sa réponse dans la maîtrise des coûts. Maitriser les coûts c'est chercher des solutions économiques et écologiques. Jean-Luc Valmigère considère que la réduction des déchets va se faire à mesure que les filières sont créées et rendent possible le recyclage.

> *« Ça va se faire naturellement. Lorsque ça devient techniquement possible, alors on le fait. Si moi on me dit demain : on est capable de recycler les gravats, on recyclera les gravats. L'essentiel c'est qu'on développe des filières et que des solutions techniques voient le jour »*

Les principales difficultés auxquelles est confrontée la CC pour sa gestion des déchets :

- La hausse du coût du carburant. Le prix du carburant a été multiplié par trois depuis 2010. Non négligeable quand un camion poubelle consomme 56 litres aux 100 km.
- Faire évoluer les salaires des fonctionnaires avec l'État qui diminue ses contributions. Tout en évitant de faire augmenter les impôts locaux.

« Quand on va « promener » un véhicule dans un village qui nécessite deux heures pour aller ramasser 50 kg de matériaux recyclables c'est comme de faire sortir un camion vide, c'est aberrant écologiquement et financièrement impossible. »

Par rapport aux habitants

Pour le public la mise à disposition de composteurs individuels a bien fonctionné. L'habitat constitué de maisons individuelles est favorable à la mise en place de composts, dans le centre ancien de Limoux on peut aussi intervenir à l'échelle des copropriétés. Un ambassadeur du tri se déplace au besoin et fait des formations. Pour les habitants, un objectif est de ne pas augmenter les impôts.

Par rapport aux industries

Au niveau national, pour réduire les déchets chez le commerçant et l'industriel, la solution qui a finalement été retenue est d'imposer des taxes pour financer davantage de filières de recyclage. On avait mis en place des règles de réduction du poids des emballages, les acteurs producteurs de packaging devaient payer un montant par gramme d'emballage produit. En conséquence, ils ont réduit le poids des emballages, mais ont augmenté le nombre de couches et de matériaux pour emballer les produits, les rendant plus complexes et plus difficiles à retraiter.

Christophe Bonnemort - La CAVALE

- La plateforme multidéchets, un projet vitrine du PTCE 3.EVA. Une plateforme de compostage large, au niveau territorial, pour le traitement de tous ses déchets valorisables
- La structuration de la filière viande locale portée par la commission circuits courts, un projet rendu possible par 3.EVA
- La CAVALE est une société coopérative qui porte en son sein les valeurs socles du PTCE 3.EVA.

« Le PTCE est un outil d'ingénierie, ce n'est pas un outil de réalisation. »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Ioan Bengel (ioan.bengel@uha.fr) et Ann-lise Rosio (ann-lise.rosio@uha.fr)

Lieu de la rencontre : salle de réunion des locaux de la CAVALE, à Limoux.

Type de rencontre et durée : entretien d'une heure trois quarts.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Christophe Bonnemort, c.bonnemort.cavale@orange.fr

Parcours personnel et professionnel

Christophe Bonnemort est ingénieur agronome. Cette formation lui offrait la possibilité de s'orienter vers des métiers très variés, en lui conférant une capacité à adopter une approche généraliste et intuitive de systèmes, conçus dans leur globalité plutôt que comme une somme d'éléments. Il a longuement travaillé à la Réunion, avant de revenir en France il y a trente ans. Il a exercé le métier d'ingénieur dans la recherche, fondamentale d'abord, appliquée ensuite, puis dans le développement agricole pour une chambre d'agriculture. Il est directeur de la CAVALE depuis quatre ans.

Statut ou fonction

Ce poste de direction demande quatre types de compétences :

- Des compétences techniques, concernant le fonctionnement de la distillerie, les process à comprendre et à faire évoluer, ou encore la capacité à parler production avec les agriculteurs ;
- Des compétences managériales, pour amener les personnes à exprimer leurs compétences individuelles au sein d'un groupe, être capable de déléguer tout en contrôlant, et permettre aux cadres d'encadrer ;
- Des compétences commerciales, liées à la filière « approvisionnement » et Gamm Vert de la coopérative, qui représentent plus des deux tiers de ses activités ;
- Des compétences financières, en rapport avec la direction d'une structure employeuse.

Lien personnel et professionnel avec la Vallée de l'Aude

Christophe Bonnemort n'est pas originaire de la Haute Vallée de l'Aude, mais c'est une région qu'il a découverte il y a trente ans, et dont il est « tombé amoureux ». D'ailleurs, la situation géographique de la CAVALE a été un élément décisif dans son choix de postuler au poste de directeur.

Structure

Les activités de la structure

La CAVALE est une société coopérative agricole (SCA) à taille humaine, engagée dans des activités diverses. En effet la coopérative se divise en cinq branches d'activités différentes, mais complémentaires et cohérentes, qui ont été développées au fur et à mesure de son histoire, à savoir la distillerie, l'approvisionnement, la collecte de céréales, la vente (notamment via les magasins franchisés Gamm Vert), et huile d'olive. Pour chacune des branches de la coopérative, il y a un lien fort entre l'activité et l'ancrage territorial de la structure.

Aujourd'hui, le conseil d'administration de la CAVALE n'exprime aucune volonté de croissance externe, donc il n'est pas prévu de changement majeur dans le modèle économique. La raison principale est qu'il existe déjà une concurrence dans toutes les activités de la société, et qu'il n'est pas raisonnable de penser pouvoir faire progresser intensément la production par exemple. Malgré tout, l'approvisionnement est une activité en évolution progressive, dans laquelle la société avance par paliers. La distillerie présente pour sa part un grand potentiel, mais son rendement est à ce jour contraint par la quantité de marc de raisin récupéré par les caves particulières et les viticulteurs adhérents, et les enjeux sont également techniques, puisqu'ils concernent la capacité à valoriser plus et mieux les sous-produits de la viticulture. En ce qui concerne l'activité céréales, son évolution reviendrait à une erreur stratégique étant donné la présence sur le territoire d'une autre coopérative importante spécialisée dans cette branche, et avec laquelle il serait souhaitable de garder de bonnes relations. Les Gamm Vert, quant à eux, permettent d'envisager une progression importante, notamment grâce à la marque territoriale (des produits issus de l'activité agricole dans un périmètre de 50km maximum autour de Limoux) qui a été créée dernièrement, et dont la vente en magasin fonctionne bien, même si la boutique en ligne (www.territoire-limouxin.com) n'enregistre pour le moment que peu d'activités. La CAVALE a également mis en place une offre de paniers de légumes, qui rencontre un assez bon succès en magasin, avec l'objectif de proposer des livraisons au travail ou à domicile, mais la structure rencontre sur ce plan des difficultés logistiques à régler pour faire avancer ce dossier.

Le fonctionnement de la structure

Les SCA sont des coopératives particulières, avec des statuts spécifiques. Elles sont nées de la mise en commun de financements de la part d'agriculteurs qui cherchaient à asseoir leur activité. Ces structures n'avaient à l'origine pas vocations à créer de l'emploi, mais visaient la mutualisation de biens, la répartition de charges, et la gestion bénévole de la partie administrative des agriculteurs associés (répartie entre des bénévoles), tout en leur conférant un poids dans la négociation des prix de vente de leur production qu'ils ne pouvaient pas espérer avoir en tant qu'agriculteurs isolés, en assurant des produits de qualité.

Au dix-neuvième siècle, on trouvait peu ou prou une coopérative viticole dans chaque village français. Aujourd'hui, Limoux dispose de deux caves[8] coopératives en plus de la Cavale, mais elles sont le résultat d'une suite de fusions de pas moins de vingt-quatre caves dans la Haute Vallée de l'Aude.

[8] Les deux caves se distinguent dans le type de vin qu'elles produisent l'une étant spécialisée dans la Blanquette, et l'autre dans les vins dits tranquilles.

La gouvernance de la Cavale est assurée par un Conseil d'Administration chargé d'orienter la stratégie de la coopérative. Le directeur, quant à lui, est chargé de la partie opérationnelle, c'est-à-dire qu'il est responsable de la mise en place de cette stratégie, ainsi que de la gestion des Ressources Humaines et la préparation des outils et documents (budgets, business plans) dont le CA a besoin pour prendre des décisions d'ordre financier. La bonne entente entre président et directeur semble être un élément décisif du bon fonctionnement de la structure.

L'histoire des trente dernières années de la coopérative s'est divisée en trois périodes associées à des modèles différents. Les dix premières années, la structure était dirigée par un président directeur général. C'est-à-dire que le président assurait également le rôle de directeur, et prenait quasiment seul toutes les décisions importantes. Durant les dix années suivantes, un tandem président/directeur a été mis en place, et a notamment été à l'origine de l'établissement de la branche Gamm Vert. Depuis dix ans, le fonctionnement est beaucoup plus collégial, le président a fait en sorte que le dialogue s'installe, au travers d'outils démocratiques qui ont été mis en place, tel que les commissions qui dégrossissent les sujets traités en réunion du conseil d'Administration.

Thématique des déchets

Comme nous l'avons déjà dit, les activités de la CAVALE sont multiples, toutes mériteraient que l'on s'y attarde. Néanmoins, en ce qui concerne spécifiquement la thématique des déchets, le projet le plus important qu'ait porté la coopérative est la plateforme multidéchets, sur laquelle nous reviendrons longuement dans la partie PTCE. Disons ici simplement que l'ambition de ce projet territorial est, au niveau de la CAVAL, d'aller le plus loin possible dans la valorisation des déchets de la production viticole. Ainsi non seulement la coopérative s'est investie dans la transformation de plusieurs sous-produits du raisin (la distillerie et le compostage du marc, l'extraction d'huile des pépins de raisins, la production de colorants alimentaires, etc.), mais encore elle cherche à tendre vers l'autonomie énergétique grâce à la valorisation énergétique des mêmes déchets.

Cependant les besoins en gaz de la coopérative, en particulier pour la distillerie, ne sont pas couverts par ses ressources propres (en l'occurrence le marc). C'est pourquoi la CAVALE cherche à combler les besoins restant avec une énergie la plus propre possible. Dans ce contexte, la structure avait tout intérêt à capter autour d'elle des déchets qui avaient une valorisation possible dans un processus de méthanisation (bois ou biodéchets).

Le principe fondamental de l'écologie est le retour de la matière au sol, et c'est pourquoi le premier enjeu est une valorisation agronomique des déchets, en compost, mais cela n'empêche pas qu'une partie des déchets puisse être récupérée pour fabriquer de l'énergie (par méthanisation, gazéification ou combustion). Les deux procédés sont complémentaires, et c'est en cela que l'approche de la CAVALE est cohérente, et c'est à ce titre qu'elle a obtenu le soutien de l'ADEME.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Le siège de l'association 3.EVA est installé dans les locaux de la Cavale. Christophe Bonnemort est l'un des coprésidents du PTCE et en a à ce titre une connaissance parfaite.

Le dossier du PTCE a été retenu sur trois grands axes, à partir desquels des commissions ont été mises en place, qui ont donné lieu à des réunions de travail. Des comptes rendus ont été faits, des fiches actions ont été rédigées et mises à disposition de tous les participants via un espace de stockage partagé. Il y a une grande richesse dans tous ces échanges, mais tous ces outils pourraient amener à se contenter de faire de l'affichage, alors que le but n'est pas du tout celui-là (même si une restitution est prévue pour les financeurs, et que des indicateurs sont nécessaires). Selon Christophe Bonnemort, l'enjeu est d'avoir un impact réel sur le terrain, il voit le PTCE comme un outil d'ingénierie, et non comme un outil de réalisation.

Axe « Valoriser les ressources locales » : Commissions Déchets – Circuits courts – Eau

Christophe Bonnemort encadre deux des trois commissions chapeautées par ce grand axe, les commissions déchets et circuits courts.

La commission Déchets a notamment porté le projet de la plateforme territoriale multidéchets (menée par Christophe Bonnemort avec soutien financier de l'ADEM[9]). Cette commission a vu naître ou a mis au jour de nombreux projets, autour des déchets ultimes, du verre, du carton, des déchets bois, et du développement de *repair cafés*. Tous ces projets se sont avérés difficiles à mener de front. Pour le moment la plateforme multidéchets avance bien, et la question de l'écoconstruction à partir de déchets bois est quant à elle inclue dans le projet de cluster de l'écoconstruction qui a émergé avec le dossier de réponse à l'appel à manifestation d'intérêt Territoire innovant de grande ambition (AMI TIGA).

La commission circuits courts a pour sa part permis la structuration de la filière viande locale, l'émergence du Projet d'Alimentation Territorial (pour créer une filière locale fruits et légumes), et d'un circuit court en céréales bio ou encore le développement des plantes aromatiques médicinales. La filière viande était un projet en gestation au sein de la CAVALE, mais que la coopérative ne pouvait pas mettre en place seule : c'est le PTCE qui l'a rendu possible.

Le PTCE dans les activités de la CAVALE

La CAVALE est depuis l'origine au cœur de processus du PTCE, et ce n'est donc pas une surprise si cette structure a su se saisir de cet outil dès de début, en investissant l'esprit du PTCE pour se mettre en recherche d'innovation sur toutes les branches de la société :

- Branche approvisionnement : la CAVALE a porté au PTCE un projet de GIEE (Groupement d'Intérêts Économique et Environnemental), auquel participent trente-cinq viticulteurs qui testent des méthodes innovantes pour améliorer leurs revenus tout en respectant l'environnement, en se concentrant sur trois thématiques : la nutrition et l'enrichissement des sols, la réduction des intrants et la préservation de la biodiversité (avec un partenariat avec un apiculteur important). Au sein du PTCE, le GIEE trouve son implication en particulier à travers la question de la gestion de l'eau.

- Branche distillerie : c'est dans ce cadre que la CAVALE a proposé le projet de la plateforme de compostage, qui a ensuite été impulsée par le PTCE. La coopérative avait besoin de ressources (du marc), et le PTCE lui a offert l'opportunité de se tourner vers le territoire pour capter d'autres gisements, et c'est à partir de là que le projet a pu prendre une dimension plus importante, en intégrant les autres déchets du territoire, afin de fournir des débouchés intéressants d'un point de vue environnemental tout en réduisant les transports.

- Branche céréale : La CAVALE avait la volonté de diversifier son offre en céréale, et d'opérer une transition vers la certification biologique. Christophe Bonnemort estime que la structure ne peut pas y arriver seule, et que c'est le PTCE qui permettra de réalise cet objectif.

- Branche olives et vente : une marque de terroir a été mise en place, dans le but de mettre en valeur le territoire limouxin. Cette action s'est faite de façon concomitante entre la CAVALE et le PTCE. Avec le développement de cette marque, la CAVALE a mis en place une offre de livraison de paniers de produits de terroir, mais elle s'est confrontée à un problème logistique dit du « dernier kilomètre », en raison des distances importantes à parcourir pour livrer les différents clients. Lors du *hackaton* organisé par le PTCE, une application a été développée en réponse à cette question. « Je livre mon voisin » permet d'installer un système de relais-paniers chez des particuliers volontaires et de confiance, chez qui les autres clients viennent récupérer leur panier.

[9] Le soutien de l'ADEM a pu être obtenu grâce au PTCE, qui a poussé La CAVALE à répondre à un appel à projets sur l'économie circulaire, pour entrer dans une dynamique « territoire à énergie positive », grâce à un projet énergétique de gazéification.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Mise en place de la plateforme multidéchets

La plateforme multidéchets est le fruit d'une « rencontre » entre un projet d'entreprise, en l'occurrence celui de la Cavale qui était en recherche de débouchés pour les 10 000 tonnes de marc de raisin qu'elle produit chaque année, et d'un territoire avec d'autres déchets pour lesquels une solution plus écologique et plus économique que le traitement actuel était à trouver. Le problème est que la CAVALE avait à disposition 3 000 tonnes de marc pour le compostage, mais cela ne représentait pas une quantité suffisante ni pour rentabiliser la plateforme de compostage ni pour subvenir à la totalité de ses besoins énergétiques. De là est partie l'idée d'une plateforme de compostage plus large, au niveau territorial, pour le traitement de tous ses déchets valorisables. En effet, le territoire offre de nombreuses ressources : le marc, des biodéchets, des déchets verts, du bois de palettes, du bois des déchetteries publiques, du bois forestier, et des déchets de chantiers.

Au départ le projet de cette plateforme multidéchets était très ambitieux, mais plusieurs scénarios avaient été envisagés, allant de 3 000 à 27 000 tonnes de déchets traités annuellement, avec des résultats très différents en termes de rentabilité. Une plateforme « classique » impose un seuil de rentabilité de 20 000 tonnes de déchets. Mais le territoire en question est relativement petit, et il fallait s'assurer la maitrise de toutes les ressources, c'est pourquoi le projet a finalement été redimensionné pour se fixer à un objectif de 7 000 tonnes de déchets.

Pour le compostage, c'est un terrain autour de la distillerie qui a été choisi, car certains éléments techniques nécessaires y étaient déjà en place. Le problème était que la CAVALE était déjà capable de traiter les 3 000 tonnes de marc produits par l'activité de sa distillerie, mais que cette valorisation n'était alors pas rentable en raison de coûts de transports importants vers la plateforme de compostage. En ce qui concerne les biodéchets, que la CAVALE ne savait en revanche pas gérer, une étude complémentaire a été réalisée concernant leur transport, leur traitement et leur hygiénisation, avec la question des odeurs, pour envisager la valorisation énergétique pour subvenir aux besoins de la distillerie (en énergie et en chaleur).

La rentabilité de la plateforme dépendait de la possibilité de capter les déchets verts de la communauté de commune, aussi y a-t-il eu une négociation entre le PTCE et avec le syndicat mixte Covaldem, au cours de laquelle il a été expliqué qu'il existait pour le moment un partenariat avec le centre de traitement des déchets géré par Suez, et situé dans la ville d'Alzonne (près de Carcassonne). Ce centre récupère en effet pour l'heure les 2 000 tonnes de déchets verts de la déchetterie publique de la communauté de commune du Limouxin, ainsi que toutes les ordures ménagères. Mais cette organisation est coûteuse pour la communauté de communes, c'est pourquoi elle a insufflé le projet d'une déchetterie professionnelle, qui va voir le jour prochainement, et dont le gérant sera l'entreprise Maury.

Enfin, pour en finir avec la liste des acteurs impliqués dans le dossier de cette plateforme multidéchets, il existe une potentielle carrière[10] (pour les gravats) à Salvezines, autour de laquelle on trouve un gisement de 5 000 tonnes de déchets bois.

L'enjeu des discussions amorcées avec Maury consiste en l'envoi des déchets verts des professionnels vers la distillerie et celui des déchets bois (professionnels également) vers la carrière. Mais ce deuxième point est encore à l'étude, car il dépend de la structuration de la filière bois[11] qui n'est pas encore effective. Pour la communauté de commune, la priorité est de ne pas faire circuler ses camions à vide au retour d'Alzonne. Mais La CAVALE n'a rien à proposer en ce sens, elle ne peut rien récupérer du centre de Suez qu'elle pourrait valoriser. L'ambition que se donne la plateforme multidéchets consiste plutôt à trouver des solutions de valorisation des déchets verts des professionnels sur le territoire, afin d'éviter les transports vers Alzonne.

[10] Un industriel s'en va, et la CAVALE s'intéresse à la reprise du site, qui offre une possibilité de création d'emplois.

[11] Le problème est que, pour le moment, les bois des éclaircies liées à l'exploitation forestière pour le bois d'œuvre est laissé sur place, car sa conversion en plaquettes de chauffage n'est pas rentable. Sur cette question, voir la fiche d'entretien avec Alexandre Laizé, le responsable de la charte forestière.

On voit avec ce rapide aperçu que la plateforme multidéchets est un gros projet, ambitieux, et qu'il est révélateur tout à la fois du fonctionnement du PTCE, de ses enjeux, de ses forces et de ses faiblesses. Il a rassemblé la CAVALE, les services techniques de la communauté de communes du Limouxin, les entreprises Maury et Suez, le potentiel repreneur de la carrière de Salvezines, le responsable charte forestière Alexandre Laizé, et la Covaldem. Cela fait beaucoup d'acteurs, et cela implique forcément des visions et des objectifs différents, que le PTCE doit tenter de faire converger. Il les rassemble autour d'une table, mais pour autant, cela ne garantit pas que les informations circulent. En particulier, le projet de la déchetterie professionnelle a été pensé par la communauté de communes, mais n'a jamais été dévoilé au cours des réunions de travail de la commission, alors que cela impactait de fait le schéma de fonctionnement de la plateforme, qu'il a fallu revoir au moment où le projet a été confirmé. Christophe Bonnemort déplore le fait que la communication ne soit toujours pas fluide entre les différents acteurs territoriaux.

Analyse du PTCE

Interrogé sur la différence entre le PTCE « Organic Vallée » et 3.EVA, Christophe Bonnemort explique que les deux structures sont fondamentalement différentes : alors que le PTCE Organic'Vallée se consacre exclusivement à l'innovation dans un domaine spécifique, à savoir la valorisation énergétique et agronomique de la matière organique sur son territoire, 3.EVA, quant à lui, est un PTCE de territoire, que l'on peut définir comme « interfilières » ou « multifilières ». C'est ainsi que 3.EVA touche potentiellement tous les acteurs de la Haute Vallée de l'Aude. Les gens y viennent avec leurs idées qu'il faut canaliser et leurs projets qu'il faut mener à bien. Mais cette dynamique est source d'un tel foisonnement qu'il est impossible de ne pas faire de choix, et cela signifie que nombre de projets porteurs, innovants et réalistes restent sur le bord du chemin, ce qui est à l'origine de beaucoup de frustrations.

Pour la CAVALE en particulier, le PTCE est un catalyseur de l'ancrage territorial, c'est-à-dire qu'il consolide le lien entre le développement des activités de la société coopérative et son ancrage dans le territoire.

Pour Christophe Bonnemort, le PTCE 3.EVA relève d'une véritable dynamique collective qui permet d'innover, d'imaginer de nouveaux projets transversaux et ambitieux, et de se donner les moyens d'en concrétiser au moins certains. Il est évident que les acteurs d'un territoire peuvent s'associer et conclure des partenariats même ne l'absence de PTCE, qui n'a le monopole ni de l'innovation ni de la transversalité, mais il a le mérite de faciliter et de provoquer les rencontres, et Christophe Bonnemort estime que c'est une chance pour un territoire de disposer d'un tel laboratoire. D'autre part, l'esprit du PTCE ce n'est pas seulement la mise en relation des différents acteurs, mais leur coopération. C'est cet esprit qui est capable de redynamiser certains projets portés par des individualités ou des entreprises qui, seules, auraient tendance à penser que rien n'est possible.

La limite, c'est le temps que l'on peut consacrer à cette coopération. Cet outil demande une grande disponibilité, il passe par l'organisation d'un grand nombre de réunions, il nécessite de laisser murir les projets, de confronter les idées, et de nourrir la dynamique collective. Aujourd'hui Christophe Bonnemort en arrive à craindre que ce temps qu'il n'accorde pas à la coopérative dont il a la direction ne finisse par être à l'origine de dysfonctionnements dans sa structure. Il est contraint de se recentrer sur les projets internes (gazéification, la plateforme de compostage) pour cette année 2018.

D'autre part, comme l'exemple de la plateforme multidéchets le démontre, le mérite du PTCE est de mettre les acteurs en contact. Mais réunir des personnes autour de projets communs n'induit pas forcément qu'il y ait une communication entre elles. Il apparait donc qu'un certain cloisonnement résiste à l'esprit du PTCE, dont l'ambition de départ était pourtant bien d'instaurer une transparence entre les différents acteurs du territoire.

Pour résumer, la faiblesse du PTCE 3.EVA consiste en un manque de cohérence dans les jeux d'acteurs, les moyens affectés, qui se matérialise par des écarts entre les projets apportés et leur réalisation, entre la mission confiée et les moyens affectés. Il semble à Christophe Bonnemort que ce PTCE arrive dans une phase où il doit trouver un deuxième souffle. Pour cela il peut s'appuyer sur ses deux forces principales, que sont d'une part son ampleur, qui lui donne la faculté d'impliquer de très nombreux acteurs différents, et d'autre par son coordinateur, Julien Peyre, qui apparaît être exactement « la bonne personne au bon endroit ».

Anne-Victor – Organic'Vallée

- Organic'Vallée développe et anime un PTCE sur le territoire du Lauragais, un PTCE tourné vers la question de la valorisation de la matière organique.
- À partir des principes du circuit court et de l'économie circulaire a été construit un modèle de développement de territoire cohérent et pertinent.

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteur.se.s : Ioan Bengel (ioan.bengel@uha.fr) et Ann-lise Rosio (ann-lise.rosio@uha.fr).

Type de rencontre et durée : entretien téléphonique d'une heure et demie.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Anne Victor, a.victor@organicvallee.fr

Parcours personnel et professionnel

Anne Victor a un diplôme d'ingénieure en agriculture, qu'elle a obtenu à l'ISARA Lyon. Son mémoire de fin d'études, avec la chambre régionale d'agriculture du Rhône Alpes et Coop de France Rhône-Alpes Auvergne, portait sur la problématique des émissions de gaz à effets de serre et de production d'énergies renouvelables en agriculture dans la région. Ce travail l'a amenée à rencontrer de nombreux élus et de nombreux agriculteurs, et a fait naître en elle une véritable passion pour ces thématiques. Elle a donc entamé une formation d'un an à l'université de Savoie pour se spécialiser dans les énergies renouvelables et la maitrise des consommations d'énergie dans le secteur agricole. Au cours de cette année de spécialisation, elle a effectué un stage dans un bureau d'étude reconnu, Solagro[12]. À l'issue de sa formation, Anne Victor a été recontactée pour un poste de chef de projet méthanisation, qui consistait à assister le directeur d'exploitation pour le démarrage de l'unité de méthanisation. On était en 2011, et il s'agissait alors d'un projet pionnier. Elle a ensuite travaillé pendant cinq ans pour Solagro à Toulouse. Ses missions consistaient à réaliser des études de faisabilité en méthanisation, concernant le dimensionnement des unités de méthanisation en fonction des volumes de déchets, des surfaces disponibles, pour aboutir à des projets économiquement viables. C'est dans ce cadre qu'elle a rencontré l'entreprise CLER VERT, ce qui l'a finalement conduite à Organic'Vallée.

Statut ou fonction

Anne Victor est une salariée de la SCIC Organic'Vallée. Elle porte également le rôle d'animatrice du PTCE du territoire du Lauragais.

Structure

L'histoire de la structure

Organic'Vallée est une SCIC en charge du développement et de l'animation du PTCE, qui n'a pour sa part pas de statuts juridiques propres. Pour bien comprendre le fonctionnement de ces entités, il faut commencer par décrire le développement de l'entreprise CLER VERTS, qui est à l'origine de la réflexion sur le projet Organic'Vallée.

[12] Anne Victor tient à mettre en avant une production de Solagro, un scénario prospectif en rapport avec la subsistance humaine et la question énergétique en 2015. Ce scénario s'appelle Afterres2050.

CLER VERTS a été fondée en 2003 par Gérard Lanta et Jean-Luc Da Lozzo. Il s'agit d'une plateforme multifilières, à l'origine spécialisée dans le compostage, et qui a développé une filière bois avec d'un côté le bois énergie et de l'autre le bois pour les panneaux de particules. En 2011, il a été décidé de doter la plateforme d'un méthaniseur, afin de mieux valoriser les déchets en fonction de leur nature et de leur potentiel méthanogène.

À la même époque, Jean-Luc Da Lozzo développait son intérêt pour l'économie circulaire. Il a effectué un voyage en Chine pour y étudier des modèles d'économie plus durable dans la gestion des déchets. L'ampleur considérable de biodéchets non traités, en particulier les invendus des grandes surfaces, lui est alors parue intolérable, et c'est ce qui l'a amené à considérer l'ajout d'étapes de valorisation de ces matières nobles avant envoi en compostage et méthanisation (par exemple en alimentation animale).

L'unité de méthanisation démarre en octobre 2016. Elle est spécialisée dans le traitement des biodéchets des restaurants et des invendus de grandes surfaces. Il s'agit d'un modèle unique en Occitanie, qui fonctionne bien, car la région comporte de gros producteurs de biodéchets, et la législation française les oblige à les traiter par compostage ou méthanisation, afin d'éviter l'enfouissement ou incinération qui ne présente aucun avantage pour des matières non sèches.

Jean-Luc Da Lozzo a alors décidé d'acquérir un terrain de 55 Ha, y voyant une opportunité de concrétiser ce nouveau modèle économique alternatif. En effet, pour envisager une boucle d'économie circulaire, il fallait offrir des débouchés à la matière organique valorisée par la métropole toulousaine. Ainsi, le projet « Organic'Vallée » consiste à développer une zone d'agroactivités pour répondre aux besoins du territoire, en prenant en compte ses spécificités (microclimat, topographie). L'enjeu premier est de créer de l'emploi et de développer l'économie locale. Organic'Vallée fertilise ses terres à l'aide de compost bio issu de CLER VERTS.

Le fonctionnement de la structure

Les 30 ha cultivables du terrain d'Organic'Vallée ont été convertis à l'Agriculture Biologique, et 7 ha sont consacrés à l'agroforesterie et au maraichage, et 15 ha au bois, les 10 ha restants étant des landes et des anciennes carrières. Différents acteurs du territoire s'y sont installés, notamment un éleveur de porcs par exemple. Il profite de la présence de chênes et il engraisse ses animaux grâce aux invendus récupérés dans les grandes surfaces.

Les activités se développent dans le respect du site, en synergie avec les spécificités du lieu et avec les autres acteurs présents, l'idée étant qu'un extrant d'une activité (ce que l'on appelle communément déchet) puisse devenir un intrant pour une autre activité, afin de créer de mini-boucles d'économie circulaire. Par exemple, à terme, le projet prévoit que le compost bio de CLER VERTS permette de produire des fruits et légumes bio (l'objectif est de bénéficier de la certification ECOCERT, pour une démarche engagée dans la sauvegarde et l'amélioration de la biodiversité), qui seront transformés sur place et vendus localement dans les communes alentour. Ensuite, les communes collecteraient les biodéchets et les confieraient à CLER VERTS afin de les valoriser en compost, et le cycle recommencerait.

Selon Anne Victor, la pertinence de ce modèle tient à cette boucle vertueuse, mais ses conséquences vont au-delà des considérations purement environnementales (liées en particulier à la qualité et à a survie des sols), elles sont aussi économiques et sociales : il crée des emplois pérennes non délocalisables (puisque le modèle n'a de sens que localement), et il favorise un lien urbain-rural. Tout cela dépeint un modèle qui associe de manière cohérente des acteurs du territoire (entreprises, collectivités, citoyens) à la question centrale des flux de matières organiques, dans le but de répondre aux besoins du territoire.

Par ailleurs, le terrain dispose d'une grande villa que la SCIC a pour projet de transformer en tiers-lieux, avec des espaces de coworking et des bureaux, des espaces de formation et d'événements. Organic'Vallée a été reconnu organisme de formation en 2017, et développe actuellement des modules de formation sur les thématiques de la biodiversité, de l'agroécologie, de l'économie circulaire et de la valorisation de la matière organique.

PTCE

Présentation du PTCE

La SCIC Organic'Vallée a été créée en 2015, et comme l'association 3.EVA, elle a été lauréate du second appel à projet pour son projet de PTCE. Elle a ainsi pu bénéficier d'un financement de l'État pour un poste à temps plein qui a permis l'embauche d'Anne Victor. Elle coordonne le travail entre une trentaine de partenaires autour d'axes thématiques en lien avec le développement de l'activité d'Organic'Vallée (agriculture biologique, économie circulaire, valorisation de la matière organique, formation, etc.).

Ainsi, au sein de ce PTCE, Organic'Vallée a une position particulière. Elle est l'un des partenaires du PTCE, mais un partenaire central, avec un rôle d'animateur, puisque c'est la structure qui a monté le dossier pour répondre à l'appel à projets, et qui a défini les axes stratégiques autour desquels les acteurs se sont rassemblés. Le but à terme serait que les différents partenaires puissent devenir sociétaires de la coopérative.

Les objectifs de ce PTCE sont doubles. D'une part il s'agit, par le développement des activités d'Organic'Vallée, de favoriser le développement l'activité économique locale en créant des emplois, et de promouvoir le modèle pertinent tant socialement qu'environnementalement dont nous avons parlé plus haut. Et d'autre part, dès sa création, ce projet contenait déjà l'espoir d'un essaimage. En effet la démarche parait vertueuse et positive au vu des enjeux actuels autour des sujets de l'agriculture, de l'urgence climatique et du contexte socio-économique européen, et il ne faudrait pas que l'initiative soit unique. Deux critères semblent aujourd'hui nécessaires à la réussite d'une telle entreprise : une forte volonté politique sur le territoire, et un lien fort entre la structure porteuse et une entreprise du type CLER VERTS (plateforme multifilières de traitement de la matière organique), afin de bénéficier à la fois de la valorisation ultime et de la fertilisation des sols, car c'est ce qui rend le modèle cohérent pour les problématiques du local et de l'organique. Mais actuellement, l'enjeu principal consiste bien entendu à pérenniser ce modèle sur le territoire.

Pour se rapprocher de la boucle vertueuse mentionnée ci-avant, il manque aujourd'hui un élément important à la SCIC : un outil de transformation mutualisé pour les productions agricoles. Cette unité serait absolument indispensable pour la viabilité de l'activité d'Organic'Vallée et de ses partenaires, et permettrait d'imaginer de nouveaux projets, de nouveaux partenariats et de nouvelles réflexions, mais actuellement la structure rencontre des freins d'ordre administratif qui l'empêche de concrétiser cette étape.

Selon Anne Victor, il est trop tôt pour tracer le bilan de ce jeune PTCE, dont les groupes de travail ne se réunissent que depuis un an.

Comparaison avec le PTCE 3.EVA

Si 3.EVA et le modèle soutenu par Organic'Vallée portent tous deux le nom de PTCE, ils englobent des réalités bien différentes, et des fonctionnements distincts.

En effet le PTCE de la Haute Vallée de l'Aude est un PTCE multifilières, il traite de très nombreux sujets, même si quelques axes ont été dégagés. Julien Peyre fait l'interface avec les porteurs de projets, il les met en relation et facilite les échanges. Mais à chaque fois, le début du processus, c'est un projet apporté par l'un des partenaires ou un ensemble de partenaires : le PTCE est vu comme un outil, notamment d'animation et de mise en réseau.

Le PTCE Organic'Vallée est pour sa part un PTCE de filière, spécialisé dans la matière organique. Anne Victor y anime des groupes de travail autour de thématiques transversales proposées par la SCIC, et qui ne concernent donc pas directement les partenaires contactés, puisqu'elles visent en premier lieu le développement du modèle de cette SCIC. C'est donc un mouvement plus difficile à alimenter, mais qui se justifie, tout comme le fait de ne pas avoir donné de statuts juridiques propres au PTCE. L'idée de ce PTCE hors norme est de concrétiser l'idée d'un projet territorial : l'étiquette PTCE s'appose comme un label sur la SCIC Organic'Vallée, pour élever sa dynamique d'entreprise à une véritable dynamique de territoire, en co-construction avec de nombreux partenaires.

Cependant, malgré leurs différences, les difficultés rencontrées par les deux PTCE sont similaires. Leur pire ennemi est le temps, car pour les partenaires des deux entités, chaque heure investie dans le PTCE est une heure qui n'a pas été accordée à sa propre structure, qui n'est pas dédiée à son développement économique, voire qui est investie de façon bénévole dans un projet. Il s'avère en plus qu'aujourd'hui les sollicitations pour participer à des groupes de travail sont nombreuses, en particulier lorsque l'on se situe dans une branche d'activité liée au développement durable, et qu'elles arrivent de toute la France. Mais il semblerait que, contrairement à 3.EVA, où cette difficulté est rencontrée avant tout par les partenaires du PTCE, à Organic'Vallée c'est au niveau du PTCE que cette question se révèle problématique. Pour autant Anne-Victor affirme que, avec le peu de recul que laisse l'année écoulée depuis sa création et compte tenu du nombre de partenaires réunis, le PTCE se porte bien.

Annexes – comptes-rendus du groupe « Patrimoine »

Sarah Sommer

- Population traumatisée et méfiante
- Valoriser le patrimoine naturel permettra de tisser des liens entre les différentes couches de la population. Il est difficile de faire bouger le territoire de la HVA si on ne prend pas en compte le patrimoine
- Prendre en compte le transport en commun

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Vernando Codio (vernando.codio@uha.fr) et Sara Magdoline Reiss (magdolinesra@gmail.com)

Lieu : Dans un bar à Quillan

Type de rencontre : entretien de quarante minutes

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Sarah Sommer, sarahsommer66@gmail.com

Parcours personnel et professionnel

Sarah Sommer a 33 ans et habite la Haute Vallée de l'Aude depuis janvier 2013, ça fait. Elle a habité plusieurs endroits et connait bien ce territoire. Elle habite à Quillan, mais son lieu de travail est à Limoux et elle effectue tous les jours un trajet à travers la Haute Vallée de l'Aude. Sarah Sommer travaille au sein de la Sapie, une coopérative d'activité d'entrepreneur où elle exerce la fonction de graphiste et de créatrice de site web. À son compte, elle a ses propres clients et ses propres chiffres d'affaires. C'est comme une entreprise et comme elle est dans une coopérative d'entrepreneurs elle a aussi un statut salarié. C'est-à-dire, tous les entrepreneurs de la CAE rentrent leurs revenus, leurs chiffres d'affaires et ensuite se reversent un salaire. C'est un statut qui regroupe deux avantages, d'être à son compte et salarié.

Structure

La SAPIE est une coopérative d'accompagnement de projets de territoire établie depuis environ 25 ans à la Haute Vallée de l'Aude, c'est un acteur de terrain. Nous avons environ 40 sociétaires par exemple, des entreprises, des usagers, des salariés. Cette coopérative d'Activité Economique permet à un entrepreneur de rentrer leurs revenus, leurs chiffres d'affaire et ensuite se reverse un salaire. C'est un statut qui regroupe deux avantages, d'êtres à son compte et salarié Sapie est actuellement à l'initiative du tiers lieu numérique sur Limoux, un espace de rencontres qui permet de partager les compétences.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Elle sait ce que c'est le PTCE et très enthousiaste. Certaines choses la tiennent à cœur comme la plateforme qui vise à canaliser toutes les activités des associations permettant aux gens de se créer ensemble. Très heureuse de voir cette initiative, elle travaille avec eux sur le projet des fontaines sonores. Sur un territoire comme la HVA les projets associatifs sont bien représentés pour un territoire rural et participe à une dynamique permettant à de nombreuses associations qui sont déjà présentes de se regrouper en collectifs, se mettent ensemble, créent des évènements ensembles par ce qu'elles sont encadrées par le PTCE.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

C'est un formidable outil qui permet d'aider à la mise en place de projet qui est vraiment nécessaire sur un territoire. C'est une chance d'avoir le PTCE- 3.EVA qui peut aider, conseiller et encadrer des projets novateurs pour le territoire. Très enthousiaste, les actions du PTCE sur le territoire demandent une évaluation très positive. Le PTCE est dans une phase d'études, petit à petit les actions qui sont en places permettent d'impliquer de plus en plus la population locale. Cette dynamique locale fait partie intégrante de la vie locale. Travailler pour une mixité des institutions entre la population, les acteurs, les associations, et que les projets impliquent mieux les populations.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Pour mieux valoriser le territoire, il y a la question de transport qui est vraiment un problème au niveau de la vallée, les jeunes ont du mal à se déplacer. Il serait vraiment important de mettre en place un système de covoiturage ou de bus. Il y a récemment la ligne de train Limoux - Quillan qui a été fermée, c'est vraiment un grand problème. Même si ce n'est pas rentable, mais c'est trop important pour un territoire. C'est très difficile de valoriser ou de redynamiser un territoire sans transport.

Ne sait pas pour l'instant au niveau de la population locale s'il y a des retombées directes, mais les actions qui sont menées comptes, a termes elles vont être beaucoup plus productives. Elles permettent de sensibiliser la population.

Avis sur la coopération

L'évènement start-up qui est novateur permet d'avoir des liens avec des lycées comme le lycée de Limoux par exemple. Des personnes de SAPIE font des ateliers vidéo pour les jeunes et autres personnes, etc. l'idée pourrait être aussi de créer des activités spécifiques ou les jeunes apprennent à conduire des entretiens, les filmés et ensuite des montages. La coopération permettra aux acteurs de discuter sur des sujets d'intérêts communs en rapport au développement du territoire.

Au niveau économique, la région est sinistrée. Pas grand-chose sur le plan économique qui vraiment fait tourner la région. Le déclin industriel a fait perdre beaucoup de travail à des gens dans la région qui ont parfois des traumatismes. Dans les années 70, c'était florissant, il y avait beaucoup de travail, mais les usines sont fermées et on assiste à un exode rural. Il y a une volonté, notamment avec le PTCE, de redynamiser la région et de permettre à des gens qui travaillent à distance de revenir et d'avoir un cadre de vie idéal et privilégié dans la nature. Travailler ici sans forcément d'être en ville.

Thématique du patrimoine

D'abord le patrimoine de la haute vallée est d'abord un ensemble d'éléments naturels composés de rivières, forêts… l'écosystème de la HVA est préservé et ensuite, il y a un patrimoine culturel avec l'histoire des Cathares, le carnaval de Limoux et de tout ce qui est historique. Donc, dans la HVA le patrimoine est un ensemble d'éléments naturels, culturels et humains. La citadelle des cathares est un patrimoine bâti. Le cathare était une branche réformatrice du catholicisme entre le Xe et le XIIIe siècle qui dénonce les abus de l'église comme des privilèges... il a été connu, par exemple, pour distribuer des pains, pour être plus proche de la population, pour avoir une vision de l'égalité homme-femme plus avancée. L'usine Formica, le château de pivert sont aussi des patrimoines de la HVA.

Le patrimoine naturel, comme la rivière Aude, doit mettre en valeur ainsi que les usines formica, l'histoire de la ville à travers le projet des fontaines sonores. Ce projet, fontaines sonores, permettra de valoriser le souvenir des gens, ils feront partie intégrante de leurs histoires à travers des témoignages qui vont devenir plus tard un musée. Les fontaines sonores font partie de la METECQ, qui sera chargée à la fois d'être un lieu culturel pour expliquer l'histoire du territoire.

La volonté dans la vallée de valoriser le patrimoine naturel permettra de tisser des liens entre les différentes couches de la population. Il est difficile de faire bouger le territoire de la HVA si on ne prend pas en compte le patrimoine. C'est tellement traumatisant, si on ne change pas la perception de la population sur la région ça risque de devenir plus grave.

Christine Barrely

« Commencez par changer en vous ce que vous voulez changer autour de vous. »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Vernando Codio (vernando.codio@uha.fr) et Sara Magdoline Reiss (magdolinesra@gmail.com)

Lieu : Dans son bureau

Type de rencontre : entretien d'une heure

Éventuelles interruptions : de temps en temps des personnes appelaient pour demander quelques choses ou informations

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Christine BARRELY, cbarrely@gmail.com

Parcours personnel et professionnel :

Christine Barrely vit dans la région de la Haute Vallée de l'Aude, car elle est attachée parlementaire de la députée de cette région et travail uniquement sur le terrain. Christine Barrely est arrivée il y a une quinzaine d'années et connaît bien la région, car c'est elle qui a rédigé le « guide bleu » dans l'édition guide culturel et voyage en tant qu'auteure et éditrice. Le « guide bleu » était un guide plutôt culturel qui a répertorié les patrimoines culturels, humains et architecturaux de la région. L'idée était d'organiser la découverte du territoire à travers des circuits touristiques en mettant accent sur les trois axes de patrimoines. Cette initiative était son premier contact en profondeur avec la région.

PTCE

Christine Barrely s'intéresse à la démarche de la "METECQ" et les fontaines sonores. Une forme de musée vivant qui va mettre en valeur l'histoire de Quillan autour de l'usine Formica. Elle trouve le fait d'utiliser l'innovation (technologique en particulier) est une démarche très intéressante afin de collecter l'histoire et de le faire passer aux générations futures.

Que ce soit au niveau des artisanats, que ce soit au niveau des services il y a une économie de proximité qui permet à des petits groupes de vivre de leurs activités en restant ancrée dans leur territoire. Il faut vendre les produits locaux, mettre en place des stratégies permettant aux producteurs de commercialiser leurs reproduits.

Christine Barrely a travaillé dans le domaine du tourisme. Limoux ne bénéficie pas assez le tourisme, il y a un énorme flux qui passe sur cette autoroute, les gens vont sur la cote, s'arrête à Carcassonne, mais très peu de ses touristes viennent chez nous. Ceux qui viennent dans la haute vallée, soient qu'ils viennent pour la famille, soient qu'ils viennent pour les sports d'eau vive ou pour la nature, des gens qui savent que la rivière haute est une rivière sauvage, soient qu'ils viennent visiter les citadelles du vertige et là encore c'est juste en passant. Donc, on a une vraie réflexion à mener dans l'accueil. Et là il y a du travail à faire, il y a des choses à développer par ce qu'on n'est pas au niveau. I.e. structure d'accueil et en adéquation à ce que les touristes demandent.

Thématique du patrimoine

La rivière de l'Aude est une rivière spectaculaire avec des défilés et des activités nautiques, un élément auquel les gens sont très attachés. La HVA a eu une histoire un peu particulière avec les usines formica, un revêtement de meuble qui était très à la mode dans les années 50 et 60. De nos jours, ça commence à devenir à la mode puisque maintenant des gens disent qu'il faut fabriquer des meubles en formica. Il y avait aussi une activité très importante de chapellerie, car autrefois les gens portaient des chapeaux qui étaient un élément indispensable du vêtement. Espéraza, un des villages de la HVA, avait une industrie de chapeau extrêmement florissant.

Pour Christine Barrely, tous les patrimoines doivent mettre en valeur par ce que la clientèle est diversifiée. Par exemple, si on dit l'Aude peut faire du kayak et on met en valeur seulement ce patrimoine, et les autres qui n'intéressent pas à ce type de patrimoine ? Si on parle seulement de citadelle on va exclu ceux qui n'intéressent pas à la citadelle. Selon ses dires, quand on veut développer une région touristiquement, par exemple et selon mon expérience, il faut avoir beaucoup réfléchir à la construction d'une offre diversifiée. Essayer de se mettre dans la peau de tous ces gens et après faire un inventaire de ce qu'on a les proposer.

Sur le plan gastronomique, Christine Barrely a parlé de la « blanquette » et la « nougat » qu'on peut vendre ailleurs, car elles peuvent valoriser la région sur le plan gastronomique. Pour les gens qui viennent ici en vacances, il faut les présenter les produits du territoire sans oublier de faire la promotion de ce qu'on a comme ressource sur le territoire et de ce qu'on a comme patrimoine. En plus dans le cadre d'une économie sociale et solidaire ça permettra de travailler de façon innovante ou collaborative entre les producteurs.

Donc, je pense qu'il ne faut pas mettre en valeur, un patrimoine, sauf si on a quelques choses exceptionnelles. Quand on a des régions comme la nôtre, des petites régions qui n'attirent pas beaucoup de visiteurs, il ne faut pas mettre une seule chose en valeur.

La citadelle des cathares fait actualité actuellement par ce qu'on essaie de la faire classer patrimoine de l'Unesco. C'est ce qu'on appelle « citadelle du vertige », une appellation un peu marketing pour qu'elle soit classée patrimoine de l'Unesco. Selon Christine Barrely, le carnaval de Limoux est une tradition très ancienne, très intéressante et unique, il ne ressemble par exemple pas au carnaval de Lyon, de Nice, etc., et est un exemple de patrimoine très important.

Ève Gracia

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Vernando Codio (vernando.codio@uha.fr) et Sara Magdoline Reis (magdolinesra@gmail.com)

Lieu : Bibliothèque de la Mairie de Castelreng

Type de rencontre : entretien d'une heure

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Ève Gracia

Parcours personnel et professionnel

67 ans, habite dans une ferme à la Guinette haute, retraitée et ancienne professeure de lettre. Native de Limoux, mais née dans un village à côté qui s'appelle Loupia. Elle a travaillé pendant 17 ans au lycée de Limoux et préside l'association « lecture et culture patrimoine » qui s'occupe de la bibliothèque, de tout ce qui est patrimoine historique de la mairie et de la gestion des archives communales. Elle fait aussi partie d'une association qui organise des festivals de musique, « Young virtuose », cette association organise des festivals depuis 10 ans et fait de la musique classique. Et membre d'une troisième association qui s'appelle « lire et faire relire ».

Statut ou fonction

Bibliothécaire-archiviste à la mairie de Castelreng

PTCE

Eva Garcia ne connait pas l'existence du PTCE.

Thématique du patrimoine

Castelreng est un ancien village, selon les spécialistes c'est un nom d'origine « wisigoths », il faisait partie du royaume wisigoths d'Espagne et la première installation s'appelle les « castrum rasindum », village fortifié. En général, on pense que ça viendrait du nom d'un chef de guerre qui s'appelait « Radieng ». Notre principal patrimoine bâti est l'église romane, c'est dans les années 1088 environ qu'on a commencé à parler et a été agrandir en 1670. Elle est dédiée à la vierge, la fête du village.

Les patrimoines sont des traditions, des biens laissés il y a longtemps et qui ont une histoire. À Castelreng, notre patrimoine historique est l'ancienne Église. Après, au niveau de la Haute Vallée de l'Aude, il y a le patrimoine naturel comme la rivière de l'Aude et la citadelle des cathares...

Il serait mieux de mettre en valeur le patrimoine immatériel comme le carnaval de Limoux et baser sur la conservation et la restauration des autres patrimoines bâtis. Conserver la nature vierge qu'on a autour de nous permettra de faire l'une des choses économiques qui est le tourisme et pour la faire il faut quelques choses à offrir. Donc, c'est évident de mettre en valeur le patrimoine naturel comme la rivière de l'Aude et vendre l'histoire de la citadelle des cathares. Il y a quelques années si on disait Limoux deviendrait une ville touristique, on aurait dû très surpris par ce qu'on ne voyait pas d'atouts tandis qu'il y a pas mal d'atouts à présenter qui demande juste une mise en valeur.

Carole Labedan

- Il manque en HVA des lieux de rencontre pour la construction d'une culture commune.
- La Haute Vallée de l'Aude a la chance de bénéficier d'un cadre préservé des grandes infrastructures.
- Il faut aux projets moins d'inertie et plus d'audace.

« La Californie de la France »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Franck Argast (frarg68@gmail.com) et Claire Noyer (claire.noyer@free.fr)

Lieu : Carole nous a accueillis dans sa maison, qui appartenait auparavant à sa grand-mère, à Quillan. Nous avons apprécié l'atmosphère particulière et le charme désuet du lieu (nous avons particulièrement retenu cette belle table en Formica jaune qui trônait au rez-de-chaussée). Nous avons réalisé l'entretien à l'étage.

Type de rencontre : entretien d'une heure et demie

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Carole Labedan, carole.labedan@gmail.com

Parcours personnel et professionnel

Carole est née dans la Haute Vallée de l'Aude. Elle l'a ensuite quittée de nombreuses années, ne revenant que de temps en temps pour des vacances.

Elle a exercé le métier de psychogénéalogiste depuis les années 80, s'intéressant notamment beaucoup à la question de la transmission. Le croisement avec des disciplines telles que l'énergétique et la psychanalyse l'ont menée à construire sa propre discipline, la thérapie analytique transgénérationnelle. Aujourd'hui, en plus de son métier de thérapeute, elle est également enseignante, conférencière et écrivaine. Elle est spécialisée dans des questions d'abus et notamment d'inceste.

Carole a beaucoup étudié les approches traditionnelles et notamment la pensée chinoise, qui fait appel à la notion du transgénérationnel : tout individu porte en lui une responsabilité qui découle de traumatismes non résolus antérieurs à son vécu. Cette pensée peut être pratiquée à toutes les échelles : ainsi, la santé d'un territoire est comparable à celle d'un être humain. On peut transposer la notion d'abus à l'encontre d'un individu à celui d'un territoire, c'est d'ailleurs une des questions fondamentales posées à notre époque. Cet abus doit être pensé dans un contexte transgénérationnel : en effet, si on oublie les reliquats du passé, qui nous rappellent les erreurs de nos ancêtres, nous risquons une forme de saturnisme psychique.

L'intérêt de ces démarches tant pour l'individu que pour le territoire est qu'elles requièrent peu de technologies et sont donc très démocratiques à l'heure où la médecine devient de plus en plus sophistiquée, coûteuse et court le risque de n'être bientôt plus accessible qu'à une élite. En outre, les concepts sur lesquels elles s'appuient sont universels et en permettent donc l'application partout dans le monde.

Carole est revenue dans la Haute Vallée de l'Aude il y a 9 ans, à la suite d'intuitions et d'un concours de circonstances. Elle a racheté la maison de sa grand-mère à Quillan. Elle y travaille sur un projet en rapport à la mémoire et à la transmission.

Statut ou fonction

Fondatrice du projet de la METECQ, dans lequel s'insèrent les Fontaines Sonores, récompensées par le Hackathon.

Structure : le projet de la METECQ

Carole a dans l'idée la création d'une Maison de l'Évolution du Travail et de la Création à Quillan (METECQ). Cet espace sera à la fois dédié à la mémoire de l'industrie et du labeur locaux et aura une dimension contemporaine grâce à un espace de coworking et un bar à jus (qui ne fera pas concurrence aux commerces locaux). Ce sera un endroit de visite, de mémoire, de travail, mais aussi de rencontre et de création de lien social. Par la mise en valeur des ressources spécifiques au territoire, les habitants pourront se rendre compte qu'ils sont au cœur d'un musée qu'ils participent immédiatement au tissage d'une culture vivante.

Cette idée est née à la suite d'un projet de 3 mois qu'elle a mené sur la question du traumatisme lié à FORMICA : FOR MI. Carole a ouvert bénévolement un lieu temporaire qui montrait des objets liés à l'histoire de FORMICA et de Quillan et constituait un point où les habitants pouvaient venir parler et échanger. Le but était d'énoncer le traumatisme passé sous silence et de le transformer. L'expérience a été extrêmement touchante et, à son terme, Carole s'est dit que ce serait intéressant d'envisager ce genre de projets à une autre échelle. C'est ainsi qu'est née l'idée de la METECQ, lieu permanent lié au travail sous toutes ses dimensions. Le projet est actuellement en phase de concrétisation.

Les Fontaines Sonores constituent une partie de ce projet, primée lors du Hackathon organisé par le PTCE. L'idée est d'enregistrer des entretiens avec les habitants de la région, en leur demandant ce qui les a amenés à se lier au territoire de la Haute Vallée de l'Aude. Il ne s'agit pas de récolter le plus d'entretiens possibles, mais plutôt de réfléchir qualitativement à travers ces rencontres à des questions de savoir, de conscience et de rapport au monde, qui sont transmissibles au-delà des années.

L'ensemble de ces entretiens sera consultable sous forme de base de données physique à la METECQ, mais sera aussi retravaillée pour constituer des parcours dans Quillan et en zone rurale. Par le biais de capsules et d'une application smartphone, des informations audios, vidéos, textes et images seront accessibles, mettant en lumière ce qui entoure le promeneur et le passé dont le territoire est imprégné. Il s'agit ici d'une sorte d'acupuncture urbaine, une tentative d'accompagner le territoire en intervenant sur des points sensibles dans une ville qui « n'en finit pas de mourir » après la fin des beaux jours de FORMICA.

Rapport à la Haute-Vallée de l'Aude et à son patrimoine

La Haute Vallée de l'Aude est pour Carole le berceau de ses ancêtres. Elle y apprécie l'échelle, appropriée pour des échanges à taille humaine, mais pouvant déboucher sur une dimension collective. Cela en fait selon elle un laboratoire à ciel ouvert, où beaucoup d'expérimentations peuvent avoir lieu.

Elle compare le territoire à la « Californie de la France », un endroit où l'on a un accès rare à l'authenticité. Les conditions géographiques y ont empêché la construction de grosses infrastructures, ce qui a évité l'arrivée de la monoculture, et a beaucoup limité la pollution. Quillan a été pendant des siècles, un cul-de-sac où la route s'arrêtait. Cela a permis de conserver une grande vitalité et générosité du territoire qui n'a pas souffert d'un excès d'interactions.

C'est un endroit qui bénéficie de beaucoup de ressources énergétiques et d'une terre saine. On y mesure le sens de la vie et du travail avec une certaine simplicité. La vraie force de la population réside dans sa capacité à privilégier une certaine modestie, dans une intuition d'un art de vivre lié au labeur, qui donne sens à son existence. L'alliance avec Formica a, lors des beaux jours de l'industrie, été très réussie, car les 1000 travailleurs locaux ont su s'emparer de leur travail et donner du sens à leur métier. Il en a résulté en une grande qualité d'investissement et un florissement de l'entreprise. Aujourd'hui encore, la population, très mixte, a une énergie, des « reins » et une capacité à s'engager. Si le fossé encore existant entre la classe ouvrière et paysanne et les autres parvient à être dépassé, ceci pourrait devenir le territoire qui verrait naître une classe moyenne généralisée. En cela, la Haute Vallée de l'Aude a un fort potentiel pour l'avenir.

Cependant, cette la position reculée de la Vallée a pu aussi conduire à une méfiance et un renfermement sur soi. Carole dénonce une grande charge du passé, « une couche de plomb » qui a besoin d'être transformée. Elle se réfère notamment au traumatisme lié à la fermeture de l'usine Formica il y a à peu près une dizaine d'années. Il y a également un fort traumatisme lié à des projets démarrés, puis arrêtés brutalement, sans transmission. Il manque selon elle des thérapeutes sur le territoire, qui aideraient à gérer ces questions et à stimuler les consciences individuelles. Il existe une grande appétence pour les méthodes et les modes de vie alternatifs, mais parfois sous la forme d'une croyance et d'une attente vis-à-vis d'une pensée magique : selon Carole, le dialogue avec les énergies invisibles existe, mais n'est pas canalisé.

Ainsi, l'inertie de la population locale est grande, et les politiques publiques manquent de l'audace des entrepreneurs. Beaucoup des habitants de la Haute Vallée ne se rendent pas compte du trésor qu'ils tiennent entre les mains : les projets sont la plupart du temps impulsés par des personnes qui sont soit nées ici, mais parties puis revenues, soit par des étrangers qui viennent s'installer sur le territoire.

Tandis que le rapport à la nature est fort et sain, la dimension culturelle sous tous ses aspects fait cruellement défaut, et ainsi, il n'existe pas de lieux physiques pour fédérer l'énergie citoyenne. Ils permettraient du lien social, de la confrontation et une sortie de l'isolement dans des conditions de cadre bien défini.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Carole connaît le PTCE par le Hackathon, auquel elle a participé dans le cadre du projet lauréat des Fontaines Sonores.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

Vis-à-vis de 3.EVA, Carole cherche ainsi des partenaires durables, qui puissent dépasser le ponctuel. Ce qu'elle recherche n'est pas tant un soutien financier qu'un dialogue et un appui, bien qu'elle soit consciente des moyens que cela demande.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

3.EVA a selon elle une bonne position pour fédérer les projets, partager ce qui est produit et susciter une émulation sur le territoire.

Avis sur la coopération

La coopération sur le territoire permettrait d'accélérer les projets et de permettre leur concrétisation, souvent très longue suite à l'inertie ambiante et la lourdeur des démarches et des procédés administratifs.

Guillaume Lagnel – Institut du Masque

« Seul, on va plus vite, ensemble on va plus loin »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Panagiota Piperi (panagiota.piperi@uha.fr) et Arthur Veramesse (veramesse.arthur@gmail.com)

Lieu : l'Institut des Masques à Limoux

Type de rencontre : Entretien d'une heure et demie.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Guillaume LAGNEL, directeur de l'Institut des Masques.

Guillaume Lagnel est le directeur artistique de l'Institut de Masque (IAM). Son rôle est d'organiser des expositions qui vont ainsi traduire et exprimer une approche, une résonance du Carnaval. Il ordonne ses scénographies comme une invitation à mieux connaitre et à faire découvrir d'autres Fêtes et Traditions Européennes. Pour lui, cela signifie se mettre à l'écoute du Carnaval, de ses carnavaliers, de ses bandes – les Fecos –, de ses musiques, de ses savoir-faire. Il est metteur en scène, scénographe, et il revisite les héritages du passé et en propose une relecture accessible. Son expérience le rend capable de mettre en scène les artistes, et par sa fonction il peut ici contribuer à « mettre en scène » des représentations éphémères du Carnaval, traduire par ces évocations une part de représentation de cette tradition. Il a travaillé vingt-cinq ans à Toulouse, et vingt-cinq ans à Perpignan, et estime donc s'être partagé entre un patrimoine historique catalan se situant entre Perpignan, Gerone et Barcelone, et un patrimoine occitan de Limoux à Toulouse, de Rodez à St Bertrand de Comminges…

Structure

L'Institut du Masque se situe à Limoux dans un ancien palais de justice fermé il y a une dizaine d'années. Sa présence à Limoux se justifie, car c'est là que perdure et se transmet un Carnaval tout à fait singulier, séculaire, même si ce n'est pas l'un des plus connus parmi les Carnavals. De plus, il y a une forte tradition autour de ce carnaval par une réelle transmission du savoir, de ses valeurs, profondément ancrée en son territoire : l'Occitanie, la Haute Vallée de l'Aude. Le Carnaval prend assurément sa puissance à Limoux. Un rite de passage de l'hiver au printemps… C'est le carnaval le plus long du monde, dit-on. Il se clôture le dimanche d'avant les Rameaux. Il commence en janvier, et se termine en mars/avril, soit onze week-ends en raison du nombre des Bandes qui ainsi se distinguent par le choix de leurs couleurs, de leurs masques et coiffes). Même si les Pierrots donnent le ton général des présences carnavalières, et si les Meuniers ouvrent le Carnaval en un rituel immuable, chaque premier dimanche. Ce carnaval est aussi intergénérationnel, parfois secret, codé (déguisé, masqué). Dix bandes du dimanche, mais aussi désormais plus de vingt bandes du samedi démontrent la vitalité de ce Carnaval.

Le Carnaval se vit chaque WE place de la République, l'Institut propose une complémentarité de mémoires et d'observations, d'analogies ou de singularités avec d'autres Fêtes et Traditions Européennes. Projets d'ateliers, de stages, etc. Le bâtiment qui accueille ses expositions a été mis à disposition par la commune de Limoux et en échange, il est ainsi offert des activités ouvertes aux habitants de la Vallée de l'Aude. Il fête ses cinquante ans de théâtre, sur plusieurs continents, dont les sources sont les richesses patrimoniales qui lui inspirent des imaginaires. Pour lui, le carnaval ce sont bien sûr aussi des personnages qui se composent d'un ensemble constitué du masque, de la danse, de la musique, des gestes, qui s'organisent en une forme théâtralisée, d'un rituel de l'hiver. Ainsi sous différentes formes - le Carnaval démontre et témoigne d'un sens universel de la Fête.

Le patrimoine local est forgé par des patrimoines plus régionaux voire interrégionaux. La création de l'Institut des Arts du Masque date d'il y a à peine un an. Très différent d'un musée (dont les représentations et « vitrines » sont généralement constituées et structurées de manière pérenne et fixe), c'est le seul Institut du Masque en France. On est au cœur d'une activité humaine ouverte sur le monde, sur l'évocation expressive de traditions, qui changent (expositions temporaires, ateliers, concerts avec les musiques du Carnaval de Limoux, fêtes du monde). L'institut évolue, il est aussi à l'écoute de la population et des carnavaliers. Il recueille des mémoires vives, il est là pour créer un dialogue et transmettre des savoir-faire. Contribuer à mieux faire connaître et donc respecter, prendre en compte, prendre en charge ce carnaval, dans une époque où bien des traditions se perdent ou se travestissent, se commercialisent et peuvent donc alors « perdre leur âme ». Par exemple, certains carnavals comme Nice se protègent de barrières – indépendamment du plan vigie pirate – ce qui exclut souvent le spectateur d'une proximité émotionnelle et vient restreindre la participation spontanée des publics. L'année dernière, il a engagé un partenariat avec le musée national de Bucarest, en Roumanie. Ce sont des régions d'Europe par exemple où le carnaval n'existe pas, mais où la notion de masque existe très durablement, en de nombreux rituels et fêtes en terres rurales. Les rituels de saisons y sont intensément ancrés, et leurs célébrations perdurent.

Il y a de moins en moins de carnavals en France, bon nombre ont disparu, certains renaissent ou se revitalisent. À Limoux le Carnaval est présent, durablement vivant. Ce carnaval se présente comme une réelle incarnation festive et active, avec ses codes, ses règles internes, ses secrets transmis, autour du costume, de la danse, du masque, d'une indispensable convivialité, d'un vivre ensemble... Des questions peuvent néanmoins se poser sur cet événement, relatives aux nécessités et aux réalités de la transmission de générations en générations. L'institut se présente comme un espace d'émerveillement et de dialogues. Il vient ainsi contribuer à faire vivre et évoquer l'histoire du masque. La répartition des récits de mémoire, la collecte de témoignages de familles carnavalières, etc. Des mémoires qui peuvent être conduites à disparaitre peu à peu. Le travail est immense, il s'agit de faire (re)vivre des souvenirs qui datent de générations antérieures.

PTCE

Il ne connaît rien du PTCE, mais pour lui la coopération est une solution au développement du territoire. Car s'il était tout seul à essayer de réunir les souvenirs et les mémoires collectives cela prendrait plus de temps et n'aurait sûrement pas le même impact que s'ils étaient plusieurs. Il a dit « Seul, on va plus vite, ensemble on va plus loin » et il aimerait en connaître davantage sur le PTCE et ses actions.

Thématique du patrimoine

Patrimoines de proximité : Selon lui - les paysages, l'architecture, et ses monuments, l'eau, le fleuve qui les traverse, ici à Limoux la présence et l'histoire de l'hôpital, la musique, la vigne, la blanquette, le carnaval avec ses masques, les traditions orales, les auteurs anonymes ou célèbres, emblématiques, tout ce qui concourt à évoquer l'histoire millénaire de l'Occitanie, et compose donc le patrimoine historique et économique de ce territoire. Il pense qu'une façon de mettre en valeur le patrimoine de territoire est le développement d'itinéraires culturels, de chemins de traverse, qui ainsi peuvent conduire à ouvrir des dialogues interrégionaux, voir au-delà. Avec la méditerranée, les Pyrénées transfrontalières, la Catalogne, l'Aragon, la Provence, l'Aquitaine, plus particulièrement un territoire qu'il se propose d'inscrire entre 3 fleuves majeurs : - l'Ebre, le Rhône et la Garonne... Un de ses projets actuels est l'invention d'un itinéraire méditerranéen-européen porteur de grandes richesses de carnavals et de fêtes traditionnelles qui appartiennent dans cette même culture comme une valeur constitutive entre les habitants de ce territoire, s'inscrivent au XXI^{ème} siècle « comme une quête universelle de sens qui nous guide, sous de multiples apparences, sur le chemin tracé du destin des hommes ».

Mathieu Bastien – Apprentis d'Auteuil

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Panagiota Piperi (panagiota.piperi@uha.fr) et Arthur Veramesse (veramesse.arthur@gmail.com)

Lieu : Chez Mathieu Bastien, à Cassaignes

Type de rencontre : entretien d'une heure et demie.

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Mathieu Bastien, mathieu.bastien@hotmail.fr

Parcours personnel et professionnel

Mathieu Bastien vient du Nord de la France, il est né à Arras, il a trente-six ans et il a descendu dans le Sud suite au divorce de ses parents à Perpignan a l'âge de vingt-trois ans.

Depuis 5 ans, il est moniteur-éducateur et il travaille dans une maison d'enfants qui s'appelle Apprentis d'Auteuil, une de plus grande association-fondation de France à caractère social (MECS). Dans la structure, ils reçoivent des jeunes entre 11 et 18 ans. Il s'agit des jeunes mineurs Français qui ont des problèmes familiaux, mais aussi des MNA (Mineurs Non Accompagnés) étrangers isoles, dont la plupart sont des Africains (Mali, Cameroun), mais aussi des Bangladesh des Afghans qui arrivent par le système de passeurs.

Son travail est d'accompagner les jeunes au quotidien en ce qui concerne leur scolarité, leur santé, les liens avec la famille et les loisirs en leur apportant de l'autonomie pour qu'ils puissent affronter la société.

Mathieu Bastien est chargé d'hébergement et de la surveillance des jeunes et l'après-midi il s'occupe de travail administratif. Selon lui, les tâches administratives deviennent de plus en plus lourdes et compliquées puisqu'il a parois l'impression de s'éloigner des jeunes et de devenir un peu bureaucrate. Il pense qu'il faut avoir une limite à ce travail pour pouvoir rester avec les jeunes et répondre à ses besoins.

Il déclare que son boulot est d'être « en première ligne », car quand il y a quelque chose qui ne va pas, le premier qu'ils vont dire et à qui vont s'énerver ou à qui vont avoir la tristesse, c'est lui. Il admet aussi que ce n'est pas toujours facile de prendre le recul et de ne pas être touche par des situations qui arrivent aux jeunes.

Structure

Le fonctionnement de la structure

Présentation et missions

En 2018, la fondation les Apprentis d'Auteuil compte 5 600 salariés dans toute la France avec des structures aides-sociales et médico-sociales. Son coût de fonctionnement est financé par des subventions d'État et ils équilibrent leurs comptes par des dons.

Dans la Vallée de L'Aude, l'association emploie 50 salariés pour la maison d'enfant à Quillan ou ils accueillent vingt-deux jeunes et une structure à Limoux pour les enfants de quatre à onze ans. Récemment ils ont ouvert un nouveau service qui s'appelle DAMA (Dispositif d'Accompagnement de Mineurs et des Majeurs Non Accompagnés) qui leur permet de « mettre à l'abri » encore 35 jeunes. Le service est destiné aux jeunes qui sont plus fragiles, qui psychiquement ne vont pas bien, qui sont traumatisés par leur voyage jusqu' en France. Certains ont vu mourir des gens dans le bateau et ils ont vécu beaucoup de violence à leur passage de Libye. Ils arrivent avec un grand poids sur la tête.

Mathieu Bastien éclaircit la priorité de sa structure à ce qui prendre soin des jeunes psychiquement et de reconstruire un certain chemin et rapprendre faire confiance aux gens. Leur première mission, comme prévu par la loi 2002 qui rentre en action et qui met au centre de dispositif « la parole du jeune et la protection d'enfance », est de protéger les gens et de les mettre à l'abri.

Arrivée des jeunes dans la structure

Dès que les jeunes arrivent sur le sol français, ils passent un premier contrôle par le commissariat de Police ou ça se fait la vérification de leurs papiers. Ensuite, les jeunes s'envoient à la Structure Accueil d'Urgence ou ils restent pendant six à huit ans et puis ils passent à la maison d'enfant pour ceux qui ont jusqu' à 18 ans. Les jeunes de 16 ans vont être mis directement dans un appartement avec des éducateurs qui les suivent des maîtresses de maison tout un pôle éducatif qui est mis en place. Ces appartements sont à Limoux.

Dès qu'ils sont arrivés à leur structure, ils commencent le travail sur leur projet professionnel PPJ (Projet Professionnel du jeune). D'abord, ils leur font passer de test de CIO Centre d'information et d'orientation selon leur niveau de scolarité. Après ils envoient les résultats à l'inspection académique qui va décider ou ils vont avoir une affectation au Collège ou a Lycée, etc.

À la fin, il souligne que parfois, ils en arrivent à « batailler » avec l'inspection académique et le CIO pour obtenir une affectation pour les jeunes qui ont plus de seize ans, étant donné qu'en France l'éducation n'est obligatoire que jusqu' à cet âge.

Les activités de la structure

La maison d'enfants en termes de leurs objectifs coopère avec des experts à chaque sujet. Pour les sujets de la santé, ils travaillent avec des psychologues, des CMP (Centres Médicaux Psychopédiatre). Pour la formation et l'orientation des jeunes, Ils travaillent avec le CIO et le Pôle Emploi les GRETA. Mathieu Bastien s'occupe également d'un réseau des employer pour qu'il puisse mettre les jeunes en stage pendant leur formation.

La maison d'enfants amène plusieurs partenariats parmi eux, le resto du cœur où les jeunes bénévoles servent un repas de Noël aux gens qui n'ont pas les moyens et aussi d'autres associations comme le club de Rugby de Carcassonne, la banque alimentaire, le Secours Catholique Populaire où les jeunes donnent à manger ou distribuent des vêtements aux plus démunis. Récemment ils ont fait un partenariat avec les sœurs Orionet pour refaire de murée.

Pour la partie loisirs, il y a des activités prévues comme partir en transfert, aller a la montagne, a la mer, et faire vivre d'autres choses qui change un peu l'ordinaire pour les jeunes entre la maison enfant, l'école et tous les partenaires à côté. Les jeunes ont aussi accès au cinéma et bowling. Petite contre parti de ceux qui peuvent vivre des difficultés psychiques, comme il constate.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Il ne connaît pas du tout le PTCE et ce qui apporte, mais il est fortement ouvert à tous les genres de coopérations éthiques et équitables.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Il trouve qu'il a plein de choses qui peuvent se faire avec les jeunes puisqu' ils sont des jeunes scolarises et qu'ils sont en formation professionnelle par le CAP ou par BEP. Des Agriculteurs qui font de la vente directe et proposerait à certains jeunes venir lui aider pour ramasser et contre parti il donne de paniers des légumes pour qu'on puisse faire de bonnes soupes ! S'il y a quelque chose éthiquement ça nous intéresse.

Thématique du patrimoine

Pour lui, en termes éducatifs, la terre est le bien commun qui peut faire se réunir tout le monde. Il a été élevé avec un jardin, il connaît bien ce que signifient faire pousser et ramasser des légumes. Il sait pertinemment les bienfaits de ce mode de vie en comparaison avec le système alimentaire industriel, qui incite à consommer des produits de moins en moins bons.

Faire des regroupements d'achats pour acheter en gros de la nourriture de bonne qualité qui n'a pas été traitée, directement au producteur et consommer avec conscience. Favoriser les produits locaux à utiliser et consommer vont faire revenir de local (de bois, de la viande, du miel) pour pouvoir retrouver l'économie locale. En général, il propose un mode de vie avec les valeurs de convivialité du partage et de la solidarité entre ceux qui vivent sur le même territoire.

Juliette Théveniaut

- L'Aude, comme beaucoup de territoires ruraux, est marqué par une opposition entre des « natifs » qui viennent de là et des « néos » venus expérimenter des modes de vie alternatifs
- Un parc immobilier locatif privé à créer et rénover
- Le rugby comme élément fédérateur et indicateur économique pour la région

> « Du côté néo comme du côté natif […] c'est clanique, autant d'un côté que de l'autre »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Claire Noyer (claire.noyer@uha.fr) et Franck Argast (franck.argast@uha.fr)

Lieu : Bureau de Julien Peyre (bureau privatif), SAPIE, Limoux

Type de rencontre : entretien d'une heure

Éventuelles interruptions : de temps en temps des personnes qui rentraient pour demander une information

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Juliette Théveniaut, juliette.theveniaut@gmail.com

Parcours personnel et professionnel

Après avoir grandi en Haute Vallée de l'Aude, Juliette Théveniaut a poursuivi ses études à Toulouse en 2009 puis est revenue habiter sur le territoire en 2016. Elle a fréquenté le collège et le lycée du coin. Après plusieurs essais (BTS communication, licence ~~d'~~économie-sociologie) qui lui ont permis de cheminer et de réfléchir à la problématique territoriale au sein de groupes informels (dont l'association Terre de Liens où elle a réalisé un stage), elle organise un séminaire à l'université sur la question des communs et s'oriente vers l'accompagnement de projets. Elle souhaite au départ se focaliser sur la question agricole, mais opte pour découvrir l'univers des collectivités territoriales et l'aménagement durable des espaces ruraux, objet de son stage de master en géographie en 2015. Elle contribue à l'émergence de deux projets sur la commune de Luc-sur-Aude :

- une SAS (1, 2, 3, Soleil) pour un parc photovoltaïque dont les citoyens sont sociétaires
- une étude de faisabilité d'un projet d'habitat participatif sur un terrain en friche suite à la faillite du promoteur immobilier. Elle réalise son mémoire en articulant développement durable et ingénierie de la participation.

Son activité se divise entre

- des prestations au service de collectivités et d'entreprises (suivi de subvention, suivi administratif, animation) dont les modalités horaires varient selon les projets et
- son appartenance à SAPIE qui lui permet de faire un travail en tant qu'agent de développement sur des petits projets en tant qu'entrepreneur salariée.

Elle s'intéresse particulièrement au développement rural et au décloisonnement des disciplines, notamment en incluant la participation citoyenne dans l'ingénierie de projets.

Sentiment d'appartenance au territoire de la Haute Vallée de l'Aude

Lorsque l'on pose la question des liens de l'interlocutrice avec le territoire, elle évoque en premier lieu son réseau relationnel privé et la solidarité qui lie ce réseau. Les rapports professionnels au sein de la CAE sont également des éléments structurants. Vient ensuite le cadre de vie, elle évoque les paysages et continue sur le volet rural en insistant sur le fort potentiel de développement qu'elle y voit. À sa mesure, elle souhaite contribuer à cet essor et s'inscrit dans une logique d'aide au développement.

Pour autant elle ne sait pas encore si ses actions s'inscriront dans la durée ou non et orientera ses choix en fonctions des opportunités qui se présenteront.

Statut ou fonction

Nous avons contacté Juliette Théveniaut en lien avec son travail sur la participation citoyenne dont nous avions été informés.

Réflexions par rapport au patrimoine

Juliette Théveniaut nous décrit un territoire marqué par des phénomènes de migrations, entre les populations venues grâce à l'industrie et les alternatifs arrivés à partir des années 70 par vagues. Elle cite plusieurs éléments distinctifs du patrimoine caractéristique de la HVA.

1) Le passé industriel constitue un fort élément d'identification pour les plus anciens (Usine Formica, Chapellerie de Couiza) qui a pu amener des populations après la guerre
2) L'esprit coopératif et alternatif des néo-ruraux, fait d'entraide est mis en évidence
3) Patrimoine historique avec les châteaux cathares.
4) Une culture paysanne basée sur l'entraide et la solidarité, formalisée dans une charte et portée par la chambre d'agriculture dans la Haute Vallée. (Bugarrach par exemple) Existence d'une cuisine de terroir.
5) Un héritage lié à la cohabitation entre néo et natifs avec le développement touristique et l'eau comme commun.
6) Le carnaval de Limoux et le territoire viticole, un esprit festif.
7) Le Rugby à 13 à Limoux et à 15 à Quillan. Le club de Quillan a été lors des beaux jours de Formica dans le Top 14 ; il a même été champion de France à plusieurs reprises. Il est intéressant de noter que ce point n'apparaît qu'à la toute fin de l'entretien, alors que nous avions déjà coupé le micro ; Juliette Théveniaut a alors tout à coup un sursaut « ah, mais oui, j'avais oublié la bouffe et le rugby ! »

Réflexions sur le territoire

Freins au développement

Juliette Théveniaut distingue les natifs (habitants historiques de la région) vivraient avec une impression de perte liée à la fermeture de l'usine Formica et l'impact négatif sur l'emploi alors que les néo (nouveaux venus en quête de modes de vie alternatifs depuis les années 70) seraient dans une logique de reconquête d'un certain art de vivre en lien avec la nature. Cela interroge les modes d'habiter.

Elle met en avant l'existence de projets émergents alternatifs qui ont besoin d'être reliés entre eux, mais s'interroge sur leur valeur ajoutée pour le territoire. L'enjeu serait de créer des liens entre cette histoire territoriale et les nouveaux projets pour assurer une continuité et une complémentarité pour ne pas rester dans l'entre-soi.

Il existe une inertie institutionnelle et un contexte économique défavorable (baisse des dotations aux associations) qui impactent négativement le développement du territoire et le maintien d'un tissu social dynamique qu'elle met en lien avec le désengagement de l'État et la fermeture de services publics de proximité en plus de la pauvreté économique.

Cet état de fait oblige la communauté à se réinterroger sur ses usages et impose une reprise en main par les habitants qui ont pris l'habitude que l'on fasse à leur place. Ceux-ci sont d'autant plus en position défavorable que la HVA est un territoire très pauvre d'un point de vue purement économique, qui souffre d'un très fort taux de chômage.

Juliette Théveniaut constate également une pénurie de logements locatifs sur le territoire, avec une grande difficulté de se loger de manière décente notamment pour les jeunes

Elle nous dit aussi que la production maraichère gagnerait à se développer.

Atouts et possibilités d'avenir

Juliette Théveniaut nous parle de l'esprit d'initiative des nouveaux venus, en faveur d'un changement. Il existe déjà un accompagnement des projets portés par les différents acteurs et une culture de la transversalité à l'image de la CAE passée de 5 à 40 personnes très rapidement. En outre, une culture de la solidarité est déjà bien ancrée et est accompagnée par l'émergence de nouvelles solidarités (accueil des migrants, maisons de la gratuité).

On remarque aussi une volonté politique de développement économique des élus qui se mettent au service des nouveaux projets.

Un enjeu clé identifié autour de la rénovation de l'habitat et de l'activité économique qui pourrait en résulter, gisement d'emploi, afin de permettre aux jeunes de s'installer sur le territoire, ce qui est actuellement difficile. Cela nécessite une coordination des différents services sur les schémas d'orientation. Il existe une demande très forte de logements qui n'est pas satisfaite.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Juliette connaît bien le PTCE, ayant porté son mémoire de Master en 2017 sur le territoire. Elle a candidaté en même temps que Julien Peyre au poste de permanent de 3.EVA. Elle est aussi impliquée par le biais de son statut d'entrepreneur employé par SAPIE.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

L'objet du PTCE reste encore flou pour une partie des acteurs du territoire et le grand public et pourrait faire l'objet d'un travail de pédagogie et de lisibilité pour gagner en efficacité et être plus inclusif.

Un axe de travail est identifié autour du patrimoine culturel dont il faudrait tenir compte et qui peut être différent selon que l'on soit natif ou non du territoire.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Le territoire mérite le travail porté par 3.EVA dont l'existence permet la mise en lien de secteurs qui n'avaient pas d'interaction par le passé. La structure a permis l'émergence d'une culture de la transversalité qui est une véritable plus-value. Il existe actuellement un écosystème favorable à l'innovation (monnaie locale, gestion de l'eau, redynamisation de la vallée). Ces axes viennent en complément de ce qui est traité par les collectivités et permettent d'impulser des projets plus larges et fédérateurs.

Raphaël Soulier

- Il existe en Haute-Vallée de l'Aude un climat propice à l'entraide, cependant souvent lié à une grande précarité.
- Des différences culturelles doivent encore être dépassées ; le chantier participatif peut être un moyen à cela.
- Une communication au-delà de l'échelle des communes est nécessaire pour fédérer les populations

« Ici, on peut encore vivre sans être riche »

Contexte de l'entretien

Date : Mardi 23 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Claire Noyer (claire.noyer@uha.fr) et Arthur Veramesse (veramesse.arthur@gmail.com)

Lieu : Locaux d'APEX, dans une pépinière d'entreprises un peu à l'écart de Limoux. Après nous avoir montré l'entrepôt de travail, Raphaël Soulier nous a reçus dans son bureau.

Type de rencontre : Entretien d'une heure

Fiche d'identité de la personne rencontrée

Identité : Raphaël Soulier, contact@apex-artisan.com

Parcours personnel et professionnel

Raphaël Soulier n'est pas originaire de la Haute Vallée de l'Aude, il a passé son CAP Charpente à Marseille. Il est parti travailler dans l'écoconstruction dans la Drôme, la Bourgogne, l'Irlande, la Côte d'Azur puis en Bretagne dans la charpente navale et l'écoconstruction. Il s'est installé en Haute Vallée de l'Aude pour le travail. Il y a rejoint une entreprise d'écoconstruction en 2012. Celle-ci ne répondant pas à ses valeurs, il décide de la quitter en 2015 pour créer sa propre entreprise de SAS qui deviendra une SCOP l'année suivante : APEX.

Statut ou fonction

Raphaël Soulier est associé gérant chez APEX, entreprise d'écoconstruction. Pour lui, l'implication locale passe beaucoup et surtout par son métier, car son environnement de travail correspond à son environnement local.

Il soutient l'autoconstruction, tendance souvent présente dans l'écoconstruction : la construction se fait par les commanditaires du projet plus des acteurs du village et/ou des villages voisins, et cela que ce soit pour la construction de la maison d'un nouvel habitant, ou d'une nouvelle école pour le quartier qui est faite avec tous. Plutôt qu'en concurrent, APEX se situe en accompagnateur de ces projets en donnant l'expertise professionnelle qui demeure nécessaire parfois.

Pour faire reconnaître l'autoconstruction en tant que telle, il a participé avec d'autres acteurs de l'écoconstruction à la création de la FédAc en 2014 (http://www.fedac.fr), fédération des accompagnateurs à l'autoproduction et à l'entraide dans le bâtiment, afin de les rassembler pour sécuriser et cadrer la pratique au niveau national, avec notamment des assurances et des formations.

L'autoconstruction passe souvent par l'ARA (Auto Réhabilitation Accompagnée), historiquement « ARA Sociale », donc réalisée dans un cadre social, voire très social, pour des populations assez précaires. Tout l'enjeu est alors de trouver un modèle économique pour que l'ARA puisse se faire de manière non précarisée, notamment par la recherche d'aides pour ces projets qui peuvent par exemple rentrer dans le cadre programme PACTE (Programme d'Action Pour La qualité de la Construction et la Transition Énergétique, http://www.programmepacte.fr). Des partenaires connus de ces projets sont les Compagnons Bâtisseurs et les Castors qui œuvrent dans le domaine du social. Raphaël Soulier cherche à ouvrir ces démarches au-delà du social pour y inclure et ainsi sortir de la précarité la notion d'entraide, présente et nécessaire dans les zones reculées. Il cherche ainsi à trouver des modèles économiques qui n'opposent pas le secteur marchand (des entreprises qui ne travaillent que pour des personnes favorisées) et non marchand (des personnes qui aident, parfois sous forme de travail au noir ou non assuré). Il aimerait rediriger l'approche professionnelle des entreprises de construction pour qu'elles soient plus en adéquation avec la demande existante des habitants souvent moins fortunés.

Ces questions sont encore plus intéressantes depuis que se pose la question des réfugiés, même si cette problématique ne crie pas l'unanimité au sein de la population. Les inclure dans un système d'entraide pourrait fortement favoriser leur intégration. Raphaël Soulier a participé à un Appel à Manifestation d'Intérêt par l'idée de la création d'endroits qui combinent un accueil ouvert à tous et du travail sur un chantier participatif qui crée du lien avec les artisans de la région. Toute la question est alors de cadrer ces pratiques sortir de la précarité et de l'image du travail dissimulé.

Le patrimoine

Selon Raphaël Soulier, le patrimoine se situe dans le bâti commun plutôt que les monuments spectaculaires, et notamment dans l'architecture vernaculaire du territoire et les techniques de construction ancestrales. Ces constructions traditionnelles reflètent notamment un mode de vie et une organisation sociale qui sont tout aussi importants. La Haute-Vallée de l'Aude est assez riche en ces termes, ayant un mélange de bâti à forte histoire et de celui construit par de nouvelles populations venues s'installer à partir des années 70 dans un pays déserté suite à la désindustrialisation entre autres. Elles portaient en elles déjà les principes de réappropriation de la consommation.

Le bâti récent du territoire est beaucoup fait de techniques industrielles (parpaings et brique dont il y a une usine à proximité). Dans la forme bâtie, le territoire se partage entre trois modèles :

- celui, industriel, du lotissement présent un peu partout en France et qui représente une forte rentrée d'argent pour des petites communes appauvries
- celui de l'entretien de bâtiments agricoles
- celui des milieux alternatifs.

Il nous a confié que ces dernières constructions ont été réalisées par les nouveaux arrivants (essentiellement du Nord de l'Europe) qui avaient la liberté de faire, car il n'y avait pas grand-chose et beaucoup de matériaux accessibles comme la terre, la paille et le bois. Les réseaux sociaux physiques sont également très présents sur le territoire. Il de la place ainsi qu'une vraie volonté de faire ensemble, qui permet aussi de souvent dépasser les difficultés financières dans la vie de tous les jours.

Mais deux freins entravent cette dynamique, le premier étant culturel dans le rapport entre les natifs et les nouveaux arrivants. Le deuxième est d'ordre économique : l'entraide est par essence un travail informel et donc très précaire. Il existe donc la nécessité de créer un nouveau système économique qui inclue ces formes et les pérennise.

Plus tard dans l'entretien, Raphaël Soulier identifie aussi le manque de communication à échelle territoriale, problème récurrent selon lui et qui est du ressort des collectivités. Les projets et évènements créés ne sont pas assez relayés par les collectivités, et c'est aux particuliers de créer des dynamiques. On reste souvent dans l'entre-soi à l'échelle des communes et des réseaux.

Le chantier participatif peut dans tous les cas être envisagé comme levier dans la rencontre des différentes populations et de compétences autour d'intérêts communs. En outre, il crée une dynamique dans le village, car il y a des évènements autour de cette construction, de la communication.

Cette communication doit cependant dépasser ces évènements pour ne pas rester dans l'entre-soi et Raphaël Soulier a la volonté au sein de sa structure de « changer la couleur de la communication ». Elle doit ainsi rester neutre et sobre selon lui, dans le registre des compétences et du professionnel. Elle est directe et indirecte en variant les moyens ; c'est-à-dire très locale par le biais d'artisans présents sur les chantiers par exemple, mais aussi grâce à un site internet qui recense les compétences des artisans, les qualités des matériaux et de l'écoconstruction.

Raphaël Soulier est resté en Aude, car il y a ici selon lui du travail, et du travail intéressant.

Structure

Les activités de la structure

APEX (apex-artisan.com) est une entreprise de charpente spécialisée dans l'écoconstruction. Dans APEX, il y a plusieurs équipes d'artisans très qualifiés qui sont répartis sur le territoire pour être au plus proche des particuliers et pouvoir les écouter. Aujourd'hui, APEX touche surtout un public averti, mais le but est pour le futur d'aller aussi vers des personnes plus isolées par leur confiance en elles ou leurs moyens, afin de construire pour tous ceux qui en ont le besoin.

Pour construire pour moins cher, il faut baisser le coût de la main-d'œuvre, ce qui peut passer par l'usage de matériaux préfabriqués à l'étranger (délocalisant la précarité), qui mettent moins de temps à être assemblés. APEX préfère « changer de paradigme » en passant par des systèmes d'entraide avec une vie qui coûte moins, car elle est plus soutenue par des formes d'échange non monétaire.

Le fonctionnement de la structure

La structure est composée de chefs de chantiers et d'artisans qui travaillent en petites équipes, avec un bureau qui fournit à tous le soutien administratif.

Ils apportent un fort crédit à l'autoconstruction, qu'ils essaient de soutenir. Pour cela, ils travaillent notamment avec le réseau Twiza (www.twiza.org), qui met en relation des chantiers avec des volontaires, prêts à aider en échange d'un gîte et d'un couvert. Raphaël Soulier a rencontré Twiza par le Réseau Français de la Construction Paille et avec d'autres partenaires historiquement impliqués dans l'ARA, ils ont créé la FédAc.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Raphaël Soulier connaît 3.EVA par le biais de sa mère ainsi que plusieurs de ses collègues et de ses clients, qui y sont fortement impliqués. Lui se tient un peu plus à l'écart et se contente d'un rôle d'observateur. Cependant, APEX travaille sur des projets portés par le PTCE.

Les attentes vis-à-vis du PTCE

Raphaël Soulier souhaiterait plus de communication de la part de 3.EVA. En effet, selon l'endroit où l'on se trouve ou de qui l'on est, l'information va passer plus ou moins facilement. Il ne souhaite pas un rôle d'acteur, mais il soutient le projet et a envie qu'il se développe. Et si le PTCE peut l'accompagner, au même titre que les collectivités, c'est « très bien ».

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Les axes de travail de 3.EVA sont selon Raphaël Soulier intéressants, mais on en entend finalement peu parler en dehors des réseaux directs. À ce titre, une plus grande émulation et ouverture sur l'extérieur serait aussi intéressante.

Raphaël Soulier apprécie l'implication liée à un territoire du PTCE, il reste maintenant peut-être à intensifier localement l'action dans les moyens impartis.

La METECQ

- La METECQ, premier tiers-lieu à Quillan, pourrait bien devenir un projet fédérateur pour le territoire.
- Le projet est en phase de concrétisation
- Il reste encore à trouver un positionnement par rapport à l'entreprise Formica actuelle

> « Un projet qui relancera une dynamique en capitalisant sur le vécu des années Formica »

Contexte de la rencontre

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Claire Noyer (claire.noyer@uha.fr) et Franck Argast (franck.argast@uha.fr)

Lieu de la rencontre : une salle municipale, lieu potentiel de la future METECQ

Type de rencontre et durée : observation d'une réunion entre des acteurs du projet et des acteurs des collectivités et visite de lieux potentiels ; durée d'environ deux heures

Fiche d'identité des personnes présentes et objet de la réunion

- Carole LABEDAN, thérapeute transgénérationnelle et porteuse principale du projet
- Jenny LABEDAN, secrétaire de l'association « Les amis de METECQ ».
- Christelle BAILLS, architecte à Espéraza associée au projet en tant que conseillère
- Philippe PINCKAERS, scénographe indépendant, associé au projet
- Edouard JORDAN, secrétaire général des Services Administratifs de Quillan et élu au Conseil Municipal de Carcassonne
- Jacques SIMON, adjoint à la mairie de Quillan

L'objet de cette réunion était de visiter des lieux potentiels pour la concrétisation du projet de la METECQ et de définir une marche à suivre pour les prochains mois.

Structure : la METECQ

Lieux potentiels pour le projet

Le premier lieu que nous avons visité, le plus probable, est une salle située au rez-de-chaussée d'un bâtiment qui accueille au-dessus le cinéma de Quillan. Il bénéficie d'un accès à un jardin qui donne sur l'eau, ainsi qu'à une placette qui fait parvis pour le cinéma. Il dispose de trois façades donnant sur l'extérieur, actuellement opaques pour certaines, mais où des ouvertures sont possibles. Il est caractérisé à l'intérieur par une structure poteaux-poutres qui permet une modularité des espaces. Actuellement, ce local sert aux Restos du Cœur. C'est là que nous avons tenu la réunion.

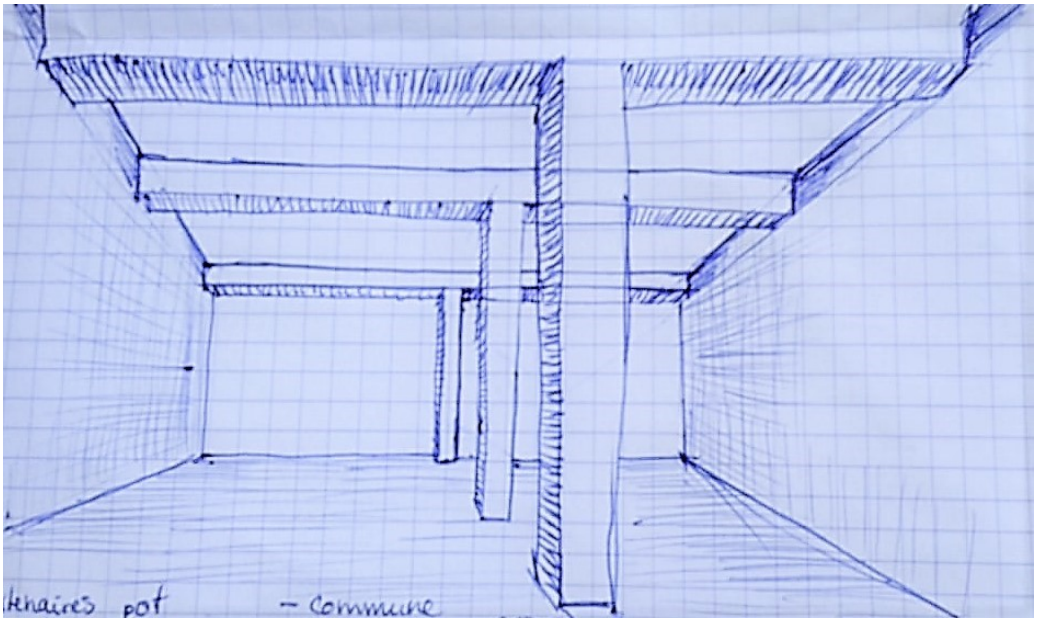


Figure 1 extrait de prise de notes : croquis rapide de la salle municipale et de sa structure porteuse

Suite à cela, nous avons visité un deuxième lieu potentiel : la maison EPI, située à proximité du pont Suzanne, qui menait autrefois à l'usine FORMICA. Léguée par un ancien instituteur de la ville, c'est une très belle bâtisse qui accueille aujourd'hui les services sociaux municipaux. Elle pourrait servir au projet pour y établir un bureau où auront lieu des permanences, des entretiens et l'accueil des habitants qui souhaitent s'impliquer. Elle est idéalement située stratégiquement, près de l'ancienne friche. Pour une utilisation ultérieure, deux questions se posent : d'une part, c'est un espace d'habitation très cloisonné. D'autre part, si le lieu doit recevoir du public, une mise aux normes est nécessaire, car il n'y a par exemple pas d'ascenseur.

Figure 2 façade de la maison EPI, derrière, on aperçoit le pont Suzanne et le début de la friche Formica

Programme spatial pour le lieu

Cette réunion nous permet de prendre connaissance du programme détaillé en termes d'espaces pour le projet :

- un **espace d'exposition** qui met en scène des intérieurs conçus par FORMICA (un salon, une cuisine, une chambre),
- un **espace de transmission** dédié à la base de données des témoignages recueillis
- un **espace de coworking**
- un **grand espace de rencontre**, contenant un bar à jus et des expositions temporaires.

Partenariats envisagés

L'intérêt de la METECQ est de pouvoir rassembler et de fédérer des personnes d'origines et de classes sociales variées. En ce sens, des partenaires très variés sont actuellement envisagés par l'association de préfiguration qui porte actuellement le projet :

- Les **communes** : celle de Quillan est déjà impliquée et fournira sans doute la salle. Mais il se pose encore la question de son implication supplémentaire, notamment en termes de participation financière. Cette participation pourrait notamment être aussi répartie sur les épaules de plusieurs communes autour de Quillan, qui bénéficieraient également du projet. Un outil possible pour cela serait un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU), créé spécialement pour une durée de 5 ans pour accompagner le montage de projet. Les adjoints citent un projet de coopérative viticole convertie en centre d'art en 2008 à Montolieu, au Nord de Limoux. Ce projet a été construit de cette façon et pourrait servir d'exemple. Il reste donc à aller consulter chaque maire individuellement pour lui présenter la METECQ et lui proposer de participer. La Marie de Quillan demande également une clarification du cahier des charges, de la finalité du lieu et un projet chiffré avec des scénarios de financement avant de s'engager plus fortement.
- Des **mécènes** : on évoque notamment EDF. Ils sont déjà partenaires de l'opération à travers leur projet *Une rivière, un territoire,* projet d'écoute et de co-construction autour de l'eau. Ils accompagnent Carole Labedan qui a mené des entretiens avec eux pour les Fontaines Sonores.
- Il se pose aussi la question de l'implication de l'**entreprise Formica**; en effet, la METECQ parle beaucoup d'eux et il existe encore une usine Formica à Quillan, qui fabrique des « miroirs », plaques de métal qui servent au pressage des couches qui forment le stratifié. Actuellement, l'entreprise Formica n'a pas de fondation et n'est que très rarement mécène de projets. Leur rapport à la METECQ est ambigu : en effet, le projet pourrait être gênant pour des restructurations futures. Cependant, le projet For Mi, qui a duré 3 mois en 2015, a beaucoup été apprécié par certains employés actuels et le projet de la METECQ suscite une forte sympathie à titre privé. Il ne faut pas oublier, en outre, que certaines personnes viendront spécialement à Quillan pour voir un musée du Formica, ce qui suscitera un retour d'image pour l'entreprise.
- Le **musée Adam à Bruxelles**, collection dédiée au design et qui serait heureuse de faire un travail autour du Formica, matériau emblématique de l'époque des Trente Glorieuses.
- Le **PTCE 3.EVA** dont nous allons expliciter le rôle dans le prochain paragraphe.

PTCE

Connaissance du PTCE et éventuelle implication

Le projet des Fontaines Sonores a remporté le premier prix lors du Hackathon organisé par 3.EVA en 2017. Cela lui a permis d'acquérir une certaine visibilité et d'avoir des partenaires du monde de l'entreprise qui le soutiennent. Le lancement des Fontaines Sonores est aussi financé à travers le prix du Hackathon.

Ses analyses et propositions, perspectives et opportunités envisagées

Il se pose la question de l'implication future du PTCE dans le projet global de la METECQ. En effet, ce premier *tiers*-lieu à Quillan devrait être un lieu de rencontre et de confrontations, où peut naître l'innovation. En ce sens, il s'inscrit dans la démarche de coopération lancée par le PTCE et peut être intéressant pour la prolonger, au même titre que la SAPIE à Limoux.

Office du tourisme de Quillan

- Quillan c'est Quillan, Limoux c'est Limoux
- Le sentier cathare vaut définitivement le détour
- Il n'existe à l'heure actuelle pas de communication en anglais

« Bienvenue à Quillan ! »

Contexte de l'entretien

Date : Lundi 22 janvier 2018

Identité des enquêteurs : Claire Noyer (claire.noyer@uha.fr) et Franck Argast (frarg68@uha.fr)

Lieu : Office de tourisme de Quillan, guichet d'accueil

Type de rencontre : entretien informel d'environ une demi-heure sans prise de note. L'intégralité de ce compte-rendu est à considérer comme des observations des enquêteurs et non comme une restitution exacte de ce qui a été dit.

Observations

Afin d'en apprendre plus sur le patrimoine local, nous décidons de faire un tour à l'Office de Tourisme de Quillan entre deux entretiens. Nous avions essayé de prendre contact avec sa responsable, mais n'avions malheureusement pas reçu de réponse, suite à quoi nous nous sommes dit qu'une visite ne ferait pas de mal !

Nous longeons donc l'Aude et traversons un petit jardin pour nous diriger vers une maison en pierre dont la porte courbe nous est déjà sympathique. La tirant, nous entrons dans un espace lumineux et moderne où de grands présentoirs sont remplis de prospectus. Derrière un guichet d'accueil courbe, un homme et une femme nous prient de faire part de notre demande en souriant.

Nous apprenons que la directrice de l'Office de Tourisme aurait aimé nous recevoir, mais qu'elle est malheureusement absente pour des raisons de santé. Quand nous proposons de programmer un entretien aux deux employés, ils nous expliquent qu'ils sont malheureusement indisponibles.

Nous leur demandons alors si nous pouvons poser quelques questions sur le patrimoine sur la Haute Vallée de l'Aude. Nous nous faisons d'abord répondre qu'ils n'ont rien d'intéressant à nous apporter ; nous nous mettons alors dans la peau de touristes qui voudraient visiter la région et demandons des conseils. C'est là que finalement, les deux employés se mettent à parler avec passion de leur territoire :

Le pays de Quillan est notamment caractérisé par la présence des châteaux cathares, héritage d'un passé atypique, et qui valent définitivement la visite. Un sentier de randonnée les relie en 12 jours en offrant de magnifiques vues sur les paysages de la région. Il est assez fréquenté en été. La région offre par ailleurs beaucoup de possibilités de tourisme de nature avec des sentiers de randonnée, mais aussi du rafting et de l'escalade. Lorsque je m'en émerveille, disant notamment que j'ai pu rencontrer beaucoup d'étrangers qui recherchent ce genre d'activités ailleurs en Europe, on me répond que pourtant, il n'y a pas tant de touristes étrangers. Les Espagnols venaient beaucoup, mais cela fait quelques années que leur nombre a chuté. Les gens s'arrêtent souvent à Carcassonne, ce qui est bien dommage, car le tourisme est important pour l'économie du territoire.

Pourtant, l'Office multiplie les salons du tourisme, mais il faut aussi dire qu'ils ont arrêté celui de Londres faute de documents de communication en anglais – dans une ville pourtant marquée par son immigration anglaise. Cette communication est donc actuellement en projet.

Nous demandons aussi s'il vaut le coup d'aller à l'Office de Tourisme de Limoux. On nous répond qu'effectivement, Limoux, c'est très différent, eux, ils sont plus tournés autour du vin. Par conséquent, nous n'y aurons sans doute pas les mêmes informations ; d'ailleurs, il ne serait pas possible de nous dire ici que visiter à Limoux.

Nous quittons les employés en faisant part de notre envie de randonner et en récupérant à peu près tous les prospectus disponibles, en nous disant que nous aimerions bien passer plus de temps dans la région.

Annexes – Comptes-rendus des visites de quelques acteurs-clés du PTCE 3.EVA

Visite de la SCIC SAPIE

Tiers-lieu, de l'anglais *third place* (troisième place) désigne l'environnement social qui n'est ni la maison ni le travail. Les valeurs telles que la démocratie, la citoyenneté sont prégnantes dans ce genre de lieu. Ainsi, chaque projet s'approprie le concept pour lui donner forme. Nous allons voir l'exemple de la SAPIE qui se présente comme une « coopérative d'accompagnement de projets de territoire qui s'implique en tant qu'acteur de terrain » . La SAPIE présente son tiers-lieu plus précisément comme un « espace de rencontres qui permet un partage libre de compétences, ressources, savoirs, le Tiers Lieu est un lieu ouvert et collaboratif qui est fait pour se réunir, s'engager, échanger, créer… »

Le tiers-lieu est organisé en espaces de coworking. Il s'agit de mise à disposition de bureaux pour professionnels qui peuvent prendre des abonnements plus ou moins longs, permanent ou nomades. Le tiers-lieu contient également un fablab, un chantier d'insertion et une CAE (Coopérative d'activité et d'emploi). Les personnes bénéficiaires du chantier d'insertion constituent le noyau dur qui permet d'avoir une dynamique attirant d'autres personnes dans le fablab. La réflexion principale du fablab, qui vise à se spécialiser, est la robotique adossée à l'écoconstruction.

Les coopérateurs de la CAE sont également principalement les permanents utilisant l'espace de co-working. En milieu rural, l'enjeu n'est pas tant d'avoir de la place pour travailler que de réseauter et rencontrer du monde autour des thématiques sur lesquels chacun travaille.

Le tiers-lieu la SAPIE réunit donc plusieurs structures de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire) dans un même lieu et mélange les concepts afin d'optimiser chacun d'entre eux.

Visite de la SCA La CAVALE

En présence de :

- Francis Pages, Président de la Cavale
- Christophe Bonnemort, Directeur de la Cavale
- Pauline, Chargée de mission sur l'élevage
- Claire, Chargée de mission sur l'énergie

Présentation de la structure

La Cavale était au départ une distillerie privée. En 1921, elle est rachetée par une coopérative de 5 viticulteurs qui souhaitent promouvoir leur ancrage territorial et la coopération.

Il s'agit d'une coopérative de service qui dit œuvrer pour « le bien de nos agriculteurs ». Dans la Haute Vallée de l'Aude, 80% de la production agricole est issue de coopératives.

La CAVALE est une petite coopérative locale qui agit sur le territoire. Elle favorise l'économie circulaire pour créer de nouveaux débouchés et réduire les factures énergétiques pour également faire face aux baisses importantes de budget.

La coopérative est en avance sur beaucoup de sujets et prône la coopération : « Si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller loin, marchons ensemble ».

Les adhérents

La coopérative compte 600 à 700 adhérents dits « actifs ». Ils ainsi répartis

- Viticulteurs : 400
- Éleveurs : 150
- Céréaliers : 50
- Producteurs d'olives ou distillerie : 50

Ils sont répartis dans différentes commissions en fonction de leurs secteurs d'activité.

Le Conseil d'administration voit un tiers de ses membres renouvelés chaque année. La mobilisation des adhérents autour de la gouvernance est difficile.

Coopérative à taille humaine, la Cavale valorise la proximité avec ses adhérents et la disponibilité de l'équipe. Les statuts définissent le prix de la part sociale à 42€. Le nombre de parts sociales « à acheter » est fonction du besoin de chaque agriculteur. En effet, la coopérative dispose d'outils mis à disposition des agriculteurs et qu'ils peuvent mobiliser selon le nombre de parts sociales acquises : utilisation du moulin, distribution des productions agricoles, etc.

La mise à disposition de services aux adhérents permet de les fidéliser. Hormis les services matériels évoqués précédemment, la Cavale propose aussi formations et conseils.

Parmi les adhérents de la coopérative, deux sont particulièrement « gros ». Il s'agit de deux caves coopératives. L'implication e la Cavale sur le secteur leur a permis de diversifier leurs activités bien de la de leur métier initial de autour du vin. La Cavale a permis la valorisation du marc de raisin.

Les partenariats

La Cavale n'a aucune velléité d'expansion géographique. Pour la coopérative, la richesse est à trouver, à créer, au sein même du territoire. Il s'agit donc de mener des actions avec les partenaires locaux, autour de thématiques liées par exemple au GIEE, à l'élevage ou à des stratégies d'économie d'énergie.

Si les agriculteurs et les éleveurs ne sont pas sur le territoire, la Cavale peut sa raison d'être.

Les ressources financières de la Cavale

La Cavale vit de subventions, des adhésions de ses membres et de la vente de ses produits. La coopérative existe sur le marché local par la vente à ses adhérents de se produits phytosanitaires, mais aussi à l'international avec par exemple des exportations de colorants naturels vers la Norvège.

Les bénéfices, modérés, sont mis en réserve pour le financement de développement de projets.

En 2008, la diminution de la politique agricole commune européenne a obligé à la créativité et à repenser les dépenses.

La coopération avec le PTCE, une envie d'impulser une dynamique sur le territoire

Le PTCE accompagne les dynamiques en cours, impulse des projets là où il y a des problématiques. Il cherche à créer des synergies en service de la collectivité et aspirations individuelles. Il se positionne sur les interstices laissés vacants par les politiques publiques pour aller vers l'innovation sociale. Le PTCE propose d'apporter une méthodologie d'action originale.

En 2016, le PTCE a lancé un projet destiné diminuer les coûts liés aux transports des déchets, déplacés pour être traités. C'est ainsi qu'une plateforme de compostage a été mise en place. Deux sites de compostage sont organisés : un pour le marc de raisin et un pour le bois.

La déchèterie locale refuse les déchets verts des professionnels, la Cavale et le PTCE peuvent se saisir de cette question intéressante.

La Cavale s'est associée au PTCE et a ainsi rencontré d'autres partenaires intéressants dans la filière du bois (ciment)…

Le GIEE

C'est l'expression d'une volonté d'innovation et de coopération. Son objectif est l'élaboration d'un projet commun par rapport aux pratiques en lien avec l'économie et l'environnement. Le GIEE cherche à faire évoluer les pratiques, réduire l'impact sur l'environnement tout en maintenant le revenu des agriculteurs.

L'idée est de mettre en place une approche globale qui cherche à faire du lien entre la démarche de nutrition du sol et de nutrition de la vigne.

Il implique 35 viticulteurs et 1 apiculteur aujourd'hui, et intervient dans 3 domaines :

- Nutrition (optimisation) des vignobles : problématique de la pauvreté du sol et de la nécessité d'apporter des matières organiques
- Phytosanitaires : comment diminuer l'utilisation de fongicides et de pesticides pour aller vers des itinéraires sans glyphosates. Une attention particulière est portée à l'utilisation d'insecticides afin de préserver les ruchers.
- Biodiversité

La Cavale ne peut elle-même impulser des recherches sur les engrais, mais met en place des collaborations avec des fournisseurs qui ont tout intérêt à avoir des débouchés.

Le Domaine de Cazes (chambre d'agriculture de l'Aude) est un lieu d'expérimentation où la Cavale a des parts.

La filière Viande

Pauline est animatrice sur cette thématique. Alors même que la filière viande de la Haute Vallée de l'Aude dispose d'outils collectifs : une chambre d'agriculture, un abattoir, 19 boucheries et Biovame, le constat a été fait que 80% des viandes consommées sur le territoire étaient importées, alors que de l'élevage existe sur le territoire. Afin de comprendre pourquoi, une sociologue a été mandatée pour faire une enquête sur la filière et chercher les éléments manquants entre les bêtes et les bouchers. Elle a écouté les professionnels de la filière viande et analysé leur rapport à leur activité. Ils ont identifié le problème avec les éleveurs et coconstruit des solutions.

Des difficultés logistiques ont été identifiées : question des livraisons, questions de la quantité de viande que peut écouler un boucher (si le boucher a besoin de moins d'une vache, comment l'éleveur peut fournir une bête pas entière).

L'objectif du projet est de mettre en connexion les bouchers et les éleveurs pour permettre de garder sur le territoire la production valeur ajoutée et donc la richesse.

Le projet évolue vers la création d'une coopérative, une SCIC transversale avec les éleveurs, les bouchers, etc., basée sur le territoire, pour un maintien des richesses et de la valeur ajoutée. La phase test est prévue pour Pâques avec les premiers éleveurs qui vont vendre aux premiers bouchers.

Le contexte est propice à la réalisation d'un tel projet : les consommateurs demandent des produits locaux et de qualité, ce qui favorise l'adhésion des bouchers à un tel projet. Les subventions dont bénéficient les éleveurs diminuent et sont amenées à diminuer encore, ce qui favorise l'adhésion des éleveurs en recherche de revenus.

La volonté d'associer les consommateurs au projet découle de son volet éducatif et pédagogique.

Le but est finalement d'apporter un service à l'éleveur : la SCIC s'occupe de la gestion logistique pour trouver des bouchers, des abattoirs et des ateliers de découpe.

CR réunion de présentation du territoire de la Haute Vallée de l'Aude

Présentateur : Julien PEYRE

Le dimanche 21 janvier 2018, dans les locaux de la Sapie à Limoux

Le territoire de la HVA se trouve à l'interface entre Toulouse, Montpellier et Perpignan. On y découvre un piémont vallonné autour de Limoux, un paysage accidenté autour de Quillan et des montagnes vers le Sud.

La population

Le territoire de HVA comprend 45 000 habitants, soit 12% de la population de l'Aude, répartis sur 140 communes. Avec une densité de 25 habitants au km², c'est un territoire rural.

Trois communes comptent plus de 2 000 habitants : Limoux, 10 000 habitants ; Quillan, 3 000, et Esperaza, 2 000.

On constate une migration plus importante depuis les années 70.

Les nouveaux arrivants dans le territoire, appelés « néo », sont généralement issus de catégories socioprofessionnelles supérieures, avec un patrimoine culturel important. Parmi eux, de nombreux Britanniques. On assiste à des tensions entre les habitants de longue date et les « néos », les anciens revendiquant une légitimité sur le territoire et sur les pratiques.

Julien Peyre a mis en avant le nombre important de nationalités au regard de la taille du territoire.

L'évolution de l'économie locale

Au milieu du 19ème siècle, Espéraza et Couiza sont d'importants centres de fabrication du chapeau. La fin de la 2nde Guerre Mondiale marque la fin de la chapellerie audoise, accentuée par l'arrivée du feutre de laine d'Australie. Deux entreprises seulement ont réussi à se reconvertir. À Limoux, Myrys puis Chaussea produit des chaussures jusque dans les années 60, avant de délocaliser. À Quillan, on trouvait par le passé des activités de chapellerie et de scierie. Formica s'y était installé dans les années 50. Aujourd'hui, le territoire de la HVA est globalement désindustrialisé. On trouve encore un tissu de TPE/PME concentré autour de Limoux : Actis produit des isolants minces ; Monier fabrique des tuiles.

Plus au Nord, il y a trois caves coopératives. Au Sud, on va trouver de l'élevage de veaux maigres, vendus pour être engraissés en Espagne, Portugal, Italie, voire en Israël. Julien Peyre nous explique que les chevillards – qui organisent la filière entre l'abattage et la livraison – sont inexistants sur le territoire. Le PTCE cherche ainsi à créer de la coopération entre les acteurs pour assurer la filière complète.

Visite du Lycée Ruffié

Véronique Gardair nous présente **Start-up des lycées** au lycée Ruffié de Limoux. La quatrième édition est en préparation. Le PTCE 3.EVA intervient depuis la deuxième.

Les objectifs de Start-Up lycée :

- Interpeller les investisseurs sur les jeunes
- Changer l'image des entrepreneurs sur les jeunes
- Faire découvrir l'entreprise aux jeunes

Les étapes de Start-Up des lycées sont :

- Identification des problématiques spécifiques du territoire avec un laboratoire de recherche du CNRS.
- Choix par groupe de lycéens d'une problématique pour construire un projet. Par exemple, le thème de l'eau est subdivisé en eau salée, eau douce, eau vive, etc.
- Co-construction du projet en trois jours avec un professeur référent et un coach entrepreneur.

Ils étaient cent-dix élèves start'upers à Limoux et vingt venus en renfort de Quillan.

Le groupe de lycéens ayant travaillé sur le projet de la maison de l'eau, « O2 Vallée », nous présente l'aventure. Ils sont suivis par François Isambert (pisciculteur bio) et Pierre Pech (conseiller d'entreprise) et de Carole Tailhan, professeure.

Le but est de créer un lieu pédagogique dans les anciens locaux de l'usine formica qui polluait l'eau. Cette fois-ci ce lieu viserait à éduquer différents publics aux usages et à la préservation de l'eau.

L'idée n'est surtout pas de créer un acteur de plus, car il en existe déjà beaucoup autour de l'eau. Au contraire, il s'agit de mettre en valeur l'existant et non de créer des activités nouvelles. Mieux, il s'agit de structurer toutes ces activités pour permettre aux locaux d'avoir une meilleure visibilité sur l'offre de service touristique (et ainsi de mieux savoir comment occuper les enfants).

Les retombées économiques potentielles sont multiples. Forge est un lieu d'hébergement et de restauration proche de Quillan. Celui-ci est en difficulté économique et pourrait être dynamisé par l'attractivité potentielle du projet.

La question du porteur de projet, chargé de l'opérationnel, ne se pose pas dans le cadre de Start-Up des lycées. Il s'agit principalement d'un objectif pédagogique. Les projets préparés en trois jours n'ont pas pour vocation d'être concrétisés sauf si une opportunité se présente auprès. Par exemple, le magasin Gamm Vert a déjà embauché un lycée en stage pour poursuivre son projet.

Annexes – Informations relatives au PTCE 3.EVA

Plan d'actions du PTCE 3.EVA

Bilan d'activité : PLAN D'ACTIONS du PTCE de la Haute Vallée de l'Aude			
Axes	Sous-axes	Actions définies dans l'annexe 2 du programme	Descriptif des actions
1. Soutenir l'Entrepreneuriat en milieu rural	**1.1 Evènementiels**	**Action 1** : evénemets pédagogiques	Appui à l'organisation de **Start-up au lycée Ruffié** en octobre 2016 : mobilisation de coachs et jurés, apports de la recherche ; mise à disposition d'un stagiaire en Master 2 pour un diagnostic des besoins, rencontre des élèves et enseignants, évaluation de l'événement
		Hackaton / Fablab	***Connexions Rurales*** *le 29 septembre - 1er octobre 2017 à Quillan (www.connexionsrurales.co) : concours de développement d'applications numériques sur des problématiques rurales*
	1.2 Espace plateforme, services pour accélérer les projets	**Action 2** : Développement de Tiers Lieux en HVA	Construction d'un cahier des charges pour le lancement d'une étude-action en janvier 2017
		Action 3 : Mentoring **Action 4** : Mutualisation de la veille **Action 5** : Guichet unique de l'entrepreneuriat à la campagne	*Ces actions n'ont pas été développées en 2016. Elles pourront l'être, plutôt en 2018, comme des déclinaisons du travail sur le développement de Tiers Lieux et des services qui y sont liés sur le territoire*
2. Développer de nouvelles compétences		**Action 7** : Dispoditifs Ardan et Alizée	
		Action 9 : Création d'un répertoire de compétences	
	2.1 Former à la culture numérique	**Action 6** : Ecole numérique à la campagne	Un diagnostic des besoins en compétences liées au nmérique a été réalisé l'été 2016 Il a conduit à l'identification de 5 "métiers" et à la construction de réponses par les acteurs locaux : - **Forgeur numérique** : création de l'atelier d'insertion (voir Action 8) - **Développeurs** : accompagnement de Batipôle dans l'évolution de sa formation "intégrateur web / infographiste multimédia" et sa laelllisation à la Grande Ecole du Numérique : soutien à la mise en place par Batipôle d'une plateforme mutualisée de formation à distance - **Métiers de la fibre optique** : plateau technique et formation diplomante (titre IRCC) installateur fibre par le CFPM - **Médiation numérique** : projet du bus numérique en cours de construction par l'Udaf de l'Aude, Sapie et les EPN, à la suite des commissions numériques - **Métiers de la domotique** : quelques mois après le diagnostic, c'est le seul des 5 besoins en termes de métier qui n'a pas trouvé de réponse locale ; mais jusqu'à quand ?

2. Développer de nouvelles compétences	**2.2 Développer la créativité et l'innovation**	**Action 8** : Atelier de prototypage mutualisé	Appui à la mise en place (étude de faisabilité et dossier de labellisation GEN) du **chantier d'insertion ACILab "Forgeur Numérique"**. Depuis janvier 2017, 6 emplois en CDD insertion (12 mois, 26h/semaine) ont été créés, ainsi que 1,5 ETP pour la coordination, la formation et l'accompagnement socioprofessionnel. La labellisation Grande Ecole du Numérique, permet un volume important de formation sur ce chantier ainsi que des investssements dans d matériel professionnel insolite en milieu rural (imprimante 3D, découpe laser, fraiseuse), apportant de nouveaux services pour des entreprise locales et ouvrant à de nouvelles opportunités de développement.
	2.3 utualiser l'offre de formation	**Action 10** : Mutualisation des besoins et coûts de la formation	Cette action n'a pas été développée mais le travail de coordination entre acteurs du numérique pour le développement de formations concoure à ces objectifs
3. Valoriser les ressources locales	**3.1 Action 11 : Recyclage en circuit court**	a) Plateforme déchet vert	Lancement d'une **étude de faisabilité pour une plateforme de valorisation des déchets** verts, marcs, bio-déchets, bois énergie… Co-financée par l'Ademe elle est potée par la Cavale et le PTCE et un comité de pilotage large (Etat, collectivités, experts, entreprises locales…) assure le suivi de l'étude et calide les orientations. Fin 2016, le diagnostic du gisement touchait à sa fin et la restitution de cette étude au niveau avant-projet sommaire est attendue pour juillet 2017.
		b) Collecte et presse films agricoles	Ces actions émanent des 8 commissions déchets qui ont réunies près de 50 acteurs en 2015 et 2016. Le Parchemin récupère les déchets électroniques et électroménagers et organise avec le Tiers Lieu Limoux des ateliers grand public de réparation d'objets (Repair Café), financés dans le cadre de la politique de la ville. La mise en place d'une plateforme multi-déchets permettra d'envisager la collecte, massification et l'éventuelle valorisation des déchets professionnels évoqués (films et déchets agricoles, carton, verre…)
		c) D3E et itinérance du Repair café	
		d) Recyclage cartons / verre	

3. Valoriser les ressources locales	**3.2 Action 12 : Développement de la coopération autour de l'eau**	a) Commissions eau et événement fédérateur autour de l'eau en 2017	En 2016, 4 commissions « eau » ont été organisées sur les thématiques du thermalisme, des sports d'eau vive, de l'agriculture et de la protection quantitative et qualitative de la ressource, rassemblant une vingtaine d'acteurs, usagers ou chargés de la protection et gestion de la ressource. Pour valoriser les multiples acteurs autour de l'eau et la complémentarité de leurs expertises, un événement de sensibilisation grand public a été organisé en mars 2017, **au fil de l'eau**. Au travers de trois manifestations, ont été valorisées la production ydroélectrique, le thermalisme et les actions de protection quantitatives et qualitatives de la ressource par le monde agricole et les gestionnaires.
		b) soutien au GIEE viticole	à partir de 2017
		c) Médiation des acteurs et développement territorial autour de l'eau vive	En août 2016, faute d'un volume d'eau suffisant, la convention qui régit l'utilisation de la ressource entre EDF et l'État (pour les usages agricoles) n'a plus permis de satisfaire les activités d'eaux vives. Le PTCE est intervenu comme médiateur, dans sa compétences de coopération économique. Cette médiation aboutit en 2017 à la signature d'une convention qui solde l'année 2016 et permettra de définir une solution pérenne et équitable de partage de la ressource, dans une logique de développement territorial.
	3.3 Action 13 : Mutualisation des réseaux de commercialisation des produits des filières locales	Mise en œuvre du projet Consommons HVA	Cette sous-action déposée à l'appel à projet n'a pas été développé suivant cet intitulé. Néanmoins, au-delà du travail engagé sur les filières viandes et fruits et légumes, un **Projet Alimentaire Territorial** a été déposé à un appel à projet national, en partenariat avec Nature et Progrès 11. Cette candidature retenue au niveau régional entendait construire un projet global et multi-filière pour développer l'autonomie limentaire du territoire et la valorisation des produits locaux ; ce projet reste une trame pour l'action du PTCE et des partenaires locaux.
		Développer la valorisation de la viande locale	La filière viande locale connaît des difficultés faute d'une valorisation commerciale satisfaisante de ces produits. Point de départ pour une meilleure valorisation, le PTCE a missionné en décembre 2016 une sociologue pour réaliser une **enquête** auprès de 20 éleveurs et 10 bouchers et cuisiniers de restauration collective. L'objectif était de recueillir les représentations, souhaits et besoins des acteurs pour structurer des filières et accompagner les acteurs vers une meilleure valorisation locale de leurs productions, en lien avec les partenaires (Chambre d'Agriculture, BioCivam, collectivités, etc.). Cette action débouche en 2017 sur la construction d'une structure collective à même d'améliorer la commercialisation des bêtes dans plusieurs filière commerciales.
		Développer la production de fruits et légumes	Depuis septembre 2016, le PTCE est investit dans un collectif d'associations et acteurs locaux (Maison Paysanne, distributeurs, …) pour développer la production locale de fruits et légumes ne répondant pas à la demande, par l'installation de producteurs. La coopération d'associations, de distributeurs, d'élus et d'agriculteurs se structure en méthodologie pour appuyer les candidats à l'installation dans leurs recherches de foncier et leurs projets.

4. Développer la finance collaborative locale		**Action 14** : Monnaie locale	En 2015, en parallèle à la constitution du PTCE, un groupe d'habitants de la Haute Vallée de l'Aude se constituait pour faire naître une **monnaie locale complémentaire**, vectrice de lien entre acheteurs et producteurs/vendeurs et favorisant la circulation locale de la valeur. L'association Terre d'Échanges est aujourd'hui structurée et travaille activement pour le lancement de la monnaie locale le Sou'Riant, en 2017, avec l'appui du PTCE.
		Action 15 : Déploiement du BARTER	Non développé en 2016, mais les réflexions sont lancées en 2017 pour un fond de dotation local ou une structure d'aide au financement des projets, d'avance de trésorerie, en complémentarité des structures existantes
		Action 16 : Plateforme de Crowdfunding, collecte d'épargne locale	

Liste des administrateurs du PTCE 3.EVA (AG du 19 juin 2017)

Christophe BONNEMORT	Directeur coopérative agri. La CAVALE	coprésidents et coprésidentes
Olivier CANAVY	Directeur OCBTP	
Christian CAUSSIDERY	Directeur agence EDF, Une rivière Un Territoire Aude-Ariège	
Joëlle CHALAVOUX	Retraitée	
Cyriel DE JONG	Entrepreneur accompagnement de projet	
Joerg ELLERWALD	Co-gérant SCOP BTP	
Véronique GARDAIR	Enseignante documentaliste lycée	
Patricia IZARD	Directrice CFPM	
Jean-Claude PONS	Maire de Luc sur Aude	
Florence THOLLY	Directrice SCIC Sapie	

Pôle Territorial de Coopération Économique
de la Haute-Vallée de l'Aude
Association 3.EVA
contact@3eva.org / 07 88 97 24 85 / www.3eva.org
C/O La Cavale, 16 avenue du Pont de France, 11300 Limoux
n° SIRET : 813 147 030 00015

Comptes de résultat synthétiques – PTCE 3.EVA

	2016	2017	2018	2019
Charges	**47 813,30 €**	***145 974,00 €***	***155 000,00 €***	***130 000,00 €***
Fonds dédiés	120 000,00 €	130 000,00 €	90 000,00	*0*
Total	167 813,30 €	*275 974,00 €*	*245 000,00 €*	*130 000,00 €*
Produits	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
État	69 740,00 €	45 878,18 €	*56 000,00 €*	*14 000,00 €*
Caisse des Dépôts		55 053,82 €		
Com. de Massif des Pyrénées	96 000,00 €			*24 000,00 €*
CC Pyrénées Audoises	4 000,00 €	6 000,00 €	4 000,00 €	
CC du Limouxin	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	
EDF Une rivière un territoire	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	
SM VAPA		2 000,00 €		
eaux vives		10 000,00 €		
Leader			32 000,00 €	
Adhésions	350,00 €	350,00 €	500,00 €	
Prestations				
TOTAL PRODUITS	**189 090,00 €**	**138 282,00 €**	**111 500,00 €**	***38 000,00 €***
Reprise des fonds dédiés + résultat n-1		**141 277,00 €**	133 585,00 €	90 000,00 €
	189 090,00 €	279 559,00 €	245 085,00 €	128 000,00 €

NB 1 : Bilan réalisé au 25 janvier 2018, bilan 2017 non définitif.

NB 2 : Le financement PTCE lié à l'appel à projet PTCE 2015 prend fin, fin 2018. Les ressources révisionnelles pour 2019 sont liées à un dernier versement des subventions attribués (après remise du rapport d'évaluation définitif) et à la reprise des fonds dédiés placés en 2018 ; placement en fond dédiés qui fait l'objet d'une demande d'accord auprès de la Caisse des Dépôts.

[i] http://www.boisenergie-occitanie.org/documents/Carto/11_Carto_Rea_Oct14.pdf